

**Par e-mail**

(Basel3@sif.admin.ch)

Secrétariat d'Etat aux questions  
financières internationales SIF  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

(ba.basel3@finma.ch)

Autorité fédérale de surveillance des  
marchés financiers FINMA  
Monsieur Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne

Genève, le 25 octobre 2022

**Consultation sur la modification de l'ordonnance sur les fonds propres  
(dispositif finalisé de Bâle III) et des ordonnances de la FINMA y relatives**

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir invité l'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) à participer à la consultation ouverte le 4 juillet 2022 à propos de la modification de l'ordonnance sur les fonds propres (dispositif finalisé de Bâle III) et des ordonnances de la FINMA y relatives. Les remarques qui suivent concernent les points qui nous tiennent particulièrement à cœur. Au surplus, nous soutenons pleinement la prise de position de l'Association Suisse des Banquiers (ASB).

Synchronisation temporelle de la mise en œuvre

Comme nos membres sont surtout orientés vers l'exportation de services bancaires, il est essentiel que les conditions de concurrence sur les principaux marchés financiers soient largement identiques dans le monde entier. Or, aucun projet de mise en œuvre de Bâle III Final n'a encore été présenté aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Ces juridictions sont des concurrents très importants de la Suisse, tout comme l'Union Européenne. Celle-ci n'est d'ailleurs selon nous pas suffisamment prise en considération dans la comparaison juridique effectuée dans le rapport explicatif, contrairement à d'autres juridictions moins importantes. Dans ce contexte, nous demandons que :

- les aspects relatifs à la concurrence soient réévalués et ne soient fixés définitivement que lorsqu'il y aura suffisamment de clarté sur la manière dont ils sont mis en œuvre dans les autres places financières internationales, et que
- l'entrée en vigueur en Suisse n'intervienne pas avant la date de mise en œuvre au sein de l'Union Européenne.



## Risques opérationnels / « Internal Loss Multiplier »

Conformément au principe de la « synchronisation temporelle » décrit ci-dessus, nous demandons que les autorités réévaluent l'option laissée aux Etats par le Comité de Bâle de fixer le « Internal Loss Multiplier » à 1 (BCBS OPE25.11) lorsqu'il y aura suffisamment de clarté à ce sujet, en tenant compte de la manière dont les principales places financières concurrentes (Union Européenne, Royaume-Uni et Etats-Unis) exerceront cette option nationale.

Cette démarche est essentielle pour la compétitivité internationale de la place financière suisse, car c'est la seule façon de garantir que les exigences en matière de capital définies dans le pilier un sont comparables au niveau international. En l'état actuel, il faut partir du principe que les pertes historiques seront neutralisées dans l'Union Européenne (« Internal Loss Multiplier » fixé à 1). Cette décision ne sera probablement plus renversée. Pour des raisons de concurrence, le Royaume-Uni et les Etats-Unis vont probablement mettre en œuvre une solution analogue. La Suisse devrait alors faire de même.

Par ailleurs, nous partons du principe que les régulateurs étrangers évalueront les exigences en matière de capital pour les risques opérationnels en considérant tant le pilier un que le pilier deux, afin de tenir compte des conditions propres à chaque banque d'une part et des critiques formulées à l'encontre du concept de « Internal Loss Multiplier » d'autre part (comme par exemple le manque d'orientation vers les risques futurs).

## Ratio de levier / avoirs auprès de la BNS

Dans sa lettre du 23 février 2021 adressée au SIF (avec copie à la FINMA), l'ASB avait demandé que les avoirs auprès de la Banque Nationale Suisse (BNS) ne fassent pas partie de l'exposition totale pour le calcul du ratio de levier. Les autorités n'ont toutefois pas donné suite à cette demande dans le cadre de « Bâle III Final ».

Pendant la crise sanitaire, les avoirs auprès de la BNS ont été temporairement exclus de l'exposition au ratio de levier, alors que cela n'a pas été le cas pendant la crise ukrainienne. Bien que les marchés financiers soient, dans une certaine mesure, touchés de la même manière par les crises (marchés d'actions très volatils, deleveraging), les banques n'ont actuellement aucune certitude dans quel cas les avoirs auprès de la BNS seront exclus du ratio du levier. Cela nuit à une planification fiable des fonds propres.

Cela vaut tout particulièrement pour les banques actives dans la gestion de fortune qui offrent même en cas de marchés turbulents à leurs clients la possibilité de placer des avoirs sur leur bilan de manière temporaire, sûre et liquide. Pour des raisons de structure de bilan, ces avoirs à court terme doivent être parqués auprès de banques centrales, et ces banques sont alors pénalisées sous la forme d'un engagement global plus élevé. Une mesure en principe destinée à réduire les risques devient ainsi un risque prudentiel. Du point de vue de la politique réglementaire, les incitations contradictoires entre la réglementation sur les fonds propres (ratio de levier) et celle sur les liquidités (ratio de liquidité) sont en outre choquantes, dans la mesure où les avoirs auprès de la BNS sont punis dans un cas, mais en revanche encouragés dans l'autre.



Nous estimons toujours nécessaire d'agir dans ce domaine, soit en s'inspirant des approches adoptées à l'étranger (p. ex. Union Européenne, Royaume-Uni, Etats-Unis), soit en modifiant les normes de Bâle elles-mêmes. En conséquence, nous reprendrons ce point avec vous dans le cadre d'un processus séparé à l'issue de la présente consultation.

\* \* \*

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

ASSOCIATION DE  
BANQUES PRIVEES SUISSES

Jan Langlo  
Directeur

Jan Bumann  
Directeur adjoint

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Herr Bundesrat Ueli Maurer  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Per E-Mail (Word- und PDF-Version)  
[Basel3@sif.admin.ch](mailto:Basel3@sif.admin.ch)

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern

Per E-Mail (Word- und PDF-Version)  
[ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch)

Datum Interlaken, 25. Oktober 2022 red  
Kontakt [daniel.reusser@bankeki.ch](mailto:daniel.reusser@bankeki.ch)  
Direktwahl +41 33 826 17 81  
Referenz Stellungnahme Basel III Final

## **Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung für Banken (Basel III Final)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat  
Sehr geehrte Damen und Herren

Bezugnehmend auf die öffentliche Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung für Banken vom 4. Juli 2022 nehmen wir gerne Stellung dazu. Mehrere Anliegen der Regionalbanken sind in die Stellungnahme des Verbandes Schweizer Regionalbanken (VSRB) eingeflossen. Wir unterstützen die in der Stellungnahme des VSRB gemachten Vorschläge und Forderungen. In Ergänzung dazu möchten wir noch folgende Eingabe vornehmen:

Gemäss Art. 72, Abs. 3 ERV werden selbstgenutzte Wohnliegenschaften wie folgt definiert: "Selbstgenutzte Wohnliegenschaften sind Wohnliegenschaften, die von der Kreditnehmerin oder dem Kreditnehmer überwiegend selbst bewohnt werden, sowie maximal eine weitere Wohneinheit, die überwiegend vermietet wird." Im Umkehrschluss heisst dies ja, dass alle Wohnliegenschaften, die mehr als eine vermietete Wohneinheit umfassen, Wohnrenditeliegenschaften sind. Mit dieser Definition sind wir nicht einverstanden. Sie ist uns zu starr und wird der Praxis unseres Erachtens nicht gerecht. Vielmehr möchten wir an der bisherigen Möglichkeit gemäss Aufsichtsreporting festhalten, welche es den Banken selbst überlässt, eine Definition vorzunehmen.

Dazu Überlegungen aus der Praxis bei der Bewertung von Liegenschaften von unserer Seite:

Hauptsitz  
BANK EKI  
Genossenschaft  
Rosenstrasse 1  
3800 Interlaken  
T 033 826 17 71  
F 033 826 17 79  
[info@bankeki.ch](mailto:info@bankeki.ch)  
[www.bankeki.ch](http://www.bankeki.ch)  
IID 08393  
Geschäftsstellen  
Grindelwald  
033 853 29 70  
Lauterbrunnen  
033 855 36 55  
Wilderswil  
033 823 10 70

Die Bewertung von Grundpfandsicherheiten orientiert sich am Marktwert. Dabei orientiert sich die Bewertung von Einfamilienhäusern und Eigentumswohnungen in der Regel am Realwert, die Bewertung von Renditeliegenschaften am Ertragswert. Die neuen Vorschriften schreiben vor, dass ab zwei Wohneinheiten von einer Renditeliegenschaft und damit vom Ertragswert auszugehen ist. Bei Liegenschaften, welche weder einen reinen Eigentums- noch einen reinen Renditecharakter haben, sollte die Bank unseres Erachtens eine individuelle Bewertung mittels Gewichtung von Real- und Ertragswert vornehmen können. Dies kann beispielsweise der Fall sein, wenn ein Mehrgenerationenhaus zwei 4.5-Zi-Wohnungen und zwei Studios aufweist, wobei die Wohnungen durch die Familie bewohnt und die zwei Studios ferienmässig vermietet werden. Externe Schätzungsexperten verwenden für ihre Bewertungen in solchen Fällen ebenfalls Gewichtungen.

Wir danken Ihnen für Ihre Kenntnisnahme und stehen Ihnen für Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
**BANK EKI Genossenschaft**



Felix Hofstetter  
Bankleiter



Roland Donzé  
Stv. Bankleiter; Bereichsleiter Finanzieren

Hauptsitz  
BANK EKI  
Genossenschaft  
Rosenstrasse 1  
3800 Interlaken  
T 033 826 17 71  
F 033 826 17 79  
[info@bankeki.ch](mailto:info@bankeki.ch)  
[www.bankeki.ch](http://www.bankeki.ch)  
IID 08393

Geschäftsstellen  
Grindelwald  
033 853 29 70  
Lauterbrunnen  
033 855 36 55  
Wilderswil  
033 823 10 70

Per E-Mail  
ba.basel3@finma.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

25. Oktober 2022

### **Anhörung zu den fünf neuen FINMA-Verordnungen (Basel III final)**

Sehr geehrter Herr Steinhauser  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 4. Juli 2022 von der FINMA eröffnete Anhörung zu den fünf neuen FINMA-Verordnungen, welche die Änderungen der Eigenmittelverordnung (ERV) des Bundesrates im Hinblick auf die nationale Umsetzung der abgeschlossenen Basel III-Reform (Basel III final, B3F) konkretisieren. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum Revisionsvorhaben Stellung nehmen zu können und unterbreiten Ihnen hiermit die Stellungnahme der Credit Suisse zu den fünf Entwürfen der FINMA-Verordnungen und dem Erläuterungsbericht (der Bericht). Bitte beachten Sie, dass diese Kommentare im Zusammenhang mit unseren Kommentaren zum Entwurf der ERV gelesen werden sollten, die wir dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) zugestellt haben.

#### **Allgemeine Punkte**

Die Credit Suisse begrüsst grundsätzlich die vorgesehenen Regelungen, wie sie in den vorliegenden Entwürfen der FINMA-Verordnungen und des Berichts, dargestellt sind. Wir schätzen die transparente Vorgehensweise der Schweizer Behörden bei der Umsetzung der neuen FINMA-Verordnungen, einschliesslich der Einsetzung der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) für die Umsetzung von Basel III final in der Schweiz. Ebenso unterstützen wir, dass die Schweizer Behörden beabsichtigen, die Basel III-Reformen schlank, prinzipienbasiert, angemessen und möglichst im Einklang mit den Vorgaben in anderen wichtigen Jurisdiktionen umzusetzen, wie dies im Rahmen der Arbeiten der NAG auch mehrfach postuliert wurde.

In Anbetracht der noch ausstehenden Veröffentlichung von Umsetzungsentwürfen für B3F-Regeln in anderen relevanten Jurisdiktionen (z.B. UK und USA) und des noch laufenden Gesetzgebungsverfahrens in der EU vertrauen wir darauf, dass die Schweizer Behörden diese Umsetzungsentwürfe der B3F-Regeln überprüfen und die für die Schweiz vorgeschlagenen B3F-Regeln vor ihrer finalen Verabschiedung durch den Bundesrat sowie die FINMA gegebenenfalls überarbeitet werden, um internationale faire Wettbewerbsbedingungen zu gewährleisten. Ein internationales Level Playing Field der B3F-Regeln ist für den Schweizer Finanzsektor von grösster Bedeutung und wurde deshalb von den Behörden auch als Schlüsselprinzip anerkannt. Abgesehen von der inhaltlichen Überprüfung vertrauen wir darauf, dass die Schweizer Behörden

den Umsetzungszeitplan überdenken werden, falls andere relevante Jurisdiktionen B3F deutlich später als per 1. Juli 2024 umsetzen.

Im Hinblick auf die internationale Vergleichbarkeit der neuen Regelung und die damit verbundenen Wettbewerbseffekte ist ein wichtiger Vorbehalt anzubringen: Die Aussage der Behörden, die Auswirkungen auf die Zukunftsfähigkeit und die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes seien "soweit relevant" berücksichtigt worden bzw. die Umsetzung der Basler Standards auf anderen wichtigen Finanzplätzen sei "soweit möglich und relevant" berücksichtigt worden (FINMA-Erläuterungsbericht, S. 85), erachten wir als unzutreffend.

Für die internationale Wettbewerbssituation ist in erster Linie auf die für den Schweizer Finanzplatz bedeutsamen Vergleichsjurisdiktionen, nämlich EU, USA und UK, abzustellen. Bekanntlich liegen für die USA und das UK noch keine verbindlichen Umsetzungsentwürfe vor. Dies ist insbesondere deshalb relevant, weil die Behörden bisher neben der EU auch die USA und das UK explizit als Vergleichsjurisdiktionen genannt haben. Zudem wird unseres Erachtens die Umsetzung in der EU im Rechtsvergleich der Behörden im Vergleich zu anderen, als Referenz weniger relevanten Rechtsordnungen, zu wenig gewichtet. Im Zusammenhang mit dem Massstab der inhaltlichen und zeitlichen Abstimmung mit den relevanten Vergleichsjurisdiktionen bedeutet diese Ausgangssituation, dass der bisher vorliegende internationale Rechtsvergleich unvollständig ist. Die wettbewerbsrelevanten Aspekte von grundlegender Bedeutung sollten erst endgültig festgelegt werden, wenn genügend Klarheit besteht, wie sie in den wichtigen Vergleichsjurisdiktionen umgesetzt werden. Dies führt dazu, dass zu einem späteren Zeitpunkt, gegebenenfalls auch nach Ablauf der Vernehmlassungs- bzw. Anhörungsfrist, auf die relevanten Aspekte zurückgegriffen werden muss. Hierbei gehen wir davon aus, dass die Bankenbranche weiterhin in einem transparenten Prozess in die entsprechenden Arbeiten einbezogen und konsultiert wird.

Die Position der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg), zu der wir ebenfalls beigetragen haben, wird von uns grundsätzlich unterstützt.

### **Zusammenfassung der zentralen Anliegen**

Generell unterstützen wir die Ziele, die sich aus den neuen FINMA-Verordnungen ergeben, insofern als dass sie die Transparenz der risikogewichteten und ungewichteten Eigenkapitalquoten erhöhen und damit dem Markt eine sinnvolle Bewertung aller entsprechenden Risiken und des Gesamtengagements ermöglichen.

Allerdings fordern wir, dass vor der endgültigen Inkraftsetzung im speziellen die folgenden substanziellen Anpassungen an den FINMA-Verordnungen gezielt vorgenommen werden, um eine internationale Vergleichbarkeit der B3F-Regeln zu gewährleisten bzw. einen «Swiss Finish» zu vermeiden. Neben diesen zentralen Anliegen führen wir im Verlauf unseres Briefes weitere wichtige Korrekturvorschläge an den FINMA-Verordnungen an.

- Mindesteigenmittel für CVA (Art. 153 E-KreV-FINMA)

Die aktuell geltenden FINMA-Vorgaben nehmen konzerninterne Transaktionen von der CVA-Berechnung aus, was im Einklang mit der Umsetzung in anderen relevanten Rechtsordnungen, wie z.B. der EU, steht. Diese Ausnahme ist im aktuellen Entwurf des Art. 153 E-KreV-FINMA nicht mehr vorgesehen. Wir sehen keinen Grund, die gegenwärtige Regelung aufzuheben und bitten die FINMA um die Fortführung der heutigen Ausnahme.

- Operationelle Risiken - Dividendenertrag aus Beteiligungen (Art. 24 E-LROV-FINMA)

Dividendenerträge fliessen grundsätzlich im Rahmen der Zins- und Dividendenkomponente in die Berechnung des Geschäftsindikators ein. Wir sind jedoch der Ansicht, dass hier die Einbeziehung von Dividendenerträgen von Tochtergesellschaften in die eigenständige Berechnung der Kapitalanforderungen der Muttergesellschaft zu einer impliziten Doppelerfassung des operationellen Risikos der Tochtergesellschaften führt, da regulierte Tochtergesellschaften bereits Kapital für das operationelle Risiko auf der Grundlage ihrer lokalen Vorschriften einbehalten. Die vorgeschlagene Regelung erschwert insofern auch Kapitalrückführungen aus den Tochtergesellschaften an das Mutterunternehmen. Konzerninterne Dividenden sollten daher vom Geschäftsindikator der Muttergesellschaft ausgeschlossen werden.

- Kreditrisikominderung - Minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften (Art. 78-79 & Anhang 3, Ziffer 9 E-KreV-FINMA)

Die überarbeiteten Vorschriften zur Behandlung von Wertpapierfinanzierungsgeschäften (SFTs) sehen vor, dass bestimmte nicht zentral abgerechnete SFTs, deren Sicherheitsabschlag niedriger ist als der in den Regeln vorgesehene minimale Sicherheitsabschlag, in ihrer Gesamtheit als unbesichert behandelt werden müssen. Dies führt zu entsprechend höheren Eigenkapitalanforderungen für solche Positionen. Eine zusätzliche Erhöhung der Kapitalanforderungen kann sich darüber hinaus aus den Vorschriften zum Output Floor ergeben, falls die Gegenpartei über kein externes Rating verfügt. Es ist gegenwärtig davon auszugehen, dass diese Basel-Regelung in anderen wichtigen Rechtsräumen wie EU und UK nicht unmittelbar umgesetzt wird und dass insbesondere die EU weitere Untersuchungen zu diesem Thema veranlassen wird. Wir sind der Meinung, dass die FINMA sich dem internationalen Vorgehen anschliessen und die Einführung minimaler Sicherheitsabschläge vorbehaltlich weiterer Erkenntnisse vorerst aussetzen sollte. Ein solches Vorgehen würde helfen, gleiche Wettbewerbsbedingungen zwischen Schweizer und europäischen Banken sicherzustellen und den Schweizer Finanzplatz nicht zu gefährden.

- FRTB Marktrisiko - Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKVs) (Art. 54 und 55 E-MarV-FINMA)

Banken bieten ihren Kunden häufig Derivate auf die Wertentwicklung bestimmter Fonds an und sichern diese Produkte mit den zugrunde liegenden Positionen in Referenzfonds ab. Die Eigenkapitalanforderungen für Marktrisiken aus solchen Anteilen an VKVs sollten angemessener kalibriert werden, um negative Auswirkungen auf die Verfügbarkeit von Investitionslösungen und die Liquidität zu vermeiden.

- FRTB Marktrisiko - Bankinterne Weisung für strukturelle Fremdwährungspositionen (Art. 3 E-MarV-FINMA i.V.m. Art. 81b(3) E-ERV)

Die vorgesehenen FRTB-Marktrisikovorschriften sehen den Ausschluss des strukturellen Fremdwährungsrisikos in Anlehnung an BCBS MAR 11.3 vor. Dies begrüssen wir, schlagen jedoch vor, einige bedeutende Konzepte, die in den europäischen EBA-Verordnungen zur Behandlung struktureller Fremdwährungspositionen dargelegt sind, in die Schweizer Verordnung aufzunehmen. Wird dies nicht berücksichtigt, könnten Institute den Anreiz haben ihre Kapitalquoten nicht abzusichern, um erhöhte Kapitalanforderungen, die aus den Absicherungsgeschäften resultieren, zu vermeiden. Dies würde dem Grundgedanken der Basel Regulierungen widersprechen.



- Standardansatz für Kreditrisiken – Niederstwertprinzip und ursprünglicher Belehnungswert (Art. 88 E-KreV-FINMA)

Das Niederstwertprinzip ist ein zentrales Element der Hypothekarmarktregulierung. Es bedeutet, dass Banken nur auf Basis des tieferen Werts von Kaufpreis oder Marktwert finanzieren dürfen. Damit müssen Kundinnen und Kunden die allfällige Differenz zwischen Kaufpreis und Marktwert – zusätzlich zum Mindestanteil an einzubringenden Eigenmitteln – selbst begleichen. Dies trägt zur Stabilität auf dem Immobilienmarkt bei. Heute gilt das Niederstwertprinzip für zwei Jahre ab Handänderung. Bundesrat und FINMA wollen es unter B3F auf sieben Jahre verlängern, was weit über die durchschnittliche Laufzeit einer Hypothek in der Schweiz hinausgeht. Wir fordern die Behörden auf, an den zwei Jahren gemäss den geltenden Regeln für das Niederstwertprinzip festzuhalten und dies aus Kohärenzgründen auch auf die Dauer des ursprünglichen Belehnungswertes anzuwenden.

### **Detaillierte Anmerkungen zu den einzelnen Vorgaben**

Die folgenden Punkte sind nach der Abfolge ihres Erscheinens in den verschiedenen Verordnungen geordnet und spiegeln nicht notwendigerweise deren Wesentlichkeit wider.

#### **1) Verordnung über das Handelsbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA)**

##### Art. 32 E-HBEV-FINMA – Minderheitsanteile in der konsolidierten Anrechnung

Nach unserer Einschätzung fällt die vorgesehene Behandlung der Anrechenbarkeit von Minderheitsanteilen restriktiver aus als die bisherige Regelung in Rz 37-40 FINMA-Rundschreiben 2013/1 «Anrechenbare Eigenmittel – Banken». Dabei bleiben die Anforderungen an die zugrundeliegenden erforderlichen Eigenmittel unverändert, obwohl diese ohnehin schon höher ausfallen als jene nach den Basler Standards. In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass auch in der EU gemäss Art. 84 Abs. 1 Bst. a), Art. 85 Abs. 1 Bst. a) sowie Art. 87 Abs 1 Bst. a) CRR weitere Komponenten der Eigenmittelanforderungen bei der Ermittlung der anrechenbaren Minderheitsanteile berücksichtigt werden.

Gemäss der heute geltenden Regelung dürfen Banken den Kapitalanteil von Minderheiten nicht anrechnen, soweit dieser die Anforderungen an Eigenmittel gemäss Art. 41 ERV (Rz 37-40 FINMA-Rundschreiben 2013/1 «Anrechenbare Eigenmittel – Banken») übersteigt.

Art. 41 ERV (aktuell gültige Version) definiert die Zusammensetzung der (gesamthaft) erforderlichen Eigenmittel folgendermassen:

- Mindesteigenmittel: 8%
- Eigenmittelpuffer: 4.8% (für Banken der Kategorie 1 & 2)
- Antizyklischer Kapitalpuffer: 0%-2.5% (abhängig von der SNB)
- Erweiterter antizyklischer Kapitalpuffer: bankspezifisch
- Zusätzliche Eigenmittel nach Art 45 ERV: bankspezifisch

Die neu vorgeschlagene Regulierung gemäss Art. 32 E-HBEV-FINMA sieht vor, dass für die Berechnung der anrechenbaren Minderheitskapitalanteile auf konsolidierter Stufe die anteilmässigen Mindesteigenmittelanforderungen gemäss Art. 42 Abs. 1 Bst. b E-ERV zuzüglich eines Puffererfordernisses für CET1-Kapital

in der Höhe von 2.5% der risikogewichteten Aktiven, d.h., insgesamt 10.5% (= 8% + 2.5%), zu berücksichtigen sind.

Die maximal anrechenbaren Minderheitskapitalanteile entsprechen dem tieferen Wert der Eigenmittelanforderungen:

- nach den lokal geltenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel und dem Puffer von 2.5% des voll konsolidierten Unternehmens;
- nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach Art. 42 Abs. 1 Bst. b E-ERV und den Puffer von 2.5%.

Im Hinblick auf die Neuregelung sind wir der Meinung, dass:

1. der Wortlaut von Art. 32 Abs. 1 E-HBEV-FINMA dahingehend geändert werden sollte, dass nicht mehr auf die Mindesteigenmittelanforderungen, sondern in Abs. 2 auf die gesamten Eigenmittelanforderungen gem. Art. 41 E-ERV verwiesen wird, und dementsprechend eine Redundanz mit Abs. 2 vermieden werden soll.
2. sich infolgedessen Art. 32 Abs. 2 E-HBEV-FINMA auf die gesamten Eigenmittelanforderungen gemäss E-ERV Art. 41, einschliesslich Abs. 2, beziehen soll. Dementsprechend sollten für eine systemrelevante Schweizer Bank die TBTF Going-Concern-Anforderungen berücksichtigt werden, da ansonsten unterschiedliche regulatorische Kapitalanforderungen auf Einzel- und konsolidierter Ebene gelten könnten. Gäbe es beispielsweise Minderheitsaktionäre in einer systemrelevanten Schweizer Tochtergesellschaft, so wären die Minderheitsanteile nach dem Entwurf von Art. 32 E-HBEV-FINMA nicht vollständig anrechenbar, da die Anerkennung als anrechenbare Eigenmittel auf 10.5% begrenzt wäre, während die Einzelinstitutsanforderungen für die systemrelevante Schweizer Tochtergesellschaft deutlich höher sind.

Wir beantragen, den Wortlaut von Art. 32 E-HBEV-FINMA wie folgt anzupassen:

*Art. 32 E-HBEV-FINMA – Begrenzung in der konsolidierten Anrechnung:*

<sup>1</sup> *Kapitalanteile von Minderheitsinvestoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV können nur in dem Umfang konsolidiert als Eigenmittel angerechnet werden, in dem sie in den voll konsolidierten Unternehmen anteilmässig der Erfüllung der **Eigenmittelanforderungen** ~~Mindesteigenmittelanforderungen nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV zuzüglich einer Pufferanforderung für hartes Kernkapital in der Höhe von 2,5 Prozent der nach Risiko gewichteten Positionen~~ dienen.*

<sup>2</sup> *Nicht an die konsolidierten Eigenmittel angerechnet werden Kapitalanteile von Investoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV, die für die voll konsolidierten Unternehmen geltenden Eigenmittelanforderungen übersteigen. Diese berechnen sich wie folgt, wobei der tiefere Wert entscheidend ist:*

- a. *nach den lokal geltenden ~~Anforderungen an die Mindesteigenmittel~~ **Gesamtanforderungen an die Eigenmittelanforderungen** ~~und den Puffer nach Absatz 1~~ des voll konsolidierten Unternehmens, im Falle von voll konsolidierten Unternehmen in der Schweiz vorbehaltlich der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels;*
- b. *nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV und den Puffer nach Absatz 1 **Gesamtanforderungen an die***

***Eigenmittel nach Artikel 41 E-ERV, vorbehaltlich der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels.***

Art. 43 E-HBEV FINMA – Anrechenbare Reserven

Unter den in Art. 43 E-HBEV-FINMA aufgeführten Bedingungen können stille Reserven als zusätzliches Kapital (Tier 2-Kapital) angerechnet werden. In Absatz 2 heisst es:

*«Von den stillen Reserven nach Absatz 1 Buchstaben a und b müssen vor der Anrechnung die latenten Steuerverbindlichkeiten abgezogen werden, sofern keine entsprechende Rückstellung gebildet wird.»*

Wir erachten den Begriff "latente Steuerverbindlichkeiten" (DTL) als überarbeitungsbedürftig. Der Begriff wurde in der HBEV-FINMA neu eingeführt und war bisher nicht in Rz 99 des FINMA-Rundschreibens 2013/1 «Anrechenbare Eigenmittel Banken» enthalten, in dem nur von «latenten Steuern» die Rede war. Wir sind der Meinung, dass anstelle von «latenten Steuerverbindlichkeiten» «latente Steuerforderungen» (DTA) abgezogen werden sollten. Wir schlagen daher vor, den spezifischen Begriff «latente Steuerverbindlichkeiten» durch den Begriff «latente Steuern» zu ersetzen.

Wir beantragen HBEV-FINMA Art. 43 Abs. 2 wie folgt abzuändern:

<sup>2</sup> *Von den stillen Reserven nach Absatz 1 Buchstaben a und b müssen vor der Anrechnung die latenten ~~Steuerverbindlichkeiten~~ **Steuern** abgezogen werden, sofern keine entsprechende Rückstellung gebildet wird.*

## 2) Verordnung über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA)

### Höchstverschuldungsquote - Ausschluss von Zentralbankeinlagen

Wir fordern die FINMA auf, weitere Gespräche mit dem Basler Ausschuss für Bankenaufsicht (BCBS) zu führen, um Regelungen vorzuschlagen, die einen dauerhaften Ausschluss von Zentralbankeinlagen von der Leverage Ratio erlauben. Die FINMA-Richtlinie 02/20, Abschnitt 4, gewährte während der Covid-19-Krise einen vorübergehenden Ausschluss von Einlagen, die Banken bei Zentralbanken gehalten haben, von der Berechnung der Leverage Ratio. Die FINMA hielt damals fest, dass ungewöhnlich hohe Bareinlagen bei Zentralbanken zu einer Reduktion der Leverage Ratio einer Bank führen können, ohne das Risiko der Bank zu erhöhen. Wir stimmen dieser Feststellung zu, die unseres Erachtens für alle Zentralbankeinlagen unabhängig von deren Höhe gilt. Wir sind daher der Ansicht, dass das Basler Komitee die Behandlung von Zentralbankeinlagen in Bezug auf die Verschuldungsquote weiter überprüfen sollte mit dem Ziel, einen dauerhaften Ausschluss zu gewähren, ohne die Anforderungen an die Verschuldungsquote neu zu kalibrieren.

### Art. 2, Art. 15-16 E-LROV-FINMA – Höchstverschuldungsquote - Definition für geschriebene Kreditderivate

BCBS LEV 30.32 besagt, dass sich der Begriff «geschriebenes Kreditderivat» auf ein breites Spektrum von Kreditderivaten bezieht, durch die eine Bank effektiv eine Kreditabsicherung gewährt, und nicht nur auf Credit Default Swaps (CDS) und Total Return Swaps (TRS) beschränkt ist. Als «geschriebene Kreditderivate» qualifizieren sich beispielsweise alle Optionen, bei denen die Bank die Verpflichtung hat, unter bestimmten Bedingungen eine Kreditsicherung zu gewähren.

Wir begrüssen den Vorschlag der FINMA, die Basel-Vorschrift zu ergänzen und eine explizite Definition des Begriffs Kreditderivat zu liefern. Wir stimmen der Definition des Kreditderivats in Art. 2 Bst. d) E-LROV-FINMA zu, wonach unter dem Begriff «Kreditderivate» solche Instrumente zu verstehen sind, die sich auf Schuldtitel beziehen und nach der SA-CCR-Methode der Risikofaktorenkategorie «Kreditderivate» zugeordnet werden. Zudem stimmen wir der Klarstellung in Art. 15 Abs. 1 E-LROV-FINMA zu, dass ein Nominalaufschlag für *geschriebene* Kreditderivate nur für solche Kreditderivate berechnet werden soll, mit denen die Bank anderen Parteien Kreditschutz gewährt.

Wir sind jedoch der Ansicht, dass die Ausführungen im Bericht missverständlich sind und zu einer zu weiten Interpretation des Begriffs des «geschriebenen Kreditderivats» führen könnten.

Wir beantragen folgende Ergänzung für Abschnitt 4.4.3 des Berichts:

*Der Begriff des geschriebenen Kreditderivats ist breit gefasst und wurde inklusive möglicher anrechenbarer Absicherungen näher präzisiert (Art. 2 Bst. d, Art. 15 und 16). Die Definition in Art. 15 Abs. 1 stellt klar, dass nur solche Instrumente ein «geschriebenes Kreditderivat» darstellen, durch die die Bank anderen Parteien eine Kreditabsicherung bietet. Dazu gehören Credit Default- und Total Return Swaps sowie Optionen, die die Bank verpflichtet, gemäss den vertraglichen Vereinbarungen Kreditschutz zu gewähren. Im Gegensatz dazu gewähren viele andere Kreditderivate normalerweise keine Kreditabsicherung, selbst wenn die Bank eine Short-Position in ihnen hält. Beispiele hierfür sind Termingeschäfte, Futures und Optionen zum Kauf oder Verkauf von Schuldtiteln oder Zinsswaps.*

### Art. 5 E-LROV-FINMA – Höchstverschuldungsquote - Ausschluss von gedeckten Exportfinanzierungsengagements

In der EU sieht Art. 429a Abs. 1 Bst. f CRR eine Ausnahmeregelung für die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten vor, sofern diese von einem anerkannten Garantiegeber besichert werden und infolge der Absicherung nach den Regeln des Standardansatzes ein Risikogewicht von 0% für den abgesicherten Betrag anzuwenden wäre. Wir beantragen die Einführung einer ähnlichen Ausnahmeregelung in der LROV-FINMA, um Schweizer Banken und folglich die Schweizer Exportwirtschaft nicht zu benachteiligen.

Die Ausnahmeregelung in der CRR stellt einen bedeutenden regulatorischen Wettbewerbsvorteil dar, der es Banken mit Sitz in der EU ermöglicht, auf den globalen Märkten günstigere Exportkredite anzubieten als ihre Schweizer Mitbewerber, welche solche Kredite in der Bemessung ihrer Leverage Ratio berücksichtigen müssen. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Banken zunehmend vom Markt für Exportfinanzierungen ausgeschlossen würden. Die Schweizer Behörden haben sich dazu bekannt, die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken bei der Umsetzung von B3F aufrechtzuerhalten. Unseres Erachtens kann dies nur sichergestellt werden, wenn die FINMA ihre Vorschriften an die europäische Regelung anpasst und Exportkredite von der Bemessung des Gesamtengagements ausschliesst. Gemäss einer quantitativen Erhebung der Behörden ist davon auszugehen, dass es sich diesbezüglich um keine materielle Abweichung zu den Basel-Standards handeln würde.

Nach unserer Ansicht würde eine solche Ausnahmeregelung nicht nur dem Schweizer Bankensektor helfen, in diesem wichtigen Markt wettbewerbsfähig zu bleiben. Vielmehr wäre dies auch für den internationalen Erfolg der Schweizer Exportindustrie von grundsätzlicher Bedeutung. Denn insbesondere Schweizer KMUs sind bei der Finanzierung ihrer Exportgeschäfte weitgehend auf lokale Banken angewiesen, da nur wenige internationale Banken Exportkredite in der Schweiz anbieten. Sollten Schweizer Banken diese Produkte in Zukunft zu höheren Zinssätzen anbieten müssen als Institute mit Sitz in der EU oder vielleicht sogar gar nicht mehr anbieten können, könnte sich dies negativ auf die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMUs auswirken und somit zunehmend einen Standortnachteil für die Schweizer Exportindustrie darstellen. Nach unserem Verständnis wird dieser Vorschlag ebenfalls von der Schweizerischen Exportrisikoversicherung (SERV) unterstützt.

Wir beantragen Art. 5 E-LROV-FINMA wie folgt zu ergänzen:

Art. 5

*Für die Berechnung des Gesamtengagements müssen nicht berücksichtigt werden:*

...

***d. die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten, für welche eine Garantie von einem anerkannten Anbieter von Kreditabsicherungen gemäss Art. 45 KreV-FINMA eingeräumt wurde und für die der garantierte Teil der Forderung nach dem Standardansatz für das Kreditrisiko gemäss ERV ein Risikogewicht von 0% erhalten würde.***

### Art. 19 E-LROV-FINMA Höchstverschuldungsquote – Engagement gegenüber der Gegenpartei - SFT Collateral Shortfall

Das Engagement gegenüber der Gegenpartei sollte immer dann von der Berechnung des Gesamtengagements ausgeschlossen werden, wenn die drei Bedingungen gemäss Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA erfüllt sind. Dies sollte u.E. unabhängig davon erfolgen, ob eine vertragliche Verrechnung nach Art. 76 E-KreV-FINMA zulässig ist oder nicht, da das Ergebnis in beiden Fällen identisch wäre. Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA sollte daher nicht nur für einzelne Transaktionen im Sinne von Art. 19 Abs. 2 E-LROV-FINMA, sondern auch für Einzelgeschäfte nach Art. 19 Abs. 1 E-LROV-FINMA gelten.

Wir erläutern diesen Vorschlag anhand folgenden Beispiels: Es seien zwei Wertpapierleihgeschäfte mit derselben Gegenpartei im Rahmen einer regelkonformen Aufrechnungsvereinbarung (Master Netting Agreement, MNA) abgeschlossen. Die vertragliche Aufrechnung gemäss Art. 19 Abs. 1 E-LROV-FINMA ist zulässig, da die Anwendungsvoraussetzungen in Art. 76 E-KreV-FINMA gegeben sind.

- Bei Geschäft 1 leiht sich die Bank von der Gegenpartei eine Wertschrift (C) im Wert von 100 und muss der Gegenpartei eine Barsicherheit (E) von 110 stellen. In der Bilanz weist die Bank eine Forderung für die Rückgabe der Barsicherheit in Höhe von 110 aus.
- Bei Geschäft 2 leiht sich die Bank von der gleichen Gegenpartei wie bei Geschäft 1 eine andere Wertschrift im Wert von 200. Transaktion 2 wird mit einem Betrag von 210 bar besichert, was zu einer Forderung für die Rückgabe der Barsicherheit in Höhe von 210 in der Bilanz führt.

Obwohl beide Transaktionen im Rahmen der gleichen Aufrechnungsvereinbarung durchgeführt werden, sind die drei Bedingungen in Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA erfüllt, da es sich bei den Transaktionen 1 und 2 effektiv um eigene Netting-Sets handelt. Dies ist der Fall, weil es in dem Beispiel keine Transaktion (Wertpapierverleihgeschäft) gibt, die eine *bilanzielle Verbindlichkeit* unter der Aufrechnungsvereinbarung begründen würde:

- Bedingung (i): E<sub>i</sub> ist die Barforderung von 320 an die Gegenpartei (110 + 210 = 320);
- Bedingung (ii): es findet keine anderweitige Verrechnung statt, weil beide Transaktionen eine Wertpapierleihe gegen Barsicherheit (securities borrowing against cash collateral) sind (siehe unsere obigen Ausführungen);
- Bedingung (iii): die zugehörige Barforderung ist nicht Gegenstand einer Verrechnung nach Art. 18 Abs. 2 E-LROV-FINMA, da es keine bilanzielle Barverbindlichkeit gibt, die mit den Barforderungen verrechnet werden kann, da keine Wertpapierverleihe (securities lending against cash collateral) besteht.

Käme Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA auf die Transaktionen 1 und 2 zur Anwendung, obwohl beide Geschäfte unter die gleiche Aufrechnungsvereinbarung fallen, würde das Gesamtengagement korrekterweise 320 betragen. Würde dagegen Art. 19 Abs. 1 E-LROV-FINMA angewendet werden, würde das Gesamtengagement 340 betragen. Dies ist der Fall, weil die Berechnung des Engagements gegenüber der Gegenpartei zu einem zusätzlichen Betrag von 20 [ $\max(0, (\sum E \text{ minus } \sum C)) = \max(0, (320 \text{ minus } 300)) = 20$ ] führen würde, der zu den zugrunde liegenden Bruttoaktiven von 320 hinzuzurechnen wäre. Da jedoch alle Kriterien gemäss Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA für die beiden Transaktionen erfüllt sind, sollte u.E. das Engagement gegenüber der Gegenpartei auf null gesetzt werden.

Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA sollte deshalb auch für die oben dargestellten Transaktionen gelten, die im Rahmen einer regelkonformen Aufrechnungsvereinbarung ausgeführt werden. Wir denken jedoch, dass Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA nicht anwendbar sein sollte, wenn sowohl Wertpapierleihgeschäfte gegen Barsicherheiten als auch Wertpapierverleihgeschäfte gegen Barsicherheiten durchgeführt werden, da unter diesen Umständen bei der Berechnung des Engagements gegenüber der Gegenpartei eine Verrechnung nach Art. 19 Abs. 3 Bst. b E-LROV-FINMA zwischen dem Wertpapierleihgeschäft und dem Wertpapierverleihgeschäft erfolgen würde und somit die Voraussetzungen nach Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA nicht erfüllt sind.

Wir beantragen Art. 19 Abs. 3 E-LROV-FINMA wie folgt zu ändern:

<sup>3</sup> Für einzelne Transaktionen darf **das Engagement gegenüber der Gegenpartei auf der nach Absatz 2 berechnete Wert** null gesetzt werden, wenn:

- a. die Transaktion in einer Barforderung der Bank resultiert;
- b. die Transaktion nicht anderweitig verrechnet wird; und
- c. die mit dieser Transaktion verbundene Barforderung nicht nach Artikel 18 Absatz 2 verrechnet werden darf.

#### Art. 24 E-LROV-FINMA – Operationelle Risiken - Zins- und Dividendenkomponente – Dividendenenertrag aus Beteiligungen

Dividendenerträge sind grundsätzlich bei der Ermittlung des Geschäftsindikators zu berücksichtigen. Wir sind jedoch der Ansicht, dass die Erfassung von Dividendenerträgen von Beteiligungen an Tochterunternehmen bei der Berechnung der operationellen Risiken auf der Ebene des Mutterunternehmens zu der doppelten Berücksichtigung ein und desselben Sachverhalts führen kann, da bankenrechtlich regulierte Tochtergesellschaften in der Regel bereits nach nationalem Recht Eigenmittel für operationelle Risiken zurücklegen müssen.

U.E. begründen Dividendenerträge von Tochterunternehmen keine neuen operationellen Risiken auf der Ebene des Mutterunternehmens. Entsprechend sollten solche Dividendenerträge nicht ein zweites Mal auf der Ebene des Mutterunternehmens zu einem Eigenmittelerfordernis für operationelle Risiken führen.

Wir befürchten, dass die dargelegte doppelte Erfassung von Beteiligungserträgen für international agierende Banken wie die Credit Suisse ein wesentliches Hindernis bei der Rückführung von Kapital ausländischer Tochterunternehmen an die Muttergesellschaft darstellen könnte. Es ist auch nicht unwahrscheinlich, dass die vorgeschlagene Regelung zu widersprüchlichen Fallkonstellationen führt, in denen das Mutterunternehmen alleine mehr Eigenmittel für operationelle Risiken zurücklegen muss als der Gesamtkonzern, in dem gruppeninterne Dividendenzahlungen ja eliminiert werden.

Angesichts der vorgetragenen Bedenken würden wir die FINMA dringend um eine erneute Überprüfung der Vorschriften zu Dividendenerträgen aus Beteiligungen an Tochterunternehmen bitten und eine entsprechende Befreiung von der Berechnung des Geschäftsindikators zu erwägen.

Wir beantragen Art. 24 Bst. d Ziffer 2 E-LROV-FINMA wie folgt zu ergänzen:

*«... dem Dividendenenertrag aus **nicht zu konsolidierenden Beteiligungen**, der Bestandteil des Beteiligungsertrags nach Anhang 1 Buchstabe B Ziffer 4.2 BankV ist. **Sofern Banken in Übereinstimmung mit Art. 23 einen international anerkannten Rechnungslegungsstandard bei der Ermittlung des Geschäftsindikators verwenden, dürfen diese ebenfalls von der Regelung in Art. 24 Bst. d Ziffer 2 Gebrauch machen.**»*



### 3) Verordnung über die Kreditrisiken (KreV-FINMA)

#### Art. 78-79 & Anhang 3, Ziffer 9 E-KreV-FINMA – Kreditrisikominderung - Minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften

Am 14. Oktober 2014 veröffentlichte das Financial Stability Board (FSB) seinen Regelungsrahmen für Haircuts bei nicht zentral abgerechneten Wertpapierfinanzierungsgeschäften mit Empfehlungen für spezifische Wertpapierfinanzierungsgeschäfte mit anderen Gegenparteien als Banken und Broker-Dealer (d.h., Nicht-banken). Die Empfehlungen beziehen sich auf Methoden zur Berechnung von Sicherheitsabschlägen (Haircuts) auf erhaltene Sicherheiten sowie auf spezifische Untergrenzen für Haircuts im Zusammenhang mit Wertpapierfinanzierungsgeschäften. Damit soll der Aufbau von Risiken gegenüber Nicht-Banken und der mögliche Verschuldungsaufbau im Nicht-Bankensektor begrenzt und verhindert werden.

Das Basler Komitee hat die minimalen Haircuts in sein Rahmenwerk integriert (siehe CRE56). Die Regeln sehen vor, dass spezifische, nicht zentral abgerechnete Wertpapierfinanzierungsgeschäfte, die einen geringeren Haircut als den vorgesehenen minimalen Sicherheitsabschlag aufweisen, als vollständig unbesichert behandelt werden müssen, was zu entsprechend höheren Kapitalanforderungen für solche Positionen führt. Die Empfehlungen wurden ebenfalls von der FINMA in Art. 78-79 E-KreV-FINMA übernommen. Eine weitere Erhöhung der Kapitalanforderungen kann unter dem Output Floor erfolgen, wenn die Gegenpartei über kein externes Rating verfügt.

Unsere Hauptbedenken in Bezug auf die vorgeschlagenen minimalen Sicherheitsabschläge für spezifische, nicht zentral abgewickelte Wertpapierfinanzierungsgeschäfte entsprechen im Wesentlichen den Rückmeldungen seitens der Bankenbranche zum letzten BCBS Konsultationspapier «Minimum haircut floors for securities financing transactions», welche auf der BCBS-Homepage abrufbar sind.

Wir fordern die FINMA auf, von der Einführung dieser minimalen Sicherheitsabschläge abzusehen, um gleiche Wettbewerbsbedingungen zwischen Schweizer und europäischen Banken zu schaffen und den Finanzplatz Schweiz nicht zu gefährden. Konkret haben wir folgende wesentlichen Bedenken:

- 1) Gleiche Ausgangs- und Wettbewerbsbedingungen
- 2) Anwendungsbereich der vorgeschlagenen Regulierung
- 3) Fehlende Berücksichtigung risikoreduzierender Faktoren
- 4) Falsches Anreizsystem

#### 1) Gleiche Ausgangs- und Wettbewerbsbedingungen

Basierend auf dem Entwurf der Europäischen Kommission zu Basel 3 final («CRR3») sowie weiteren Erkenntnissen aus dem laufenden Gesetzgebungsverfahren der EU ist davon auszugehen, dass die EU die Regelung zu den minimalen Sicherheitsabschlägen nicht einführen wird. Stattdessen plant die EU, der EBA und ESMA den Auftrag zu erteilen, einen Bericht zur Angemessenheit der Vorschriften für minimale Sicherheitsabschläge zu erstellen. Im UK ist die PRA nach der jüngsten Neuformulierung ihres Mandats nunmehr ausdrücklich aufgefordert, die internationale Vergleichbarkeit und Wettbewerbsfähigkeit bei der Entwicklung neuer Vorschriften zu berücksichtigen. Wir halten es daher für möglich, dass sich das UK dem EU-Vorgehen anschliessen wird. Deshalb sind wir der Auffassung, dass die FINMA sich dem Vorgehen der EU ebenfalls anschliessen sollte und von einer vorschnellen Übernahme der minimalen Sicherheitsabschläge

absehen sollte, um eine Wettbewerbsgleichheit der Schweizer Banken mit den europäischen Banken zu erreichen und die Effizienz und Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Finanzmarktplatzes nicht zu gefährden.

Sollte die FINMA die minimalen Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften, im Gegensatz zu anderen wichtigen Jurisdiktionen, dennoch umsetzen und damit vom inhaltlichen «Geleitzugverfahren» abweichen, beantragen wir, dass die FINMA die folgenden, notwendigen Änderungen an den vorgesehenen Regeln prüft:

## 2) Anwendungsbereich der vorgeschlagenen Regulierung

In Bezug auf den Anwendungsbereich sind wir der Meinung, dass (a) Wertpapierleihgeschäfte, die keine finanzielle Hebelwirkung (financial leverage) generieren, von der Regulierung ausgenommen werden sollten, (b) bestimmte von US Agenturen anerkannte Sicherheiten vom Anwendungsbereich der Regelung befreit werden sollten, (c) die Definition des Begriffs «Gegenparteien, für die keine mit internationalen Standards äquivalenten prudenziellen Standards gelten» überarbeitet und präzisiert werden sollte und (d) Industrielösungen für den Anwendungsrahmen in Betracht genommen werden sollten:

### a) Wertpapierleihgeschäfte, die keine finanzielle Hebelwirkung generieren

Wertpapierleihgeschäfte, bei denen der Entleiher (borrower) einen Haircut dem Verleiher (lender) zahlt, sollten vom Anwendungsbereich der Anforderungen ausgenommen werden, da der Zweck solcher Geschäfte nicht darin besteht, dem Verleiher (lender) als Gegenpartei eine Finanzierung zu gewähren. Das Ziel der Transaktion besteht vielmehr darin, dass der Entleiher ein bestimmtes Wertpapier beschaffen will. Bei diesen Geschäften zahlt der Entleiher auf Verlangen des Verleihers einen Sicherheitsabschlag (haircut) für die Bereitschaft des Verleihers, sein(e) Wertpapier(e) zu verleihen und um potenzielle Kreditverluste auf Seiten des Verleihers gegenüber dem Entleiher zu reduzieren. Solange der Anwendungsbereich der angedachten Regulierung nicht geändert wird, kann der Entleiher die in der vorgesehenen Regulierung festgelegten minimalen Sicherheitsabschläge nicht erfüllen. Der Wortlaut der Regulierung sollte u.E. diese Unterscheidung zwischen Wertpapierleihe und -verleihe anerkennen. Die Regulierung sollte sich ausschliesslich auf die Partei beziehen, welche die Sicherheiten erhält (in diesem Beispiel der Verleiher (lender) der Wertschriften) und nicht auf die Partei, die die Wertschriften entleiht (borrower).

### b) Von den US-Hypothekenagenturen anerkannte Sicherheiten

Ein besonderes Anwendungsproblem ergibt sich im Hinblick auf Sicherheiten, die von den grossen öffentlich-rechtlichen US-Hypothekenagenturen anerkannt werden, namentlich der Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), der Federal National Mortgage Association (Fannie Mae) und der Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac). Die Agenturen gewähren Darlehensnehmern keine direkten Hypotheken, sondern finanzieren den amerikanischen Wohnungsmarkt durch die Ausgabe und Besicherung sogenannter Mortgage Backed Securities (MBS). Diese generieren Zahlungsflüsse aus den monatlichen Zins- und Tilgungszahlungen eines nach agenturspezifischen Auswahlkriterien zusammengestellten Portfolios von Hypothekenkrediten. Die MBS selbst werden von diesen von der öffentlichen Hand unterstützten Agenturen garantiert und profitieren im Falle von Ginnie Mae von einer staatlichen Garantie der Agentur.

Die Qualität der Hypothekenkredite, die eine Anerkennung als Sicherheit durch die US Agenturen (agency conforming collateral) voraussetzt, spiegelt sich in den gegenwärtig marktüblich sehr geringen Sicherheitsabschlägen für solche in Wertpapierfinanzierungsgeschäften verwendete Hypothekenkredite wider. Die vorgeschlagenen minimalen Sicherheitsabschläge übersteigen die marktüblichen Sicherheitsabschläge für diese Instrumente bei Weitem und würden es Schweizer Banken faktisch unmöglich machen, Wertpapierfinanzierungsgeschäfte abzuschliessen, die solche anerkannten Sicherheiten zum Gegenstand haben. Wir beantragen daher, von den US-Agenturen anerkannte Sicherheiten ähnlich wie Anleihen der öffentlichen Hand zu behandeln und vom Anwendungsbereich der minimalen Sicherheitsabschläge auszunehmen.

c) Definition des Begriffs «Gegenparteien, für die keine mit internationalen Standards äquivalenten prudenziellen Standards gelten»

Es sollte weiterhin klar definiert werden, was eine «Gegenpartei, für die keine mit internationalen Standards äquivalenten prudenziellen Standards gelten» ist, um eine einheitliche Anwendung der Regeln für minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften zu gewährleisten. Der Entwurf des Berichts könnte so interpretiert werden, dass nur Banken (einschliesslich Effektenhändler, die nach Schweizer Recht als Banken gelten) als Gegenparteien gelten, für die mit internationalen Standards äquivalente prudenzielle Standards gelten. Diese unangemessen enge Interpretation stünde im Widerspruch zu Art. 4 Abs. 1 Bst. c E-ERV, wonach ein reguliertes Unternehmen, d.h., ein Unternehmen, für das mit internationalen Standards äquivalente prudenzielle Standards gelten, folgendermassen definiert ist:

Art. 4 Abs. 1 Bst. c E-ERV: *«reguliertes Unternehmen: ein im Finanzbereich tätiges Unternehmen, das adäquate Eigenmittelvorschriften insbesondere in Bezug auf Geschäftsrisiken einzuhalten hat und das nach international anerkannten Massstäben reguliert und von einer Bank-, Effekten- oder Versicherungsaufsichtsbehörde beaufsichtigt wird;»*

Somit würde bspw. ein Versicherungsunternehmen nach der Definition von Art. 4 Abs. 1 Bst. c E-ERV als reguliertes Unternehmen gelten, was im Widerspruch zur gewählten Terminologie im Bericht zu Art. 78-79 E-KreV-FINMA steht.

d) Industrielösungen

Da die Regel nicht für die Umsetzung in der EU und gemäss unseren Informationen auch nicht im UK vorgeschlagen ist, fehlt derzeit ein Interesse der ausländischen Mitbewerber branchenweite Vorschläge für eine angemessene Anwendung der Regeln zu erarbeiten. Um die potenziell erheblichen Auswirkungen und Wettbewerbsnachteile für Schweizer SIBs zu begrenzen, sollte die FINMA für Vorschläge der SIBs zur angemessenen Umsetzung explizit Bereitschaft zeigen, z.B., in Bezug auf Bescheinigungen von Clearingstellen, Regeln zur Bestimmung der «Sicherheit von geringerer Qualität» und die erforderliche Granularität der Definition für die Heraufstufung von Sicherheiten.

3) Fehlende Berücksichtigung risikoreduzierender Faktoren

Der Vorschlag ist übermässig konservativ, da er die teilweise Anerkennung von Sicherheiten für Wertpapierfinanzierungsgeschäfte, welche die Mindestanforderungen an die Sicherheitsabschläge nicht erfüllen, nicht zulässt, sondern die Banken stattdessen verpflichtet, diese Geschäfte als vollständig unbesichert zu

behandeln. Wir schlagen daher vor, dass die im Rahmen solcher Transaktionen erhaltenen Sicherheiten teilweise als Kreditrisikominderung anerkannt werden dürfen, wobei nur die Differenz zwischen dem aktuellen Transaktionssicherheitsabschlag und dem minimalen Sicherheitsabschlag als unbesichert angesehen würde. Dieser alternative Ansatz würde die Konsistenz mit den allgemeinen Kreditrisikominderungsstandards im Sinne von Art. 119 E-ERV gewährleisten, die im übrigen Basler Regelwerk anerkannt sind.

#### 4) Falsches Anreizsystem

Die vorgesehenen Regelungen könnten Banken einen falschen Anreiz geben, zukünftig vermehrt Wertpapierfinanzierungsgeschäfte mit minderwertigen Sicherheiten abzuschliessen. Diese erfordern gemäss Marktstandard höhere Sicherheitsabschläge und erfüllen somit eher die vorgeschriebenen Haircut-Anforderungen. Eine Verlagerung zu solchen Wertpapierfinanzierungsgeschäften würde den regulierungspolitisch unerwünschten Anreiz setzen, risikoreichere Geschäfte mit weniger liquiden Sicherheiten einzugehen, und entsprechend das Risikoprofil der Banken erhöhen.

#### Art. 88 E-KreV-FINMA – SA-CR – Niederstwertprinzip und ursprünglicher Belehnungswert

Das Niederstwertprinzip ist ein zentrales Element der Hypothekarmarktregulierung. Es bedeutet, dass Banken nur auf Basis des tieferen Werts von Kaufpreis oder Marktwert finanzieren dürfen. Damit müssen Kunden die allfällige Differenz zwischen Kaufpreis und Marktwert – zusätzlich zum Mindestanteil an einzubringenden Eigenmitteln – selbst begleichen. Dies trägt zur Stabilität auf dem Immobilienmarkt bei.

Heute gilt das Niederstwertprinzip für zwei Jahre ab Handänderung. Bundesrat und FINMA wollen es unter B3F auf sieben Jahre verlängern, was weit über die durchschnittliche Laufzeit einer Hypothek in der Schweiz hinausgeht. Das ist umso stossender, als dass B3F keine konkreten quantitativen Vorgaben macht. Zusätzlich werden mit dem neuen Konzept des «ursprünglichen Belehnungswerts» gemäss Art. 72b Abs. 1 E-ERV die Eigenmittelanforderungen an die Banken restriktiver, da Bewertungsgewinne – auch nach Ablauf des Niederstwertprinzips – wiederkehrend während jeweils sieben Jahren nicht berücksichtigt werden dürfen. Wir haben die folgenden Bedenken:

- **Eingriff in die Eigentumsrechte:** Mit der vorgeschlagenen Regelung würde es Kunden erheblich erschwert, von gestiegenen Immobilienpreisen zu profitieren. Während jeweils sieben Jahren könnte der Kreditbetrag nur aufgestockt werden, wenn wertvermehrende Änderungen an der Liegenschaft vorgenommen würden. Dies ist ein unverhältnismässiger Eingriff in die Eigentumsrechte.
- **Volkswirtschaftliche Kosten:** Heute können Kunden auf Basis der erzielten Bewertungsgewinne ihre Hypothek erhöhen und die daraus generierten Mittel in werterhaltende Arbeiten am Gebäude oder in ihre Firma investieren. Gerade für kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), z.B. aus dem Start-up-Bereich, stellt dies eine relevante Finanzierungsquelle dar. Mit dem Vorschlag von Bundesrat und FINMA würde diese Quelle weitgehend versiegen. Das Baugewerbe wäre dabei doppelt bestraft, da während sieben Jahren werterhaltende Renovationen einer Liegenschaft nicht mit einer Erhöhung der Hypothek finanziert werden könnten.
- **Wettbewerbsverzerrungen:** Die Kunden würden eine derart restriktive Regelung nicht hinnehmen. Der schweizerische Regulierungsrahmen bietet ihnen – zu Lasten der Banken – einen Ausweg: Nicht-FINMA-regulierte Hypothekaranbieter wären auch künftig nicht dem Niederstwertprinzip unterstellt. Solche Akteure würden damit den Kundinnen und Kunden jederzeit auf Basis des aktuellen Marktwerts ein neues Angebot unterbreiten können, was Banken einem beträchtlichen Ablösungsrisiko aussetzt. Dieses Risiko ist umso grösser, je länger das Niederstwertprinzip gilt. Nach

Ablauf des Niederstwertprinzips würden zudem Ablösungen zwischen den Banken angeheizt, da der «ursprüngliche Belehnungswert» gemäss Art. 72b Abs. 1 E-ERV, der wiederkehrend für jeweils sieben Jahre gilt, nur die gerade finanzierende Bank bindet (Hinweis: Die in Art. 88 Abs. 3 E-KreV-FINMA enthaltene Ausnahmeregelung ist zwar zu begrüessen, verhindert aber einzig, dass sich bei Ablösungen das Niederstwertprinzip und der «ursprüngliche Belehnungswert» auf 14 Jahre kumulieren. Das Risiko einer Ablösung ist aber auch bei den 7 Jahren latent vorhanden). Die Effekte der neuen Regelung spielen Nicht-Banken in die Hände, da längerfristig stabile Kundenbeziehungen nur mit ungleich regulierten Akteuren mehr möglich wären. Zudem wird der Markt dadurch keineswegs stabiler.

Wir fordern die Behörden auf, an den zwei Jahren gemäss den geltenden Regeln für das Niederstwertprinzip festzuhalten. Aus Kohärenzgründen sollten die zwei Jahre auch für das Parallelkonzept des sogenannten «ursprünglichen Belehnungswerts» gemäss Art. 72b Abs. 1 E-ERV gelten.

#### Art. 88 / 89 E-KreV-FINMA - Verweise auf die Selbstregulierung in der E-KreV-FINMA

Mit B3F würden die beiden Selbstregulierungen der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) im Hypothekarbereich ("Mindestanforderungen" und "Hypothekarrichtlinien") nicht mehr auf der Ebene des Bundesrates, sondern in der neuen E-KreV-FINMA verankert. Dies ist insofern logisch, als nicht der Bundesrat, sondern der FINMA-Verwaltungsrat die Selbstregulierungen als regulatorischen Mindeststandard anerkennt.

Nicht nachvollziehbar ist hingegen, warum die Selbstregulierungen der Branche in der E-KreV-FINMA jeweils mit einem statischen Datum versehen werden sollen (z.B. "Richtlinien der Schweizerischen Bankiervereinigung vom [Datum] für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung von grundpfandrechtlich gesicherten Krediten"). Ein solcher statischer Verweis hätte zur Folge, dass bei jeder Revision einer der Selbstregulierungen auch die entsprechende E-KreV-FINMA angepasst werden müsste.

Dies wiederum würde einen Änderungsprozess auf Seiten der FINMA (evtl. mit Anhörung) in Gang setzen, der nicht nur aus Sicht der Steuerpflichtigen unverständlich wäre, sondern auch einen zentralen Vorteil des Instruments der Selbstregulierung, nämlich die Schnelligkeit gegenüber der staatlichen Regulierung, in Frage stellen würde.

Wir fordern die FINMA auf, auf einen statischen Verweis in der E-KreV-FINMA (mit "Datumsstempel") zu verzichten und stattdessen auf die jeweiligen von der FINMA genehmigten Richtlinien zu verweisen, um am bewährten dynamischen Zusammenspiel von Selbstregulierung und Regulierung festzuhalten.

#### Art. 102 E-KreV-FINMA – Positionsklasse "Retail" - Lombardkredite

Art. 102 Abs. 4 E-KreV-FINMA sieht vor, dass die FINMA einer Bank gestatten kann, ihr gesamtes Lombardkreditportfolio der Positionsklasse «Retail» gemäss den Kriterien von CRE 30.21 zuzuordnen. Im Erläuterungsbericht der FINMA wird weiter ausgeführt, dass die FINMA im Falle von «sehr grossen Lombardkrediten», auch wenn die Kriterien von CRE 30.21 erfüllt sind, entscheiden kann, dass solche Positionen stattdessen der Positionsklasse «Unternehmen» zuzuordnen sind.

Die Abstellung allein auf die Grösse erscheint uns als nicht risiko-adäquat. Wir schlagen deshalb vor, die geeignet definierte Deckungskonzentration als zusätzliches Kriterium heranzuziehen. Sehr grosse Lombard-

Positionen mit diversifizierter Deckung folgen denselben Underwriting- und Kontrollprozessen wie Standard Retail Lombardkredite und sollten dementsprechend auch weiterhin in der Positionsklasse «Retail» verbleiben.

Wir ersuchen die Behörden, die folgende Anpassung im Bericht vorzunehmen:

*«Die FINMA kann es als angemessen erachten, dass sehr grosse Lombardkredite **mit Deckungskonzentration** nicht der Positionsklasse «Retail», sondern der Positionsklasse «Unternehmen» zugeordnet werden.»*

Art. 107 Abs. 1 E-KreV-FINMA, in Verbindung mit Art. 148q E-ERV – Instrumente mit Beteiligungscharakter für IRB-Banken– Nationale Wahlmöglichkeit bezüglich Übergangsregeln

Die B3F-Reformen erlauben nicht mehr die Risikogewichtung von Beteiligungspositionen nach dem IRB, sondern verlangen stattdessen eine Risikogewichtung dieser Positionen nach dem internationalen Standardansatz für Kreditrisiken (SA-BIZ). In seinen Übergangseleitlinien (CRE 90.2) räumt das Basler Komitee eine Übergangsfrist von fünf Jahren ein, um diese Änderung zu berücksichtigen. Gemäss CRE 90.3 kann die nationale Aufsichtsbehörde jedoch auch verlangen, dass IRB-Banken mit der Einführung von B3F ohne Übergangsfrist die vorgesehenen Risikogewichte des Jahres 2028 anwenden. Im Falle der Anwendung des nationalen Ermessens gemäss CRE 90.3 müsste Credit Suisse ab dem 1. Juli 2024 die RWA für Beteiligungspositionen nach dem fully phased-in SA-BIZ berechnen.

Im vorliegenden Entwurf schlägt die FINMA vor, die nationale Wahlmöglichkeit gemäss CRE 90.3 nicht auszuüben, so dass eine Übergangsfrist von fünf Jahren gemäss CRE 90.2 / Art. 107 Abs. 1 E-KreV-FINMA, in Verbindung mit Art. 148q E-ERV anzuwenden ist. Dabei wird das Risikogewicht für IRB-Banken entweder das Risikogewicht des IRB vor dem Beginn der Übergangsbestimmungen per 1. Juli 2024 oder das Risikogewicht der linearen Übergangsbestimmungen sein, je nachdem, welches höher ist. Da nach den derzeitigen Schweizer Regeln für IRB-Banken die angewandten Risikogewichte 300% für börsennotierte Wertpapiere und 400% für nicht börsennotierte Wertpapiere betragen, wird das Risikogewicht unter IRB immer höher sein als unter den Übergangsbestimmungen für den SA-BIZ.

Da nach den überarbeiteten Regeln der SA-BIZ-Ansatz von allen Banken angewendet werden muss, sind gleiche Wettbewerbsbedingungen für das Mindestkapital für Instrumente mit Beteiligungscharakter erforderlich. Daher sollten IRB-Banken nicht in der Übergangsperiode benachteiligt werden, indem sie für dasselbe Portfolio einen höheren Kapitalbetrag halten müssen als unter den vollständig eingeführten Risikogewichten des SA-BIZ-Ansatzes.

Wir fordern die FINMA deshalb auf, die Ausübung des nationalen Wahlrechts gemäss CRE 90.3 zu prüfen und ab dem 1. Juli 2024 einen «fully phased-in» Ansatz anzuwenden. Die Ausübung dieser Wahlmöglichkeit für IRB-Banken wird die Übergangsbestimmungen für die Behandlung von Instrumenten mit Beteiligungscharakter für Banken unter dem SA-BIZ nicht ausser Kraft setzen. Gleichzeitig müssen die IRB-Banken während der Übergangsphase bis zu deren Ende ein höheres Mindesteigenkapital für Beteiligungspositionen vorhalten als Nicht-IRB-Banken, allerdings nur in Höhe der geänderten Risikogewichte nach dem B3F SA-BIZ und nicht der Risikogewichte nach dem bisherigen IRB-Ansatz.

Wir ersuchen die Behörden, Art. 107 E-KreV-FINMA wie folgt zu ergänzen:



<sup>1</sup> Instrumente mit Beteiligungscharakter nach Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe *d<sup>bis</sup>* und Absatz 2 ERV werden nach dem SA-BIZ risikogewichtet, unter Vorbehalt von Absatz 2 sowie von Ziffer ~~90.2~~ **90.3** CRE in der Fassung nach Anhang 1 ERV.

#### Art. 117 E-KreV-FINMA – Verwaltete kollektive Vermögen (VKV)

In früheren Entwürfen von Art. 117 E-KreV-FINMA war sowie in Rz 333 des FINMA-Rundschreibens 2017/7 «Kreditrisiken – Banken» ist der Anwendungsbereich auf das Bankenbuch beschränkt. In der neuesten Fassung von Art. 117 E-KreV-FINMA ist die Präzisierung, dass der Anwendungsbereich nur auf das Bankenbuch beschränkt ist, entfallen, womit die Regelung nun auf alle Positionen (d.h., Handels- und Bankenbuch) anwendbar ist. Wir sehen keine Veranlassung, den Anwendungsbereich dieses Artikels auszuweiten. Darüber hinaus legt der BCBS-Standard CRE 60.1 eindeutig fest, dass die Vorschriften nur für Kapitalbeteiligungen an Fonds gelten, die im Bankenbuch gehalten werden.

#### Wir beantragen Art. 117 E-KreV-FINMA wie folgt abzuändern:

*«Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV), unabhängig von Domizil und Rechtsform, **die im Bankenbuch gehalten sind**, sind insbesondere Anteile an:...»*

#### Art. 120 E-KreV-FINMA – Risikogewichtung (LTA für Fonds)

Die derzeitige Formulierung des Entwurfs von Art. 120 Abs. 2 E-KreV-FINMA ist nicht eindeutig und steht nach unserer Ansicht nicht im Einklang mit BCBS CRE 60.4. Der Entwurf lautet derzeit wie folgt:

*«Die Mindesteigenmittel für das CVA-Risiko dieser Positionen entsprechen dem 1,5-fachen der Mindesteigenmittel für das Gegenpartei-Kreditrisiko dieser Positionen.»*

BCBS CRE 60.4 besagt stattdessen: *«Im Rahmen des LTA müssen die Banken alle zugrunde liegenden Forderungen des Fonds so gewichten, als ob diese Forderungen direkt gehalten würden. Dazu gehören beispielsweise alle zugrunde liegenden Forderungen, die sich aus den Derivatgeschäften des Fonds ergeben, wenn die zugrunde liegenden Forderungen bei der Berechnung der risikobasierten Mindesteigenkapitalanforderungen (RBC 20) risikogewichtet werden, sowie das damit verbundene Gegenparteiausfallrisiko (CCR). Anstatt eine Kreditbewertungsanpassung (Credit Valuation Adjustment, CVA) im Zusammenhang mit den Derivatpositionen des Fonds in Übereinstimmung mit dem CVA-Rahmenwerk (MAR 50) zu bestimmen, müssen die Banken die CCR-Exposition mit dem Faktor 1,5 multiplizieren, bevor sie das mit der Gegenpartei verbundene Risikogewicht anwenden. (Siehe CRE 99 für ein Beispiel zur Berechnung der risikogewichteten Aktiva unter Verwendung der LTA)»*

BCBS CRE 60.4 besagt, dass die CVA unter dem LTA nicht innerhalb des CVA-Rahmens bestimmt wird, sondern auf der Grundlage des Gegenpartei-risikos (counterparty credit risk, CCR) mit folgender Formel:

*CCR EAD x 1,5 x Risikogewicht = risikogewichtete Aktiva (RWA) sowohl für CCR als auch für CVA.*

In der BCBS Formel wird die CVA in die CCR-RWA einbezogen, indem das CCR-EAD mit 1,5 multipliziert wird. Der Wortlaut von Art. 120 Abs. 2 E-KreV-FINMA ist jedoch derzeit so, dass die erforderlichen Eigenmittel für die CVA durch Multiplikation der erforderlichen Eigenmittel für die CCR mit 1,5 berechnet wird. Wir

schlagen daher vor, den Wortlaut der E-KreV-FINMA an BCBS CRE 60.4 anzupassen, um etwaigen Missverständnissen vorzubeugen.

Wir beantragen folgende Anpassungen an Art. 120 Abs. 2 E-KreV-FINMA vorzunehmen:

<sup>2</sup> ~~Die Mindesteigenmittel für das CVA-Risiko dieser Positionen entsprechen dem 1,5-fachen der Mindesteigenmittel für das Gegenpartei-Kreditrisiko dieser Positionen~~ **berechnen sich auf der Basis der Kreditäquivalente für Gegenpartei-Risiken, multipliziert mit dem Faktor 1.5, mit anschliessender Risikogewichtung.**

#### Art. 153 E-KreV-FINMA - Mindesteigenmittel für CVA

Rz. 492 des FINMA-Rundschreibens 2017/7 «Kreditrisiken – Banken» hat bisher gruppeninterne Positionen von der CVA-Berechnung ausgenommen:

*«Rz 492: Banken können darauf verzichten, die CVA Risiken von gruppeninternen Positionen mit Eigenmitteln zu unterlegen.»*

Im aktuellen Entwurf der KreV-FINMA ist in Art. 153 jedoch nicht vorgesehen, dass Banken konzerninterne Transaktionen von der CVA-Berechnung ausnehmen können. Wir setzen uns dafür ein, dass konzerninterne Transaktionen weiterhin von der CVA-Berechnung ausgenommen werden.

Die Verhältnisse haben sich seit der Einführung dieser Regeln im Jahr 2013, zunächst in FINMA-RS 2008/19 Rz 395 und jetzt in FINMA-RS 2017/7 Rz 492, nicht geändert. Wir sehen daher keinen Grund und keinen Nutzen darin, konzerninterne Transaktionen in die CVA-Berechnung nach der B3F einzubeziehen. Hinzu kommt, dass bei vielen Instituten die bestehenden gruppeninternen Positionen wesentlich sind und signifikante vertragliche Verpflichtungen darstellen. Die betroffenen Institute müssen die vertragliche Kontinuität sicherstellen, d.h. in der Lage sein, die im Rahmen der bestehenden Transaktionen vereinbarten Verpflichtungen und Risikomanagementaktivitäten für diese Positionen zu erfüllen.

Darüber hinaus sollte der Grundsatz gleicher Wettbewerbsbedingungen im Vergleich zu anderen wichtigen Finanzmärkten wie der EU und dem UK beachtet werden. In der EU sind gemäss Art. 382 Abs. 4 Bst. b CRR gruppeninterne Transaktionen, wie sie in Art. 3 der European Market Infrastructure Regulation (nachfolgend EMIR) beschrieben sind, von der CVA-Berechnung ausgenommen. Art. 3 Abs. 2 Bst. a Nr. (i) EMIR besagt, dass eine gruppeninterne Transaktion ein OTC-Derivatkontrakt ist, der mit einer anderen Gegenpartei abgeschlossen wird, die Teil derselben Gruppe in einem EU-Mitgliedstaat ist. Das UK hat diese Regelung nach dem Brexit in sein nationales Recht übernommen.

Die EU und UK Regelungen ermöglichen somit vorbehaltlich einer positiven Äquivalenzentscheidung die Befreiung von Positionen zwischen verbundenen Unternehmen von der CVA. Ist eine Gegenpartei in einem Drittstaat ansässig, so ist eine positive Äquivalenzentscheidung nach Art. 13 Abs. 2 EMIR erforderlich, die die rechtlichen, aufsichtsrechtlichen und Durchsetzungsregelungen eines Drittlandes für gleichwertig erklärt, um die gruppeninternen CVA-Kapitalanforderungen zu beseitigen.

Wir beantragen, in Art. 153 Abs. 1 E-KreV-FINMA festzuhalten, dass zur Unterlegung von CVA-Risiken von gruppeninternen Positionen keine Mindesteigenmittel gehalten werden müssen.



Anhang 1, Punkt 6 E-KreV-FINMA - Anpassungen für Fristenkongruenzen unter dem SA-CCR Ansatz

Das FINMA-Rundschreiben 2017/7 «Kreditrisiken – Banken» verlangt in Rz 108, dass der Wert der Sicherheiten nach den geltenden Regeln der SA-CCR-Formel um die entsprechenden Ab- oder Zuschläge (Haircuts) angepasst wird. Der Artikel verweist in diesem Zusammenhang auf die Kreditrisikominderungsregeln in den Rz 124-135 und Rz 156-278 des Rundschreibens zur Bestimmung dieser Anpassungen. Dieser Querverweis umfasst die Anforderungen für Anpassungen bezüglich Laufzeitinkongruenzen in den Rz 133-135, die daher auch im Rahmen der SA-CCR-Formel gelten.

Anhang 1, Punkt 6 der E-KreV-FINMA verlangt eine Anpassung in der SA-CCR-Formel für die in den Rz 70-75 des Kapitels über die Kreditrisikominderung der E-KreV-FINMA erörterten Ab- oder Zuschläge. Der Querverweis schliesst jedoch Anpassungen für Laufzeitinkongruenzen aus, die in Art. 42 und Anhang 3 Punkt 1 der E-KreV-FINMA geregelt sind.

Wir gehen davon aus, dass es sich hierbei um ein redaktionelles Versehen handelt und die FINMA nicht beabsichtigt hat, die SA-CCR-Anforderungen im Rahmen der B3F-Umsetzung zu ändern. Wir empfehlen daher, dass die FINMA Art. 42 und Anhang 3 Punkt 1 in den Querverweis in Anhang 1 Punkt 6 aufnimmt.

Wir beantragen folgende Ergänzung in Anhang 1, Punkt 6 E-KreV-FINMA vorzunehmen:

$$CN = C(1-H_c) - E(1+H_e)$$

mit

*H<sub>c</sub> und H<sub>e</sub> als den Sicherheitsabschlägen nach den Artikeln 70–75 und 42 in Verbindung mit Anhang 3 Punkt 1*

*C als dem gegenwärtigen Wert anerkannter erhaltener Sicherheiten*

*E als dem gegenwärtigen Wert aller zur Verfügung gestellten Sicherheiten.*

#### 4) Verordnung über die Marktrisiken (MarV-FINMA)

##### Art. 3 E-MarV-FINMA - Bankinterne Weisung für strukturelle Fremdwährungspositionen (Art. 81b(3) E-ERV)

Wir begrüssen die vorgesehenen FRTB-Marktrisikovorschriften im Hinblick auf den Ausschluss des strukturellen Fremdwährungsrisikos in Anlehnung an BCBS MAR 11.3. Gleichzeitig schlagen wir jedoch vor, einige bedeutende Konzepte, die in den europäischen EBA-Verordnungen zur Behandlung struktureller Fremdwährungspositionen dargelegt sind, in die Schweizer Verordnung aufzunehmen. U.E. stellen die Paragraphen 29 der EBA-Leitlinie "On the treatment of structural FX under Article 352(2) of Regulation (EU) No 575/2013 (CRR)" eine wertvolle Ergänzung bzgl. der Unterscheidung in der Behandlung von strukturellen Fremdwährungspositionen zwischen konsolidierter Gruppe und eigenständiger Muttergesellschaft für regulatorische Zwecke dar.

Wenn diese Konzepte nicht berücksichtigt würden, könnte dies für Banken Anreize schaffen, ihre Kapitalquoten aufgrund der hohen Eigenmittelanforderungen nicht abzusichern. Dies würde dem Grundgedanken der Basel Regulierungen widersprechen.

Die vorgeschlagenen Änderungen sollten in Fällen helfen, wo die strukturellen Devisenpositionen für das Absichern der Kapitalquoten auf konsolidierter Stufe keinen Absicherungseffekt für die Kapitalquote der Muttergesellschaft auf Einzelinstitutsebene haben (und umgekehrt).

Wir empfehlen, dass Art. 3 MarV-FINMA in Kombination mit Art. 81b(3) ERV die Möglichkeit vorsieht, dass Banken für strukturelle Devisenpositionen eine spezielle Ausnahme beantragen können, um die Behandlung auf konsolidierter Stufe und auf Stufe Mutterhaus vereinheitlichen zu können.

##### Art. 54 und 55 E-MarV-FINMA Anlagen von Banken in verwaltete kollektive Vermögen (VKVs)

Unter den FRTB-Regeln werden Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen kapitalmässig bestraft. Dies betrifft sowohl den Standardansatz (SA) gemäss Art. 54 E-MarV-FINMA als auch den Modellansatz (IMA) gemäss Art. 55 E-MarV-FINMA.

Banken bieten ihren Kunden häufig Derivatprodukte auf die Wertentwicklung bestimmter Fonds an und sichern diese Produkte mit Positionen in den Referenzfonds ab. Es ist notwendig, eine angemessenere Kalibrierung der Eigenkapitalanforderungen sicherzustellen, um mögliche negative Auswirkungen auf die Verfügbarkeit von Anlagelösungen und die Liquidität zu vermeiden.

Wir beantragen daher die folgenden Änderungsvorschläge zu berücksichtigen:

- Die IMA sollte keine obligatorischen «Look-Through»-Anforderungen enthalten. Stattdessen sollten die Banken die Möglichkeit haben, den täglichen liquiden Nettoinventarwert (NAV) zu verwenden oder den Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) als einen einzigen Risikofaktor zu kapitalisieren, indem sie den täglichen Preis des OGA verwenden.
- Für den SA sollte mehr Flexibilität geschaffen werden, so dass es den Banken gestattet ist, das von den Fonds veröffentlichte FRTB-Kapital pro Anteil zu verwenden, sofern diese Informationen verfügbar sind. Dieser Ansatz ist risikoorientierter als die Verwendung spezifischer Risikogewichte. Die Fonds oder andere unabhängige Dritte könnten freiwillig das prozentuale Kapital pro Anteil für die drei

Komponenten des FRTB SA veröffentlichen, das die Banken als Risikogewichte für ihre Positionen in diesen Fonds verwenden können.

- Darüber hinaus ist die Branche der Ansicht, dass die Aggregationsmethodik für Fonds als Single-Equity-Ansatz angepasst werden sollte. Die risikogewichteten Engagements sollten korreliert und nicht absolut einfach summiert werden, wie es in der Spezifikation für «andere Branchen» vorgesehen ist.

Ein White Paper ([ISDA, GFMA, IIF White Paper: Capitalization of Equity Investments in Funds under the FRTB](#)) wurde im Januar 2022 veröffentlicht, das weitere Einzelheiten zu den wichtigsten Ergebnissen und Empfehlungen enthält.

### **Schlussbemerkungen**

Abschliessend möchten wir nochmals betonen, dass für die Implementierung von B3F in der Schweiz die Umsetzung auf relevanten Vergleichsfinanzplätzen sowohl in zeitlicher als auch inhaltlicher Hinsicht konsequent berücksichtigt werden muss. Dementsprechend müssen auch die Umsetzungsvorhaben in den USA und im UK mit hinreichender Aussagekraft beurteilt werden können. Es reicht nicht aus, dass ausschliesslich der Vorschlag der Europäischen Kommission vorliegt. In diesem Sinne stehen auch unsere obigen Ausführungen unter einem entsprechenden generellen Vorbehalt, dass ein vollständiger Rechtsvergleich mit allen für die Schweiz relevanten Jurisdiktionen (EU, UK und USA) vor Finalisierung der Schweizer B3F-Vorgaben noch durchzuführen ist und entsprechende Anpassungen vorgenommen werden, um ein internationales Level Playing Field sicherzustellen.

\* \* \*

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Überlegungen für die weiteren Arbeiten. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

CREDIT SUISSE GROUP AG

Dixit Joshi  
Chief Financial Officer

David Wildermuth  
Chief Risk Officer

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

E-Mail an: [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch)

Zürich, 25. Oktober 2022

## **Stellungnahme zur Anhörung diverser FINMA-Verordnungen im Zusammenhang mit Basel III final**

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Die FINMA hat am 4. Juli 2022 die Anhörung zu diversen FINMA-Verordnungen im Zusammenhang mit der Basel III Regulierung eröffnet. Gerne nutzen wir die Gelegenheit, zur Vorlage Stellung zu beziehen.

EXPERTsuisse – der Expertenverband für Wirtschaftsprüfung, Steuern und Treuhand - engagiert sich aktiv für seine mittlerweile über 10'000 Einzelmitglieder und über 800 Mitgliedunternehmen sowie für einen starken Wirtschaftsstandort Schweiz. Gleichzeitig gehören 90% der grössten 100 Prüfungs- und Beratungsgesellschaften sowie 100% all jener Gesellschaften, welche börsenkotierte Unternehmen prüfen, zu den Mitgliedern von EXPERTsuisse.

Die Fachkommission Bankenprüfung von EXPERTsuisse hat die vorgeschlagenen Änderungen ausführlich studiert und die Bemerkungen in der Beilage zusammengefasst.

Wir danken Ihnen für die Prüfung und Berücksichtigung unserer Anliegen. Für allfällige Fragen stehen wir Ihnen jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
EXPERTsuisse



Bruno Gmür  
Präsident Fachkommission  
Bankenprüfung

Sergio Ceresola  
Ressortleiter Regulatorisches und Fachliches  
Mitglied der Geschäftsleitung

Beilage: Kommentare zur Anhörung der FINMA zur Umsetzung der finalen Basel III Standards

## Anhörung der FINMA zur Umsetzung der finalen Basel III Standards

## Audition de la FINMA sur la mise en œuvre des normes finales de Bâle III

## Indagine conoscitiva della FINMA sulla implementazione degli standard di Basilea III

Name / Firma / Organisation Nom / société / organisation Nome / società / organizzazione	EXPERTsuisse
Adresse / E-Mail Indirizzo / E-Mail	Stauffacherstrasse 1, 8004 Zürich  Kontakt – Präsident Fachkommission Bankenprüfung: <a href="mailto:bruno.gmuer@pwc.ch">bruno.gmuer@pwc.ch</a>
Datum / Date / Data	25. Oktober 2022

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 25. Oktober 2022 elektronisch an [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument (eventuell aufgeteilt auf mehrere Word-Dokumente) zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Merci d'envoyer votre prise de position jusqu'au 25 octobre 2022 par courrier électronique à [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). Un envoi en format Word (éventuellement divisé en plusieurs documents Word) par courrier électronique facilitera grandement notre travail. Merci d'avance.

Vi invitiamo a inoltrare i Vostri pareri entro il 25 ottobre 2022 all'indirizzo di posta elettronica [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). Per agevolare la valutazione delle prese di posizione, Vi invitiamo a trasmetterci i Vostri commenti in via elettronica sotto forma di un documento Word (eventualmente è possibile inviare più documenti Word). Vi ringraziamo per la collaborazione.

## **Inhalt / Contenu / Indice**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali.....	3
Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le portefeuille de négociation et le portefeuille de la banque ainsi que les fonds propres pris en compte (OPFP-FINMA).....	4
Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA) .....	6
Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA).....	8
Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le ratio d'endettement maximal et les risques opérationnels (OLRO-FINMA) .....	9
Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur la publication des risques et des fonds propres ainsi que sur les principes de la gouvernance d'entreprise (OPub-FINMA) .....	10
Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella) .....	12

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali**

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for providing general remarks or observations. The box is currently blank.



**Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le portefeuille de négociation et le portefeuille de la banque ainsi que les fonds propres pris en compte (OPFP-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
2	2		2 Die Einhaltung dieser Weisungen ist zu dokumentieren und laufend zu kontrollieren. Zudem ist sie jährlich von der internen Revision zu überprüfen. <b><u>Diese jährliche Prüfung kann auch von einer zur Prüfung nach den Finanzmarktgesetzen zugelassenen Prüfgesellschaft durchgeführt werden.</u></b> Für Banken der Kategorien 4 und 5 nach Anhang 3 der Bankenverordnung vom 30. April 2014 (BankV), die die Voraussetzungen nach Artikel 83 Absatz 3 ERV erfüllen, kann die jährliche Prüfung auch durch eine andere unabhängige Kontrollinstanz <del>oder durch eine zur Prüfung nach den Finanzmarktgesetzen zugelassene Prüfgesellschaft</del> durchgeführt werden.	Externe Prüfgesellschaften dürfen nur bei Banken der Kategorien 4 und 5 für die jährliche Überprüfung beigezogen werden, sofern das Institut den abgeänderten De-Minimis-Ansatz anwenden darf. Falls aus Risikosicht notwendig oder falls diese jährliche Prüfung im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Basisprüfung effizienter durchgeführt werden kann, soll die externe Prüfgesellschaft die Möglichkeit haben, diese Prüfungen auch bei anderen als den definierten Instituten durchführen zu können. Damit liessen sich möglicherweise Doppelspurigkeiten vermeiden.
18	1, 2		1 Für die vorsichtige Bewertung auf der Basis von Marktpreisen werden die Positionen auf der Grundlage einfach feststellbarer, aus neutralen Quellen bezogener Glattstellungspreise bewertet.  2 Als Glattstellungspreis für eine Long- oder Shortposition ist die jeweils konservativere Seite der Geld-Brief-Spanne zu verwenden. Für Positionen, für welche die Bank ein bedeutender Market-Maker ist und die sie zu	Im Rahmen der Rechnungslegung ist die Fair-Value Bewertung in Art. 10 ReIV-FINMA geregelt. Dabei ist «grundsätzlich der auf einem effizienten und liquiden Markt <i>gestellte</i> Preis» zu verwenden.  Damit bestehen zwischen dem Handelsbestand gemäss Rechnungslegung und dem Handelsbuch insbesondere bei Short-Positionen ein Potential für Preisabweichun-

<b>Artikel</b> <b>Article</b> <b>Articolo</b>	<b>Absatz</b> <b>Alinéa</b> <b>Capoverso</b>	<b>Buchstabe</b> <b>Lettre</b> <b>Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b> <b>Modifications proposées (texte proposé)</b> <b>Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
			Mittelkursen glattstellen kann, können diese Mittelkurse verwendet werden	gen. Es wäre empfehlenswert, diese Bestimmungen aufeinander abzustimmen, damit sich Preisdifferenzen vermeiden lassen.

**Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
23	2	b	<p>2 Zins-Basistransaktionen, welche die gleiche Basis referenzieren, insbesondere Zinsswaps mit beidseitig variablen Zinssätzen, werden in folgender Reihenfolge verrechnet: ...</p> <p>b. über die drei Laufzeitbänder hinweg nach Artikel 18 Absatz <del>3</del> <b>1 Bst. c</b> partiell</p>	Korrektur des Verweises: Die partielle Verrechnung ist aus unserer Sicht in Art. 18 nicht in Abs. 3, sondern Abs. 1 Bst. c beschrieben.
83	1		1 Ausgefallene Positionen sind gefährdete Positionen nach Artikel 24 Absatz 1 und 2 der Rechnungslegungsverordnung-FINMA vom 31. Oktober 2019 (ReIV-FINMA) und überfällige Positionen nach Artikel 26 ReIV-FINMA.	Gemäss Art. 26 Abs. 2 Bst. b ReIV-FINMA gelten auch Kredite mit bonitätsbegründeten Sonderkonditionen als überfällige Forderungen. Die Definition in der ReIV-FINMA ist vage. Für eine bessere Vergleichbarkeit wäre eine Präzisierung empfehlenswert.
84	1		1 Die Bank bestimmt die Kriterien für die Identifizierung unwesentlicher Positionen, welche sie nach Artikel 63a Absatz 2 ERV von der Sorgfaltsprüfung ausnimmt <b><u>und definiert diese in einem institutsspezifischen Konzept</u></b> . Die Kriterien können nach Art der Position oder Gegenpartei unterschiedlich ausgestaltet werden.	Gemäss Art. 63a Abs. 2 ERV können Banken unwesentliche Positionen von der Sorgfaltsprüfung bei der Verwendung externer Ratings ausnehmen. Wie auch der Erläuterungsbericht erwähnt, sollten die Kriterien in einem institutsspezifischen Konzept definiert werden. Dies sollte in der KreV-FINMA ergänzt werden, da ansonsten unter der Vorgabe auch eine fallweise Praxis denkbar wäre.

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
88	1 und 3		<p>1 Die internen Regelungen zur vorsichtigen Festlegung des Belehnungswerts nach Artikel 72b Absatz 6 ERV beinhalten insbesondere ein Niederstwertprinzip, wonach während einer bestimmten Zeitdauer nach Handänderung bei freiem Spiel von Angebot und Nachfrage als Belehnungswert der tiefere Wert von Marktwert und Kaufpreis gilt. ...</p> <p>3 Eine Neubewertung mit Erhöhung des Belehnungswerts über den ursprünglichen Belehnungswert hinaus innerhalb der 7 Jahre seit Kreditvergabe (Art. 72b Abs. 1, 2 und 5 ERV) ist möglich, sofern die Handänderung vor mehr als 7 Jahren stattgefunden hat und das Niederstwertprinzip nach Absatz 1 nicht mehr Anwendung findet. Der dadurch neu festgelegte Belehnungswert ist während 7 Jahren beizubehalten.</p>	<p>Art. 88 KreV-FINMA bringt im Zusammenhang mit dem Niederstwertprinzip zusätzlich zum Wert zum Zeitpunkt der Kreditvergabe auch noch den Wert zum Zeitpunkt der Handänderung in die Berechnung des Niederstwertprinzips ein. Dies erhöht die Komplexität u.E. erheblich.</p> <p>Wenn wir die Bestimmungen richtig verstehen, ist eine Erhöhung des Belehnungswerts nur zulässig, falls die Handänderung vor mehr als 7 Jahren stattfand. Dies scheint uns den Fall zu erschweren oder zu verunmöglichen, dass eine ältere Immobilie erworben wird, in diesem Zeitpunkt durch die Bank finanziert und anschließend vor Ablauf der 7 Jahresfrist umfassend saniert und ausgebaut wird.</p> <p>Obwohl eine eindeutige Wertsteigerung resultieren würde, wäre aufgrund der formellen Anforderungen eine Erhöhung des Belehnungswerts und damit im Ergebnis auch des notwendigen Kreditbetrags nicht zulässig, weil die Frist von 7 Jahren seit Handänderung nicht abgelaufen ist. Dies würde auch Art. 72b Abs. 2 ERV widersprechen, wonach der Belehnungswert auch vor Ablauf der Frist von 7 Jahren erhöht werden kann, falls eine eindeutige Wertsteigerung resultiert.</p> <p>Auf den zusätzlichen Aspekt des Werts im Zeitpunkt der Handänderung sollte deshalb verzichtet werden.</p>

**Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Keine Anmerkungen

<b>Artikel Article Articolo</b>	<b>Absatz Alinéa Capoverso</b>	<b>Buchstabe Lettre Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>

**Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le ratio d'endettement maximal et les risques opérationnels (OLRO-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Keine Anmerkungen

<b>Artikel Article Articolo</b>	<b>Absatz Alinéa Capoverso</b>	<b>Buchstabe Lettre Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>

**Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur la publication des risques et des fonds propres ainsi que sur les principes de la gouvernance d'entreprise (OPub-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
9	1	a	<p>1 Gelten auf Stufe einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften, so müssen die Offenlegungspflichten nur auf konsolidierter Basis erfüllt werden, mit folgenden Ausnahmen:</p> <p>a. Die Informationen nach Anhang 2 Tabelle KM1 sind auch auf <del>Stufe der Bank</del> <u>Einzelstufe der in der Finanzgruppe oder dem Finanzkonglomerat konsolidierten Einzelinstitute gemäss Art. 2 Abs. 1 Bst. a und b</u> zu publizieren. Sie können auch von der Finanzgruppe oder dem Finanzkonglomerat publiziert werden. In diesem Fall muss die betreffende Bank im Geschäftsbericht darauf verweisen.</p>	Wir gehen davon aus, dass die Tabelle KM1 für alle Banken und kontoführenden Wertpapierhäuser offenzulegen sind, falls sie Teil einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats sind. Deshalb sollte die Bestimmung zur Klarstellung angepasst werden und nicht lediglich auf «die Stufe Bank» verwiesen werden.
11	1		<p>1 Ausländisch beherrschte Banken <u>und kontoführende Wertpapierhäuser</u> sind von den Offenlegungspflichten befreit, wenn vergleichbare Angaben auf Gruppenstufe im Ausland publiziert werden und im Geschäftsbericht der betroffenen Bank darauf verwiesen wird.</p>	Wenn die Erleichterung für ausländisch beherrschte Banken gilt, sollte sie unter gleichen Bedingungen auch entsprechend für ausländisch beherrschte kontoführende Wertpapierhäuser gelten. Dies wäre auch in Übereinstimmung mit Art. 2 Abs. 2 OffV-FINMA. Da sich bei Art. 11 um eine grundlegende Frage im Zusammenhang mit den Offenlegungspflichten handelt, wäre eine ausdrückliche Klarstellung hilfreich.

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 2	1	KM1 (Seite 22/181)	Im Rahmen des Kleinbankenregimes gelten für Institute der Kategorien 4 und 5 Mindesteigenmittel in Höhe von <del>9 % bzw.</del> 8 % des Nenners der vereinfachten Leverage Ratio. Gelten für eine Bank höhere Anforderungen, etwa aufgrund der Mindesteigenmittelvorgabe von CHF 10 Mio. für Banken nach Art. 15 und 16 BankV bzw. von CHF 1.5 Mio. für Wertpapierhäuser nach Art. 62 FINIV, so sind diese Anforderungen massgebend. In diesem Fall ist in einer Fussnote anzugeben, dass anstelle der Mindesteigenmittel in Höhe von 8 % <del>bzw. 9 %</del> des Nenners der vereinfachten Leverage Ratio ein Betrag von CHF 10 Mio. bzw. 1.5 Mio. ausgewiesen wird.	Art. 47b Abs. 1 Bst. a verlangt von Banken der Kategorien 4 und 5 die gleiche vereinfachte Leverage Ratio von 8% als Minimalerfordernis für das Kleinbankenregime.



**Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella)**

Zustimmung  
Acceptation  
Approvazione

Zustimmung mit Vorbehalten / Änderungswünschen  
Acceptation avec réserves / propositions de modifications  
Approvazione con riserve / proposte di modifica

Grundsätzliche Überarbeitung  
Remaniement en profondeur  
Rielaborazione sostanziale

Ablehnung  
Refus  
Rifiuto

## Anhörung der FINMA zur Umsetzung der finalen Basel III Standards

## Audition de la FINMA sur la mise en œuvre des normes finales de Bâle III

## Indagine conoscitiva della FINMA sulla implementazione degli standard di Basilea III

Name / Firma / Organisation Nom / société / organisation Nome / società / organizzazione	EXPERTsuisse
Adresse / E-Mail Indirizzo / E-Mail	Stauffacherstrasse 1, 8004 Zürich  Kontakt – Präsident Fachkommission Bankenprüfung: <a href="mailto:bruno.gmuer@pwc.ch">bruno.gmuer@pwc.ch</a>
Datum / Date / Data	25. Oktober 2022

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 25. Oktober 2022 elektronisch an [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument (eventuell aufgeteilt auf mehrere Word-Dokumente) zur Verfügung stellen. Vielen Dank.**

Merci d'envoyer votre prise de position jusqu'au 25 octobre 2022 par courrier électronique à [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Un envoi en format Word (éventuellement divisé en plusieurs documents Word) par courrier électronique facilitera grandement notre travail. Merci d'avance.**

Vi invitiamo a inoltrare i Vostri pareri entro il 25 ottobre 2022 all'indirizzo di posta elettronica [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Per agevolare la valutazione delle prese di posizione, Vi invitiamo a trasmetterci i Vostri commenti in via elettronica sotto forma di un documento Word (eventualmente è possibile inviare più documenti Word). Vi ringraziamo per la collaborazione.**

## **Inhalt / Contenu / Indice**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali.....	3
Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le portefeuille de négociation et le portefeuille de la banque ainsi que les fonds propres pris en compte (OPFP-FINMA).....	4
Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA) .....	6
Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA).....	8
Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le ratio d'endettement maximal et les risques opérationnels (OLRO-FINMA) .....	9
Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur la publication des risques et des fonds propres ainsi que sur les principes de la gouvernance d'entreprise (OPub-FINMA) .....	10
Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella) .....	12

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali**

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for handwritten or typed notes. It occupies the majority of the page below the header.

**Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le portefeuille de négociation et le portefeuille de la banque ainsi que les fonds propres pris en compte (OPFP-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
2	2		<p>2 Die Einhaltung dieser Weisungen ist zu dokumentieren und laufend zu kontrollieren. Zudem ist sie jährlich von der internen Revision zu überprüfen. <b><u>Diese jährliche Prüfung kann auch von einer zur Prüfung nach den Finanzmarktgesetzen zugelassenen Prüfgesellschaft durchgeführt werden.</u></b> Für Banken der Kategorien 4 und 5 nach Anhang 3 der Bankenverordnung vom 30. April 2014 (BankV), die die Voraussetzungen nach Artikel 83 Absatz 3 ERV erfüllen, kann die jährliche Prüfung auch durch eine andere unabhängige Kontrollinstanz <del>oder durch eine zur Prüfung nach den Finanzmarktgesetzen zugelassene Prüfgesellschaft</del> durchgeführt werden.</p>	<p>Externe Prüfgesellschaften dürfen nur bei Banken der Kategorien 4 und 5 für die jährliche Überprüfung beigezogen werden, sofern das Institut den abgeänderten De-Minimis-Ansatz anwenden darf. Falls aus Risikosicht notwendig oder falls diese jährliche Prüfung im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Basisprüfung effizienter durchgeführt werden kann, soll die externe Prüfgesellschaft die Möglichkeit haben, diese Prüfungen auch bei anderen als den definierten Instituten durchführen zu können. Damit liessen sich möglicherweise Doppelspurigkeiten vermeiden.</p>
18	1, 2		<p>1 Für die vorsichtige Bewertung auf der Basis von Marktpreisen werden die Positionen auf der Grundlage einfach feststellbarer, aus neutralen Quellen bezogener Glattstellungspreise bewertet.</p> <p>2 Als Glattstellungspreis für eine Long- oder Shortposition ist die jeweils konservativere Seite der Geld-Brief-Spanne zu verwenden. Für Positionen, für welche die Bank ein bedeutender Market-Maker ist und die sie zu</p>	<p>Im Rahmen der Rechnungslegung ist die Fair-Value Bewertung in Art. 10 ReIV-FINMA geregelt. Dabei ist «grundsätzlich der auf einem effizienten und liquiden Markt <i>gestellte</i> Preis» zu verwenden.</p> <p>Damit bestehen zwischen dem Handelsbestand gemäss Rechnungslegung und dem Handelsbuch insbesondere bei Short-Positionen ein Potential für Preisabweichun-</p>

<b>Artikel</b> <b>Article</b> <b>Articolo</b>	<b>Absatz</b> <b>Alinéa</b> <b>Capoverso</b>	<b>Buchstabe</b> <b>Lettre</b> <b>Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b> <b>Modifications proposées (texte proposé)</b> <b>Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>
			Mittelkursen glattstellen kann, können diese Mittelkurse verwendet werden	gen. Es wäre empfehlenswert, diese Bestimmungen aufeinander abzustimmen, damit sich Preisdifferenzen vermeiden lassen.

**Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
23	2	b	<p>2 Zins-Basistransaktionen, welche die gleiche Basis referenzieren, insbesondere Zinsswaps mit beidseitig variablen Zinssätzen, werden in folgender Reihenfolge verrechnet: ...</p> <p>b. über die drei Laufzeitbänder hinweg nach Artikel 18 Absatz <del>3</del> <b>1 Bst. c</b> partiell</p>	Korrektur des Verweises: Die partielle Verrechnung ist aus unserer Sicht in Art. 18 nicht in Abs. 3, sondern Abs. 1 Bst. c beschrieben.
83	1		1 Ausgefallene Positionen sind gefährdete Positionen nach Artikel 24 Absatz 1 und 2 der Rechnungslegungsverordnung-FINMA vom 31. Oktober 2019 (ReIV-FINMA) und überfällige Positionen nach Artikel 26 ReIV-FINMA.	Gemäss Art. 26 Abs. 2 Bst. b ReIV-FINMA gelten auch Kredite mit bonitätsbegründeten Sonderkonditionen als überfällige Forderungen. Die Definition in der ReIV-FINMA ist vage. Für eine bessere Vergleichbarkeit wäre eine Präzisierung empfehlenswert.
84	1		1 Die Bank bestimmt die Kriterien für die Identifizierung unwesentlicher Positionen, welche sie nach Artikel 63a Absatz 2 ERV von der Sorgfaltsprüfung ausnimmt <b>und definiert diese in einem institutsspezifischen Konzept</b> . Die Kriterien können nach Art der Position oder Gegenpartei unterschiedlich ausgestaltet werden.	Gemäss Art. 63a Abs. 2 ERV können Banken unwesentliche Positionen von der Sorgfaltsprüfung bei der Verwendung externer Ratings ausnehmen. Wie auch der Erläuterungsbericht erwähnt, sollten die Kriterien in einem institutsspezifischen Konzept definiert werden. Dies sollte in der KreV-FINMA ergänzt werden, da ansonsten unter der Vorgabe auch eine fallweise Praxis denkbar wäre.

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
88	1 und 3		<p>1 Die internen Regelungen zur vorsichtigen Festlegung des Belehnungswerts nach Artikel 72b Absatz 6 ERV beinhalten insbesondere ein Niederstwertprinzip, wonach während einer bestimmten Zeitdauer nach Handänderung bei freiem Spiel von Angebot und Nachfrage als Belehnungswert der tiefere Wert von Marktwert und Kaufpreis gilt. ...</p> <p>3 Eine Neubewertung mit Erhöhung des Belehnungswerts über den ursprünglichen Belehnungswert hinaus innerhalb der 7 Jahre seit Kreditvergabe (Art. 72b Abs. 1, 2 und 5 ERV) ist möglich, sofern die Handänderung vor mehr als 7 Jahren stattgefunden hat und das Niederstwertprinzip nach Absatz 1 nicht mehr Anwendung findet. Der dadurch neu festgelegte Belehnungswert ist während 7 Jahren beizubehalten.</p>	<p>Art. 88 KreV-FINMA bringt im Zusammenhang mit dem Niederstwertprinzip zusätzlich zum Wert zum Zeitpunkt der Kreditvergabe auch noch den Wert zum Zeitpunkt der Handänderung in die Berechnung des Niederstwertprinzips ein. Dies erhöht die Komplexität u.E. erheblich.</p> <p>Wenn wir die Bestimmungen richtig verstehen, ist eine Erhöhung des Belehnungswerts nur zulässig, falls die Handänderung vor mehr als 7 Jahren stattfand. Dies scheint uns den Fall zu erschweren oder zu verunmöglichen, dass eine ältere Immobilie erworben wird, in diesem Zeitpunkt durch die Bank finanziert und anschließend vor Ablauf der 7 Jahresfrist umfassend saniert und ausgebaut wird.</p> <p>Obwohl eine eindeutige Wertsteigerung resultieren würde, wäre aufgrund der formellen Anforderungen eine Erhöhung des Belehnungswerts und damit im Ergebnis auch des notwendigen Kreditbetrags nicht zulässig, weil die Frist von 7 Jahren seit Handänderung nicht abgelaufen ist. Dies würde auch Art. 72b Abs. 2 ERV widersprechen, wonach der Belehnungswert auch vor Ablauf der Frist von 7 Jahren erhöht werden kann, falls eine eindeutige Wertsteigerung resultiert.</p> <p>Auf den zusätzlichen Aspekt des Werts im Zeitpunkt der Handänderung sollte deshalb verzichtet werden.</p>



**Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Keine Anmerkungen

<b>Artikel</b> <b>Article</b> <b>Articolo</b>	<b>Absatz</b> <b>Alinéa</b> <b>Capoverso</b>	<b>Buchstabe</b> <b>Lettre</b> <b>Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b> <b>Modifications proposées (texte proposé)</b> <b>Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>

**Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le ratio d'endettement maximal et les risques opérationnels (OLRO-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Keine Anmerkungen

<b>Artikel</b> <b>Article</b> <b>Articolo</b>	<b>Absatz</b> <b>Alinéa</b> <b>Capoverso</b>	<b>Buchstabe</b> <b>Lettre</b> <b>Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b> <b>Modifications proposées (texte proposé)</b> <b>Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>

**Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur la publication des risques et des fonds propres ainsi que sur les principes de la gouvernance d'entreprise (OPub-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
9	1	a	<p>1 Gelten auf Stufe einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften, so müssen die Offenlegungspflichten nur auf konsolidierter Basis erfüllt werden, mit folgenden Ausnahmen:</p> <p>a. Die Informationen nach Anhang 2 Tabelle KM1 sind auch auf <del>Stufe der Bank</del> <u>Einzelstufe der in der Finanzgruppe oder dem Finanzkonglomerat konsolidierten Einzelinstitute gemäss Art. 2 Abs. 1 Bst. a und b</u> zu publizieren. Sie können auch von der Finanzgruppe oder dem Finanzkonglomerat publiziert werden. In diesem Fall muss die betreffende Bank im Geschäftsbericht darauf verweisen.</p>	Wir gehen davon aus, dass die Tabelle KM1 für alle Banken und kontoführenden Wertpapierhäuser offenzulegen sind, falls sie Teil einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats sind. Deshalb sollte die Bestimmung zur Klarstellung angepasst werden und nicht lediglich auf «die Stufe Bank» verwiesen werden.
11	1		<p>1 Ausländisch beherrschte Banken <u>und kontoführende Wertpapierhäuser</u> sind von den Offenlegungspflichten befreit, wenn vergleichbare Angaben auf Gruppenstufe im Ausland publiziert werden und im Geschäftsbericht der betroffenen Bank darauf verwiesen wird.</p>	Wenn die Erleichterung für ausländisch beherrschte Banken gilt, sollte sie unter gleichen Bedingungen auch entsprechend für ausländisch beherrschte kontoführende Wertpapierhäuser gelten. Dies wäre auch in Übereinstimmung mit Art. 2 Abs. 2 OffV-FINMA. Da sich bei Art. 11 um eine grundlegende Frage im Zusammenhang mit den Offenlegungspflichten handelt, wäre eine ausdrückliche Klarstellung hilfreich.

Artikel Article Articolo	Absatz Alinéa Capoverso	Buchstabe Lettre Lettera	Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 2	1	KM1 (Seite 22/181)	Im Rahmen des Kleinbankenregimes gelten für Institute der Kategorien 4 und 5 Mindesteigenmittel in Höhe von <del>9 % bzw.</del> 8 % des Nenners der vereinfachten Leverage Ratio. Gelten für eine Bank höhere Anforderungen, etwa aufgrund der Mindesteigenmittelvorgabe von CHF 10 Mio. für Banken nach Art. 15 und 16 BankV bzw. von CHF 1.5 Mio. für Wertpapierhäuser nach Art. 62 FINIV, so sind diese Anforderungen massgebend. In diesem Fall ist in einer Fussnote anzugeben, dass anstelle der Mindesteigenmittel in Höhe von 8 % <del>bzw. 9 %</del> des Nenners der vereinfachten Leverage Ratio ein Betrag von CHF 10 Mio. bzw. 1.5 Mio. ausgewiesen wird.	Art. 47b Abs. 1 Bst. a verlangt von Banken der Kategorien 4 und 5 die gleiche vereinfachte Leverage Ratio von 8% als Minimalerfordernis für das Kleinbankenregime.

**Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella)**

Zustimmung  
Acceptation  
Approvazione

Zustimmung mit Vorbehalten / Änderungswünschen  
Acceptation avec réserves / propositions de modifications  
Approvazione con riserve / proposte di modifica

Grundsätzliche Überarbeitung  
Remaniement en profondeur  
Rielaborazione sostanziale

Ablehnung  
Refus  
Rifiuto

## Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz  
9001 St.Gallen  
Telefon 071 225 88 88  
www.raiffeisen.ch  
markus.luethi@raiffeisen.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern

Per E-Mail an: [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch)

Für Sie zuständig:  
Markus Lüthi - 071 225 89 21

St.Gallen, 21. Oktober 2022

**Anhörung zur Änderung der finalen Basel-III-Standards mit den Entwürfen der Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA), der Verordnung über die Höchstverschuldungsquote und operationelle Risiken (LROV-FINMA), der Verordnung über die Kreditrisiken (KreV-FINMA), der Verordnung über die Marktrisiken (MarV-FINMA) und der Verordnung über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA)**

Sehr geehrter Herr Steinhauser  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 04. Juli 2022 eröffnete Anhörung zu den Änderungen der neuen FINMA-Verordnungen im Zusammenhang mit der Finalisierung des Basel III Regimes und danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Gerne nehmen wir zu den geplanten Änderungen wie folgt Stellung:

### **I. Allgemeine Würdigung des Regulierungsprozesses zur Finalisierung von Basel III**

Raiffeisen durfte im Rahmen der Regulierungserarbeitung in der nationalen Arbeitsgruppe «NAG Basel III Eigenmittel» mitwirken und hat den konstruktiven Austausch sehr geschätzt. Wir beurteilen die vorliegenden Vernehmlassungsunterlagen unter Berücksichtigung der im Eckwertepapier definierten Ziele – nebst den nachstehenden Hauptkritikpunkten - als mehrheitlich gelungen.

Grundsätzlich trägt Raiffeisen die vorliegende Umsetzung von Basel III Final im Bereich Hypothekarmarkt mit. Gleichzeitig halten wir aber fest, dass Bundesrat und FINMA mit der Verlängerung des Niederstwertprinzips von zwei auf sieben Jahre, mit der Einführung des ursprünglichen Belehnungswerts sowie mit den extremen Risikogewichtszuschlägen für vermietete Wohnliegenschaften überregulieren, und zwar zulasten der Wettbewerbsfähigkeit der Banken, der Kundinnen und Kunden sowie der Finanzmarktstabilität. Diese Sachverhalte gilt es aus Sicht von Raiffeisen zu korrigieren. Wir fordern konkret einen Verzicht auf die Vorgaben zum ursprünglichen Belehnungswert, die Beibehaltung der Dauer des Niederstwertprinzips von 2 Jahren sowie eine Senkung der Zuschläge auf das Risikogewicht bei vermieteten Wohnliegenschaften mit Belehnungen zwischen 60 % und 80 % auf 5 – 10 %. Die Begründungen und Argumente zu diesen Hauptkritikpunkten sind in Kapitel II. weiter ausgeführt.

In Kapitel III. gehen wir auf weitere Anpassungsvorschläge ein, welche unseres Erachtens für eine angemessene Umsetzung der finalen Basel III-Standards in der Schweiz zu berücksichtigen sind.

### **Umsetzungszeitpunkt**

Wir begrüßen die gegenüber der ursprünglich vorgesehenen Planung zeitlich verschobene nationale Inkraftsetzung im Vergleich zum Terminplan des Basler Ausschuss – nicht zuletzt auch im Einklang mit anderen wichtigen Jurisdiktionen (z.B. EU, USA, GB) damit die Schweiz ein Level Playing Field im Vergleich zu diesen Konkurrenzfinanzplätzen wahr.

Die Vernehmlassungsvorlage sieht vor, dass die Inkraftsetzung in der Schweiz auf den 01.07.2024 und das erstmalige Reporting per 30.09.2024 zu erfolgen hat. Hinsichtlich einer höheren Flexibilität bei der Umsetzung fordern wir mindestens eine jährige Einführungsfrist nach Inkraftsetzung. Da einzelne wichtige Jurisdiktionen (UK, USA) noch keine Umsetzungspläne veröffentlicht haben und mit der EU eine wichtige Jurisdiktion die Einführung erst per 01.01.2025 vorsieht, erscheint es uns wichtig, die Inkraftsetzung in der Schweiz in Abhängigkeit dieser weiteren Jurisdiktionen abschliessend zu beurteilen und die Inkraftsetzung frühestens per 01.01.2025 mit einer Einführungsfrist bis 01.01.2026 vorzusehen.

### **Proportionalität**

Wir haben zur Kenntnis genommen, dass für Kat. 4 und 5 Institute eine hohe Proportionalität umgesetzt wurde. Aufgrund unserer Organisationsform und der nationalen Systemrelevanz der Raiffeisen Gruppe wurde festgelegt, dass für unsere Organisation die internationalen Vorgaben gemäss Basler Ausschuss vollumfänglich zur Anwendung gelangen. Entsprechend kann Raiffeisen nicht von einzelnen Erleichterungen aus der Proportionalität profitieren, obschon die einzelnen Raiffeisenbanken aufgrund ihrer Grösse Kat. 4 und 5 Institute darstellen. Hinzu kommt, dass Raiffeisen primär national tätig ist und die Basler Regulierungen gemäss Vorgaben des Basler Ausschusses grundsätzlich nur für international tätige Banken vorgesehen sind.

Wir vertreten die Meinung, dass inlandorientierte Banken oder Bankengruppen – im Sinne eines gleichen Level Playing Field unabhängig Ihrer Kategorisierung - von einer gewissen Proportionalität profitieren können sollten und regen an, den Grundsatz, dass für inlandorientierte Kategorie 2 Banken die vollständigen Vorgaben des Basler Ausschusses umzusetzen sind, fallen zu lassen. Sofern seitens der Behörden an diesem Grundsatz festgehalten wird, soll zumindest die Kompetenz an die FINMA erteilt werden, dass auch für inländische Kategorie 2 Institute in begründeten Fällen Ausnahmen bewilligt werden können.

## **II. Hauptkritikpunkte der Regulierung zu Basel III final:**

### **Belehnungswert / Niederstwertprinzip (KreV-FINMA Art. 88 i.V. m. E-ERV Art. 72b)**

Raiffeisen zeigt Verständnis für das Anliegen der Behörden, dass die Banken nicht jederzeit beliebig die Belehnungswerte von Grundpfandsicherheiten erhöhen und so die Eigenmittelanforderungen reduzieren können. Dennoch teilt Raiffeisen die Einschätzung der Behörden nicht, dass sinkende Belehnungsgrade (Loan to Value, LTV) bei gerechtfertigten Höherbewertungen der Grundpfandsicherheiten ein «Problem» darstellen, denn die Belehnungswerte werden unter Einhaltung der Grundpfandrichtlinie der Schweizerischen Bankiervereinigung stets vorsichtig und nachhaltig festgelegt. Vielmehr besteht Raiffeisen auf dem klaren Anspruch an eine faire Regulierung, wonach Banken mit einer bestehenden Finanzierung im Falle einer potenziellen Ablösung gegenüber (regulierten und nicht regulierten) Drittinstituten nicht benachteiligt werden dürfen. Mit den vorgesehenen Bestimmungen wird diese Benachteiligung nicht beseitigt, sondern gemäss KreV-FINMA lediglich einmalig vermieden und danach für die weiteren 7 Jahre wieder gefestigt. Die Benachteiligung wird damit aufgeschoben, aber nicht aufgehoben.

Neue regulatorische Vorgaben müssen aus Sicht von Raiffeisen ausgewogen, verhältnismässig, gerecht und mit vertretbarem Aufwand umsetzbar sein. Gleichzeitig sollen sie die Widerstandsfähigkeit der Banken stärken und den Finanzplatz insgesamt sicherer gestalten. Der KreV-FINMA Art. 88 i.V. mit E-ERV Art. 72b erfüllen diesen Anspruch nicht. Die geplante Umsetzung schiesst über das Ziel hinaus, ist kompliziert, regulatorisch arbiträr, teilweise unnötig und führt zu unverhältnismässigen Umsetzungskosten, steigendem administrativem Aufwand und Ungleichbehandlungen der Marktteilnehmer. Ein derartiger regulatorischer Eingriff ins operative Geschäft ist aus Sicht von Raiffeisen nicht gerechtfertigt.

Raiffeisen vertritt folgende Haltung und ersucht die Behörden um Berücksichtigung der Anliegen in den finalen Verordnungen:

	<b>Grundhaltung Raiffeisen</b> Raiffeisen lehnt folgende Vorgaben ab:	<b>Vorschlag Raiffeisen</b> Raiffeisen fordert stattdessen:
1	ursprünglicher Belehnungswert (E-ERV Art. 72b, Abs. 1 und 2 und KreV-FINMA Art. 88 Abs. 3)	Verzicht auf ursprünglichen Belehnungswert oder alternativ Ersatz durch eine Bestimmung, die Höherbewertungen während einer gewissen Frist untersagt, wenn sie systematisch und einzig dem Zweck einer Verminderung des Eigenmittelerfordernisses dienend erfolgen
2	Dauer des Niederstwertprinzips zum Kaufpreis und des ursprünglichen Belehnungswerts von 7 Jahren (E-ERV Art. 72b, Abs. 1 und 2 und KreV-FINMA Art. 88 Abs. 1)	Beibehaltung der Dauer des Niederstwertprinzips von 2 Jahren und analoge Dauer für den ursprünglichen Belehnungswert, sofern dieser wie im Vernehmlassungsentwurf vorgesehen eingeführt wird
3	Beschränkungen der Erhöhung des Belehnungswerts bei Investitionen in die Grundpfandsicherheit (E-ERV Art. 72b, Abs. 2)	Verzicht auf Beschränkungen der Erhöhung des Belehnungswerts bei Investitionen in die Grundpfandsicherheit oder alternativ Zulassen von Wertsteigerungen im Umfang des gesamten Investitionsbetrags
4	Bestimmungen zur Überwachung des Belehnungswerts (E-ERV Art. 72b, Abs. 3 – 5)	Verzicht auf gesonderte Bestimmungen zur Überwachung mit Verweis auf die bestehenden Vorgaben in den Standesregeln oder alternativ risikoorientierte Auslegung und Umsetzung der Vorgaben durch Bank und Aufsicht

Bezüglich der detaillierten Beschreibung und Begründung unserer Haltung und des alternativen Vorschlages von Raiffeisen verweisen wir auf die Ausführungen in unserer Stellungnahme zur Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Basel III final) gegenüber dem Eidgenössischen Finanzdepartement vom 21. Oktober 2022.

### **Höhe der Risikogewichte für vermietete Wohnliegenschaften (E-ERV Anhang 3, Ziffer 3.2)**

Raiffeisen trägt den erzielten Kompromiss mit, Zuschläge auf die Risikogewichte ab 60 % Belehnung anstelle einer Berücksichtigung von Tragbarkeits- und anderen Vorgaben umzusetzen. Bei vermieteten Wohnliegenschaften mit Belehnungen zwischen 60 % und 80 % fallen diese Zuschläge jedoch unverhältnismässig hoch aus. Dies zeigt sich einerseits an der Höhe der Zuschläge im Vergleich zu den Zuschlägen in anderen Belehnungsbändern oder den selbstgenutzten Wohnliegenschaften und den vermieteten Gewerbeliegenschaften. Andererseits verdeutlicht dies auch der Umstand, dass das Risikogewicht bei durch vermietete Wohnliegenschaften *gedeckten* Krediten nur noch leicht unter den wesentlich risikoreicheren *ungedeknten* Krediten liegt.

Wir fordern eine Senkung der Zuschläge auf das Risikogewicht bei vermieteten Wohnliegenschaften auf 5 – 10 % und schlagen folgende Kalibrierung für den Bereich der Ziffer 3.2 des Anhang 3 der E-ERV vor:

3.2	Übrige Wohnliegenschaften in der Schweiz und im Ausland mit einem Belehnungsgrad:	Basler Vorgaben	Vernehmlassungsvorlage (Zuschlag gegenüber Basler Vorgaben)	Vorschlag Raiffeisen Raiffeisen fordert stattdessen:
	von bis 50 Prozent	30%	30%	30%
	über 50 Prozent bis 60 Prozent	35%	35%	35%
	über 60 Prozent bis 80 Prozent	45%	60% (+15%-Punkte, Zuschlag +33%)	<b>50%</b> (+5%-Punkte, Zuschlag +11%)



über 80 Prozent bis 90 Prozent	60%	75% (+15%-Punkte, Zuschlag +25%)	<b>70%</b> (+10%-Punkte, Zuschlag +17%)
über 90 Prozent bis 100 Prozent	75%	85% (+10%-Punkte, Zuschlag +13%)	85% (+10%-Punkte, Zuschlag +13%)
über 100 Prozent	105%	110% (+5%-Punkte, Zuschlag +5%)	110% (+5%-Punkte, Zuschlag +5%)

Die gemäss Eckwertpapier festgelegte Zielsetzung einer kapitalneutralen Umsetzung des Standard-Ansatzes für Kreditrisiken kann nach unserer Beurteilung auch unter Berücksichtigung dieser Anpassungen gewährleistet werden. Denn einerseits würde die Kalibrierung gemäss Vernehmlassungsvorlage im Gesamttaggregat der durchgeführten quantitativen Wirkungsstudie (Quantitative Impact Study, QIS) zu einem leichten Anstieg der Kreditrisiken führen. Andererseits liegen den Berechnungen aus Sicht von Raiffeisen unangemessene Annahmen zu Grunde. So hält es Raiffeisen nicht für vertretbar, aus Daten zum Neugeschäft auf den Anteil nicht tragbarer Kredite im Gesamtbestand zu schliessen, da beispielsweise laufende Amortisationen den Anteil nicht tragbarer Kredite im Bestand reduzieren. Auch die getroffenen Annahmen und Berechnungsweisen der Tragbarkeit (z.B. Einzelkredit- vs. Gesamtkunden-Betrachtung) dürften die Realität nur unzureichend bzw. zu konservativ abbilden.

### III. Rückmeldung zu weiteren inhaltlichen Themen

Bei den nachfolgend aufgeführten Punkten gehen wir auf inhaltliche Themen ein oder fordern Anpassungen, welche für die finalen Basel III Standards in der Schweiz zu berücksichtigen sind:

#### Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA):

##### **KreV-FINMA Art. 88 und 90 Vermeidung von fixen Verweisen auf die Selbstregulierung der Schweizerischen Bankiervereinigung**

Die KreV-FINMA Art. 88 und 90 beinhalten Verweise mit fixem Datum auf die Richtlinien der Schweizerischen Bankiervereinigung für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite. Dieser starre Bezug führt dazu, dass eine allfällige Anpassung der Grundpfandrichtlinie der Schweizerischen Bankiervereinigung immer auch eine Ordnungsänderung notwendig macht. Dies ist im Kontext der Selbstregulierung der Schweizerischen Bankiervereinigung nicht nur unnötig und aufwändig, sondern auch schädlich, indem es im schlimmsten Fall die Handlungsfähigkeit der Branche in der Weiterentwicklung der Selbstregulierung beeinträchtigt. Da Anpassungen an der Grundpfandrichtlinie ohnehin nicht eigenständig durch die Branche, sondern nur unter Einwilligung der Aufsichtsbehörden erfolgen können, ist dieser starre Bezug zu vermeiden.

#### Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA):

##### **MarV-FINMA Art. 4 Kombination von Ansätzen auf konsolidierter Stufe**

In Art. 4 MarV-FINMA ist folgende Formulierung gewählt, welche inhaltlich gegenüber der Formulierung gemäss Art. 82 Abs. 2 E-ERV abweicht: "Bei der Berechnung der Mindesteigenmittel für Marktrisiken auf konsolidierter Basis darf eine Kombination des De-Minimis-Ansatzes mit dem einfachen Marktrisiko-Standardansatz erfolgen, sofern dieser von zu konsolidierenden Gruppengesellschaften des Finanzbereichs mit auf konsolidierter Basis unwesentlichen Marktrisiken verwendet wird."

Aus unserer Sicht ist nicht vollständig geklärt, ob diese Formulierung als Ergänzung oder als Widerspruch zur Formulierung gemäss E-ERV Art. 82 Abs. 2 gedacht ist. Wir würden es begrüßen, wenn die Ergänzung gemäss Art. 4 MarV-

FINMA ebenfalls in der E-ERV Art. 82 Abs. 2 integriert wird und die Kombination von Ansätzen auf konsolidierter Stufe inhaltlich an einem Ort geregelt wird.

Alternativ wäre auch eine Lösung denkbar, dass in Art. 4 MarV-FINMA auf die zusätzlich geltende Regulierung gemäss Art. 82 Abs. 2 E-ERV verwiesen wird. Wichtig erscheint uns, dass für den Leser des jeweiligen Verordnungstextes vollständige Klarheit herrscht, welche Kombinationen auf konsolidierter Stufe alle möglich sind.

**Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA):**

**LROV-FINMA, Anhang 2 - Kategorisierung der Ereignistypen**

Bei der Verlustereigniskategorie «Geschäftsunterbrüche und Systemausfälle» erscheint uns die Subkategorie «Business Continuity Management» nicht zweckmässig, da die Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie das Business Continuity Management gleich betrifft wie die Verfügbarkeit von Personal, Lieferanten und Partnern oder Gebäuden. Anstelle der Subkategorie «Business Continuity Management» schlagen wir deshalb die beiden Subkategorien «Verfügbarkeit von Personal und Gebäuden» sowie «Verfügbarkeit von Lieferanten und Partnern» vor.

**Totalrevision FINMA-Rundschreiben «Operationelle Risiken und Resilienz – Banken»**

Bezüglich Behandlung der Eigenmittel aus Operationellen Risiken möchten wir ergänzend nochmals auf unsere Stellungnahme vom 11. Juli 2022 zur Anhörung aus der Totalrevision FINMA-Rundschreiben «Operationelle Risiken und Resilienz – Banken» verweisen und danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Wir ersuchen Sie um Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

**Raiffeisen Schweiz**



Dr. Christian Poerschke  
Mitglied der Geschäftsleitung, CFO



Dr. Markus Voegelin  
Mitglied der Geschäftsleitung, CRO

Beilage:

- FINMA Meldeformular Anhörung zur Umsetzung der finalen Basel III Standards

## Anhörung der FINMA zur Umsetzung der finalen Basel III Standards

## Audition de la FINMA sur la mise en œuvre des normes finales de Bâle III

## Indagine conoscitiva della FINMA sulla implementazione degli standard di Basilea III

Name / Firma / Organisation Nom / société / organisation Nome / società / organizzazione	Raiffeisen Schweiz Genossenschaft
Adresse / E-Mail Indirizzo / E-Mail	Raiffeisenplatz, 9001 St. Gallen
Datum / Date / Data	21. Oktober 2022

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 25. Oktober 2022 elektronisch an [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument (eventuell aufgeteilt auf mehrere Word-Dokumente) zur Verfügung stellen. Vielen Dank.**

Merci d'envoyer votre prise de position jusqu'au 25 octobre 2022 par courrier électronique à [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Un envoi en format Word (éventuellement divisé en plusieurs documents Word) par courrier électronique facilitera grandement notre travail. Merci d'avance.**

Vi invitiamo a inoltrare i Vostri pareri entro il 25 ottobre 2022 all'indirizzo di posta elettronica [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch). **Per agevolare la valutazione delle prese di posizione, Vi invitiamo a trasmetterci i Vostri commenti in via elettronica sotto forma di un documento Word (eventualmente è possibile inviare più documenti Word). Vi ringraziamo per la collaborazione.**

## **Inhalt / Contenu / Indice**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali.....	3
Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le portefeuille de négociation et le portefeuille de la banque ainsi que les fonds propres pris en compte (OPFP-FINMA).....	4
Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA) .....	5
Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA).....	7
Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur le ratio d'endettement maximal et les risques opérationnels (OLRO-FINMA) .....	9
Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur la publication des risques et des fonds propres ainsi que sur les principes de la gouvernance d'entreprise (OPub-FINMA) .....	11
Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella) .....	12

## **Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali**

Betreffend der allgemeinen Bemerkungen verweisen wir auf unsere beiden Stellungnahmen zu den finalen Basel III Regulierungsänderungen an die Eidg. Finanzmarktaufsicht und das Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF) vom 21. Oktober 2022.

Im vorliegenden Meldeformular sind ausschliesslich die technischen Änderungsmeldungen an den FINMA-Verordnungen aufgeführt.



**Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de crédit (OCre-FINMA)**

**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Betreffend der allgemeinen Bemerkungen zur KreV-FINMA verweisen wir auf unsere beiden Stellungnahmen zu den finalen Basel III Regulierungsänderungen an die Eidg. Finanzmarktaufsicht und das Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF) vom 21. Oktober 2022.

Im vorliegenden Meldeformular sind ausschliesslich die technischen Änderungsmeldungen an den FINMA-Verordnungen aufgeführt.

<b>Artikel Article Articolo</b>	<b>Absatz Alinéa Capoverso</b>	<b>Buchstabe Lettre Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
88	1		Beibehaltung der Dauer des Niederstwertprinzips von 2 Jahren und analoge Dauer für den ursprünglichen Belehnungswert, sofern dieser wie im Vernehmlassungsentwurf vorgesehen eingeführt wird	Betreffend der Begründung verweisen wir auf unsere Stellungnahme zuhanden FINMA und SIF vom 21. Oktober 2022
88	3		Verzicht auf ursprünglichen Belehnungswert oder alternativ Ersatz durch eine Bestimmung, die Höherbewertungen während einer gewissen Frist untersagt, wenn sie systematisch und einzig dem Zweck einer Verminderung des Eigenmittelerfordernisses dienend erfolgen	Betreffend der Begründung verweisen wir auf unsere Stellungnahme zuhanden FINMA und SIF vom 21. Oktober 2022
88 und 90			Verzicht auf die Aufführung des Datums	Die KreV-FINMA Art. 88 und 90 beinhalten Verweise mit fixem Datum auf die Richtlinien der Schweizerischen Bankiervereinigung für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite. Dieser starre Bezug führt dazu, dass eine allfällige Anpassung der Grundpfandrichtlinie der Schweizerischen Bankiervereinigung immer auch eine Ordnungsänderung notwendig macht. Dies ist im Kontext der Selbstregulierung der Schweizerischen Bankiervereinigung nicht nur unnötig und aufwändig, sondern auch schädlich, indem es im schlimmsten Fall die Handlungsfähigkeit der Branche in





**Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA) / Ordonnance de la FINMA sur les risques de marché (OMar-FINMA)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

<b>Artikel Article Articolo</b>	<b>Absatz Alinéa Capoverso</b>	<b>Buchstabe Lettre Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag) Modifications proposées (texte proposé) Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</b>
4			<p>In Art. 4 MarV-FINMA ist folgende Formulierung gewählt, welche inhaltlich gegenüber der Formulierung gemäss Art. 82 Abs. 2 E-ERV abweicht: «Bei der Berechnung der Mindesteigenmittel für Marktrisiken auf konsolidierter Basis darf eine Kombination des De-Minimis-Ansatzes mit dem einfachen Marktrisiko-Standardansatz erfolgen, sofern dieser von zu konsolidierenden Gruppengesellschaften des Finanzbereichs mit auf konsolidierter Basis unwesentlichen Marktrisiken verwendet wird.»</p> <p>Aus unserer Sicht ist nicht vollständig geklärt, ob diese Formulierung als Ergänzung oder als Widerspruch zur Formulierung gemäss E-ERV Art. 82 Abs. 2 gedacht ist. Wir würden es begrüßen, wenn die Ergänzung gemäss Art. 4 MarV-FINMA ebenfalls in der E-ERV Art. 82 Abs. 2 integriert wird und die Kombination von Ansätzen auf konsolidierter Stufe inhaltlich an einem Ort geregelt wird.</p>	<p>Alternativ wäre auch eine Lösung denkbar, dass in Art. 4 MarV-FINMA auf die zusätzlich geltende Regulierung gemäss Art. 82 Abs. 2 E-ERV verwiesen wird. Wichtig erscheint uns, dass für den Leser des jeweiligen Verordnungstextes vollständige Klarheit herrscht, welche Kombinationen auf konsolidierter Stufe alle möglich sind.</p>





<b>Artikel</b> <b>Article</b> <b>Articolo</b>	<b>Absatz</b> <b>Alinéa</b> <b>Capoverso</b>	<b>Buchstabe</b> <b>Lettre</b> <b>Lettera</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b> <b>Modifications proposées (texte proposé)</b> <b>Proposta di modifica (testo proposto)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b> <b>Justification / Remarques</b> <b>Motivazione / Osservazioni</b>



**Fazit (bitte nur eine Antwort ankreuzen) / conclusion (cochez svp. une seule case) / conclusione (p.f. selezionare una sola casella)**

Zustimmung  
Acceptation  
Approvazione

Zustimmung mit Vorbehalten / Änderungswünschen  
Acceptation avec réserves / propositions de modifications  
Approvazione con riserve / proposte di modifica

Grundsätzliche Überarbeitung  
Remaniement en profondeur  
Rielaborazione sostanziale

Ablehnung  
Refus  
Rifiuto

Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF)  
Bernerhof  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA)  
Herrn Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Per Mail zugestellt an:

[Basel3@sif.admin.ch](mailto:Basel3@sif.admin.ch)

[ba.Basel3@finma.ch](mailto:ba.Basel3@finma.ch)

Basel, 25. Oktober 2022  
OBU / MST / RKU 058 330 63 42

## **Basel III Final: Nationale Umsetzung Änderung Eigenmittelverordnung und neue FINMA-Verordnungen**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die Vernehmlassung des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) zur Änderung der bundesrätlichen Eigenmittelverordnung (ERV) sowie auf die Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen FINMA-Verordnungen zur Umsetzung von «Basel III Final».

### **Einleitung**

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Ebenfalls möchten wir uns für den konstruktiven Dialog im Rahmen der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) zur schweizerischen Umsetzung von «Basel III Final» unter der gemeinsamen Leitung von SIF und FINMA bedanken. Zu zahlreichen Fragestellungen haben so umsetzbare Lösungen gefunden werden können. Wir sind überzeugt, dass eine solche Zusammenarbeit zu einer glaubwürdigen und verhältnismässigen Implementierung der entsprechenden Standards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (BCBS) beiträgt. Zudem hat sich die frühzeitige Vereinbarung wesentlicher Eckwerte für die Umsetzung bewährt.

Insgesamt sind wir der Ansicht, dass die vorgesehene Einführung von «Basel III Final» grundsätzlich «prinzipien-basiert und proportional» (Erläuterungsbericht FINMA, S. 8) ausfällt und den gemeinsam

vereinbarten Eckwerten weitgehend Rechnung trägt. Vor diesem Hintergrund unterstützen wir im Grundsatz das vorgesehene Paket, erwarten aber substantielle Anpassungen und Klärungen in zentralen Punkten.

Zum Beispiel werden (i) an einigen Stellen die vereinbarten Eckwerte tangiert, (ii) bisher «versteckte» Verschärfungen ohne transparentes Verfahren vorgesehen, (iii) die Vorteile einer dynamischen Selbstregulierung ohne Not geopfert, und (iv) tiefgreifende, wettbewerbsverzerrende Eingriffe insbesondere in den Immobilienmarkt geplant. Auf diese zentralen Problembereiche konzentriert sich die vorliegende Stellungnahme, mit dem Ziel, die Wettbewerbsfähigkeit unseres Finanzplatzes sowie die bankeninterne Umsetzbarkeit sicher zu stellen.

In ihrer Einschätzung der zu erwartenden quantitativen Effekte des Reformpakets kommen die Behörden, gestützt auf zwei «Quantitative Impact Studies» (QIS), zum Schluss, dass der Eckwert der «Kapitalneutralität» (ohne Grossbanken) im Aggregat erreicht werde und deshalb auf einen separaten Zu- bzw. Abschlagsmechanismus verzichtet werden könne. Wir teilen diese Auffassung. Dennoch wird der Eckwert der «Kapitalneutralität» mit der behördlichen Auslegung unseres Erachtens strapaziert. Deshalb ist der von der Zielsetzung einer insgesamt «largely compliant»-Umsetzung gegebene Spielraum konsequent zu nutzen. Zusätzlich weisen wir darauf hin, dass im Fall der Feststellung markanter (unerwarteter) Zunahmen der Eigenkapital-Anforderungen auf die Kalibrierung zurückzukommen sein wird.

Bezüglich der internationalen Vergleichbarkeit der neuen Regulierung und den damit verbundenen Wettbewerbswirkungen sei ein wichtiger Vorbehalt angebracht: Die behördliche Einschätzung, dass die Auswirkungen auf die Zukunftsfähigkeit und die Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes «soweit einschlägig» bzw. dass die Umsetzung der Basler Standards in anderen wichtigen Finanzstandorten «soweit möglich und relevant» berücksichtigt worden seien (Erläuterungsbericht FINMA, S. 85), halten wir für unzutreffend.

Bekanntlich liegen für die USA und für das Vereinigte Königreich (UK) noch keine Umsetzungsentwürfe vor. Das ist insbesondere von hoher Relevanz, weil die erwähnten Eckwerte als Vergleichs-Jurisdiktionen nebst der EU explizit auch USA und UK umfassen. Darüber hinaus wird – verglichen mit anderen, als Referenz weniger geeigneten Jurisdiktionen – die für die Wettbewerbsfähigkeit höchst relevante Umsetzung in der EU im Rechtsvergleich der Behörden viel zu wenig gewichtet. Für die internationale Wettbewerbssituation ist in erster Linie auf die für den Schweizer Finanzplatz bedeutsamen Vergleichsjurisdiktionen, nämlich EU, USA und UK, abzustellen. Die wettbewerbsrelevanten Aspekte von grundlegender Bedeutung sollten erst endgültig festgelegt werden, wenn genügend Klarheit besteht, wie sie in den wichtigen Vergleichs-Jurisdiktionen umgesetzt werden.

Im Zusammenhang mit dem Eckwert der inhaltlichen Koordination mit relevanten Vergleichsfinanzplätzen (inhaltliches «Geleitzugverfahren») führt diese Ausgangslage dazu, dass der bisher vorliegende internationale Rechtsvergleich aus genanntem Grund unzureichend ist, sodass auf entsprechende Aspekte zu einem späteren Zeitpunkt, nötigenfalls auch nach Ablauf der Vernehmlassungs- bzw. Anhörungsfrist, zurückgekommen werden muss. Hierzu ist unsere Erwartung, dass der Bankensektor in einem transparenten Prozess konsultiert und in die entsprechenden Arbeiten einbezogen wird. In diesem Sinne stehen unsere obigen Ausführungen unter einem generellen Vorbehalt.

Des Weiteren erfordert eine konsequente Berücksichtigung des Eckwerts der internationalen Koordination (zeitliches «Geleitzugverfahren»), dass die Umsetzungszeitpunkte sowie die Übergangsregimes in den



relevanten Vergleichsfinanzplätzen berücksichtigt werden. Konkret erwarten wir, dass die schweizerische Inkraftsetzung nicht vor dem aktuell vorgesehenen Umsetzungszeitpunkt der EU erfolgt.

## Zusammenfassung und zentrale Anliegen

Die folgende Übersicht stellt unsere Kritikpunkte und Anliegen in kompakter Form dar. Detaillierte Überlegungen und Argumente zu den einzelnen Punkten führen wir anschliessend näher aus.

### A. Regulierungsfolgenabschätzung

Aufgrund der schwachen Datenlage sowie methodischer Unzulänglichkeiten bei der Quantifizierung vor allem des Nutzens von «Basel III Final» ist die Aussagekraft der vorgelegten Regulierungsfolgenabschätzung (RFA) stark eingeschränkt. Sie vermag den Nettonutzen der Einführung von «Basel III Final» in der Schweiz nicht in hinreichend robuster Weise nachzuweisen. Auch aus diesem Grund kommt unseren Anliegen erhöhte Bedeutung zu.

### B. Wettbewerbsfähigkeit

- **Gegenparteien ohne externes Rating** (B.1): Keine Einführung der Kapitalunterlegung für den Output Floor bei Pensions- und Investitionsfonds ohne externes Rating (und zwischenzeitliche Orientierung am Übergangsregime der EU), bis Klarheit über die Umsetzung in EU und UK bzw. eine akzeptierte Industrielösung besteht
- **Operationelle Risiken** (B.2): Zwei Varianten aufgrund unterschiedlicher Betroffenheit
- **Kreditrisikominderung / Minimale Sicherheiten bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften** (B.3): Verzicht auf die Einführung bzw. Abwarten der internationalen Entwicklungen und Klarstellungen im Erläuterungsbericht
- **Marktrisiken / «Fundamental Review of the Trading Book»: «Geleitzugverfahren»** (B.4): Zuwarten mit der Implementierung und Review bei Klarheit auf internationaler Ebene
- **Marktrisiken / «Fundamental Review of the Trading Book»: Verwaltete kollektive Vermögen** (B.5): Sicherstellung einer angemessenen Kalibrierung
- **Leverage Ratio / Exportfinanzierungsengagements** (B.6): Ausschluss gedeckter Exportfinanzierungsengagements aus dem Gesamtengagement

### C. Immobilien- / Hypothekarmarkt

- **Niederstwertprinzip und ursprünglicher Belehnungswert** (C.1): Festhalten an zwei Jahren (auch für das Parallelkonzept des «ursprünglichen Belehnungswerts»)
- **Risikogewichte für vermietete Wohnliegenschaften** (C.2): Senkung der Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften auf ein risikogerechtes Niveau (für Belehnungen zwischen 60 und 80% soll der Risikogewichtszuschlag 5% statt 15% betragen)
- **Vorsorgevermögen als anrechenbare Sicherheiten** (C.3): Transparenz zum Compliance-Spielraum und gegebenenfalls Beibehaltung der Anrechenbarkeit von Vorsorgeguthaben bei bankfremden Stiftungen und Lebensversicherungspolice

# • Swiss Banking

- **Vorrangige Forderungen (C.4):** Klarstellung, wonach gesetzliche Sicherungspfandrechte keinen Vorgang im Sinne des BCBS begründen, sodass bei entsprechenden Bankfinanzierungen auf den Multiplikator von 1,25 verzichtet werden kann
- **Mindestdeckung von Pfandbriefdarlehen (C.5):** Keine Erhöhung der nominalwertigen Darlehensdeckung über «Basel III Final» hinaus, da die konservative Konstruktion des schweizerischen Pfandbriefs eine derartige kompensatorische Massnahme (für das Fehlen einer rigiden Tragbarkeitsregulierung) obsolet macht
- **Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR (C.6):** Durchführung einer belastbaren Regulierungsfolgenabschätzung zu den Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR-Anforderungen (Net Stable Funding Ratio) als Basis für allfällige korrigierende regulatorische Eingriffe
- **Verweise auf die Selbstregulierung in der KreV-FINMA (C.7):** Keine statische Verankerung der SBVg-Richtlinien mit Datumstempel, sondern dynamischer Verweis auf die «jeweils von der FINMA genehmigten Richtlinien»
- **Zusammenspiel zwischen SBVg-Selbstregulierung und FINMA-Vorgaben (C.8):** Streichung der Delegationsnormen an die FINMA in Bereichen, die bereits durch anerkannte SBVg-Richtlinien reguliert sind

## D. Konzernanforderungen / «Too big to fail»

- **Dividendenerträge von Tochtergesellschaften (D.1):** Ausnahme von Dividenden von zu konsolidierenden Beteiligungen aus dem Business Indicator
- **Kreditäquivalente für Gegenparteikreditrisiken aus Derivatpositionen (D.2):** Fortführung des heutigen Verzichts auf die Unterlegung von CVA-Risiken (Credit Valuation Adjustments) von gruppeninternen Positionen
- **Sektoriieller Output Floor für Schweizer Hypothekenpositionen (D.3):** Beschränkung auf die Stufe Einzelinstitut (und Finanzgruppe des Einzelinstituts), ohne Anwendung auf Gruppenstufe

## E. Begriffsklärungen und Anwendungsfragen

- **Exposure Class «Retail» / Lombardkredite (E.1):** Zuordnung zur Positionsklasse «Unternehmen» und Ergänzung des Grössenkriteriums um ein Kriterium für die Deckungskonzentration
- **Instrumente mit Beteiligungscharakter für IRB-Banken (E.2):** Verwendung der standardisierten Risikogewichte, ohne «Phase-in»
- **Minderheitsanteile in der konsolidierten Anrechnung (E.3):** Begrenzung der maximal anrechenbaren Minderheitsanteile auf die gesamten Eigenmittelanforderungen
- **Leverage Ratio / Verwendung von Mittelwerten (E.4):** Ersatz des Begriffs «nicht international tätige systemrelevante Banken» durch «inland-orientierte systemrelevante Banken»
- **Operationelle Risiken / Kategorisierung der Ereignistypen (E.5):** Klärung der Zuordnung bestimmter Ereignistypen (z.B. Cyber-Attacken)
- **Begriff des geschriebenen Kreditderivats (E.6):** Begriffsklärung bzw. Präzisierung
- **Nicht gegen Fremdwährungsrisiken abgesicherte Positionen gegenüber natürlichen Personen (E.7):** Erleichterung des Einkommensnachweises (Ergänzung Erläuternder Bericht)
- **Wertpapierfinanzierungsgeschäfte / Engagement gegenüber der Gegenpartei (E.8):** Erweiterung der Anwendbarkeit auf Transaktionen ohne vertragliche Verrechnung

# • Swiss Banking

## F. Zusätzliche Anliegen

- **Leverage Ratio / Zentralbankguthaben (F.1):** Ausklammerung der Zentralbankguthaben aus dem Gesamtengagement
- **Handelsfinanzierung (F.2):** Net Stable Funding Ratio: Reduktion des RSF-Faktors (Required Stable Funding) für die (Rohstoff-)Handelsfinanzierung von 50% auf 10%
- **Reporting der Liquidity Coverage Ratio (F.3):** Befreiung von Zweigniederlassungen ausländischer Muttergesellschaften bei vergleichbarer Aufsicht

## G. Implementierung von «Basel III Final»

- **Institutsspezifische Pillar-1-Anforderungen (G.1):** Aufhebung der bisherigen institutsspezifischen Zuschläge im Rahmen von «Pillar 1»

## Detaillierte Stellungnahme

### A. Regulierungsfolgenabschätzung

Bestandteil des Vernehmlassungspakets bildet auch die «Regulierungsfolgenabschätzung zur Umsetzung von Basel III Final» (RFA). Wir möchten an dieser Stelle auf relevante methodische Probleme hinweisen, welche die Aussagekraft dieser RFA unseres Erachtens stark limitieren.

Die RFA kommt zum Schluss, dass die Umsetzung von «Basel III Final» in der Schweiz in gesamtwirtschaftlicher Betrachtung mit einmaligen Nettokosten von knapp CHF 900 Mio. sowie mit einem wiederkehrenden jährlichen (volkswirtschaftlichen) Nettonutzen von CHF 60 Mio. verbunden sei. Unter den zugrunde gelegten «vorsichtigen» Annahmen könne deshalb «die volkswirtschaftliche Investition einer nationalen Umsetzung von Basel III Final ... innert fünfzehn Jahren amortisiert werden» (S. 4).

Diese Ergebnisse und Schlussfolgerungen erscheinen als ausgesprochen wenig belastbar. Wie der Bericht selbst ausweist, unterliegen seine Resultate verschiedenen «Risiken, Unsicherheiten und Wissenslücken» (S. 77). Auch das entsprechende Gutachten von Oliver Wyman (Anhang zum Bericht) hält zusammenfassend fest, dass die RFA nur «mit gewissen Einschränkungen» eine «plausible Darstellung der Regulierungsfolgen» darstelle (S. 81). Insbesondere könne «die vorliegende RFA den Netto-Nutzen der vorgeschlagenen Regeln für das Primärziel 'Stabilität des Bankensystems' nur grob bzw. qualitativ beurteilen» (S. 82).

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass die Einschätzung der volkswirtschaftlichen Vorteilhaftigkeit nebst «Analogieschlüssen zur Literatur» und «Annahmen» (S. 77) im Wesentlichen auf den spezifischen RFA-Umfragen bei Banken sowie auf dem Rücklauf zu den «Quantitative Impact Studies» (QIS) basiert. Aufgrund der Unsicherheiten und nur teilweise gegebenen Quantifizierbarkeit ist die Repräsentativität der RFA bereits aus dieser Perspektive fraglich, was auch der Bericht selbst thematisiert (S. 78). Während die vermutlich nur begrenzt belastbare Datenbasis der vorliegenden RFA nicht per se zum Vorwurf gemacht werden soll, spricht sie trotzdem dafür, sämtliche Ergebnisse mit grosser Zurückhaltung zu interpretieren, zumal diese uns teilweise einseitig scheinen.

Vor allem aber ist die Quantifizierung der Nutzenseite von «Basel III Final» sehr rudimentär. Die Analyse geht zwar von der Prämisse aus, dass «für die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz als kleine Volkswirtschaft mit einem international ausgerichteten Bankensektor eine standardkonforme Bankenregulierung wichtig» sei (S. 2). Die Operationalisierung des Nutzens aus der Implementierung von «Basel III Final» relativ zum Status quo wird dann allerdings nur oberflächlich bzw. mit groben Schätzungen begründet. Insbesondere bleibt unklar, mit welchen Wirkungsmechanismen die angestrebte Erhöhung der Risikosensitivität bzw. allfällige Anpassungen der Bilanzstruktur («Rebalancing») tatsächlich zu einem (volkswirtschaftlichen) Nutzen führen sollen. Auch das Gutachten von Oliver Wyman weist zu Recht auf entsprechende methodische Schwachstellen hin (S. 82).

Konkretes Beispiel für die fehlende Belastbarkeit der Quantifizierung der Nutzenseite ist der Umgang mit den Umfrage-Ergebnissen im Bereich des Nutzens aus der Konformität der schweizerischen Umsetzung mit internationalen Standards (Standardkonformität): Der berechnete jährliche Nettonutzen (CHF 60 Mio., S. 4) ergibt sich nicht primär aus dem ursprünglichen Ziel der BCBS-Standards, die gesellschaftlichen Kosten einer Bankenrettung (CHF 20 Mio., S. 74) zu reduzieren. Vielmehr beruht die Berechnung grossmehrheitlich auf dem geschätzten jährlichen Nutzen aus der internationalen Standardkonformität (CHF 123 Mio., S. 36).

Auch ohne die Bedeutung der internationalen Standardkonformität grundsätzlich in Frage zu stellen, erachten wir diese Berechnung als methodisch problematisch, da sie auch Banken berücksichtigt, die explizit angeben, dass fehlende Compliance keine negativen Auswirkungen auf ihren Geschäftserfolg entfalten würde (S. 36). Werden lediglich diejenigen Banken berücksichtigt, welche den konsolidierten Geschäftserfolg bei Nicht-Compliance längerfristig in Gefahr sehen, so reduziert sich der geschätzte jährliche Nutzen aus der internationalen Standardkonformität von CHF 123 Mio. auf ca. CHF 44 Mio. Bei (unveränderten) Gesamtkosten (CHF 80 bis 90 Mio., S. 79) würde sich damit insgesamt sogar ein negativer Nettonutzen ergeben (Bruttonutzen = CHF 44 Mio. aus Standardkonformität + CHF 20 Mio. aus Systemstabilisierung). Diese Überlegungen illustrieren beispielhaft die fehlende Robustheit der vorgelegten RFA.

Die präsentierte «Break-Even-Analyse» (S. 73 f.) lässt nicht nur eine ökonomisch adäquate Marginalbetrachtung (Grenzkosten versus Grenznutzen) vermissen, sondern operiert auch mit wenig überzeugenden Annahmen für die «richtige» Amortisationsdauer von «Basel III Final». Dazu wird festgehalten, dass die vergleichbaren Reformen der internationalen Bankenregulierung seit 1988 in einem «durchschnittlichen Abstand von rund zehn Jahren» erfolgt seien (S. 74). Diese Beobachtung wird dann jedoch mit den Argumenten beiseite geräumt, dass Basel II «teilweise als Deregulierungsrunde betrachtet» und Basel III und Basel III Final «eng miteinander verknüpft» seien, was einen Abschreibungshorizont von rund 15 bis 30 Jahren als opportun erscheinen lasse (S. 74).

Insgesamt ist die Robustheit der Aussagen zum errechneten Netto-Nutzen aus «Basel III Final» damit sehr beschränkt. Der Bericht selbst führt aus, dass bereits eine Überschätzung des wiederkehrenden Nutzens «um mindestens einen Fünftel» bzw. eine Unterschätzung der berücksichtigten wiederkehrenden Kosten um «mindestens einen Viertel» genügen würden, um den Netto-Nutzen negativ werden zu lassen (S. 78). Im Licht der geringen Belastbarkeit des zugrundeliegenden Datensatzes sowie der fragwürdigen Konzepte zur Operationalisierung von Nutzen und Kosten muss die Aussagekraft der Schlussfolgerungen zur gesamtwirtschaftlichen Vorteilhaftigkeit von «Basel III Final» deshalb als sehr limitiert bezeichnet werden. Mit anderen Worten vermag die vorgelegte RFA die gesamtwirtschaftliche Vorteilhaftigkeit der Konzeption von «Basel III Final» nicht überzeugend bzw. in robuster Weise nachzuweisen. Ein eindeutiger Nachweis der erhofften bzw. behaupteten Reduktion von Wahrscheinlichkeit und / oder Ausmass von Banken Krisen fehlt. Vor diesem Hintergrund kommt unseren nachfolgenden Kritikpunkten bzw. Anliegen erst recht Bedeutung zu.

## **B. Wettbewerbsfähigkeit**

### **B.1 Gegenparteien ohne externes Rating (E-ERV Art. 64 Abs. 5)**

Kreditrisikopositionen gegenüber Unternehmenskunden einschliesslich Anlagefonds, welche kein externes Rating besitzen, müssen im Standardansatz – der neu über den Output Floor auch für Banken mit Internal Ratings-Based Approach (IRB) relevant ist – mit 100% (respektive 85% im Fall von Unternehmen mit einem Jahresumsatz unter CHF 75 Mio.) risikogewichtet werden, auch wenn deren Kreditwürdigkeit als hoch einzustufen ist.

Die vorgesehene Kapitalunterlegung entspräche insbesondere bei Transaktionen mit Pensions- und Investitionsfonds in keiner Weise dem zugrundeliegenden Risiko. Diese Fonds weisen typischerweise ein sehr geringes Ausfallrisiko auf. Da sie jedoch in aller Regel keine Schuldinstrumente begeben, benötigen sie kein externes Rating.

Wir erachten diesen Ansatz daher als zu konservativ, weil diese Kunden mit tiefem Gegenparteirisiko, aber ohne externes Rating, signifikant höhere Kapitalanforderungen verursachen würden, als aufgrund ihres tatsächlichen Risikoprofils gerechtfertigt ist. Dies widerspricht der Zielsetzung einer risikogerechten Kapitalunterlegung, die auch im Standardansatz (SA) innerhalb gewisser Bandbreiten erfüllt sein sollte.

Dieser Punkt ist insbesondere relevant für die Schweizer Banken, weil in der Schweiz und in Europa die Bedeutung von externen Ratings viel geringer ist als beispielsweise in den USA; in der Schweiz verfügen typischerweise nur die grösseren Unternehmen über externe Ratings. Die Schweizer Unternehmen wären also in besonderem Masse Leidtragende dieser Anforderung.

Ein Risikogewicht von 100% für verwaltete Fonds ohne externes Rating würde die Kosten für die Wertpapierfinanzierung erheblich in die Höhe treiben, was zudem auch auf die Kosten für Ersparnisse überwälzt werden und die Attraktivität (bzw. Liquidität) der betroffenen Wertpapiere (und Märkte) reduzieren könnte.

In den USA dürfen Banken für «Corporates» mit Investment Grade-Beurteilung auch ohne externes Rating ein Risikogewicht von 65% anwenden. Gemäss Basler Standards ist eine Lösung wie in den USA vorgesehen nicht möglich, da sie zu einer Vermischung der grundsätzlichen Ansätze für die Verwendung von externen Ratings führen würde.

Der Umsetzungsvorschlag der EU sieht vor, dass IRB-Banken für Positionen gegenüber Unternehmen ohne externes Rating bis zum 31. Dezember 2032 ein präferenzielles Risikogewicht von 65% (anstelle von 100%) anwenden können, wenn das Unternehmen qualitativ hochstehend ist (d.h. eine Ausfallwahrscheinlichkeit von maximal 0,5% aufweist).

Wir sind der Überzeugung, dass die Schweiz in diesem volkswirtschaftlich wichtigen Bereich einen Ansatz etablieren sollte, welcher ebenfalls eine angemessene und risikosensitive Differenzierung ermöglicht und keinen signifikanten Wettbewerbsnachteil gegenüber der EU entstehen lässt.

Beispielsweise sollte die Verwendung von Konsensus-Kreditschätzungen von Ratingagenturen zulässig sein, welche die ECAI-Kriterien (External Credit Assessment Institution) erfüllen und Risiko-Beurteilungen der Kreditanalysten von Firmen mit Finanzverbindlichkeiten mit den betreffenden Fonds zusammenfassen.

Es ist denkbar, dass sich keine solche Industrielösung rechtzeitig abzeichnet, da die wichtigen Jurisdiktionen die Regeln entweder bereits eingeführt haben (USA) oder verspätet einführen werden (EU, UK) und daher für ausländische Banken und Regulatoren kein Anreiz besteht, Ratingalternativen zu prüfen. In diesem Fall müsste der Zeitplan für die schweizerische Umsetzung angesichts der signifikanten Auswirkungen nochmals überdacht werden.

**Wir beantragen, den Erläuterungsbericht zu ERV Art. 45a Abs. 3 wie folgt zu ergänzen:**

**«Die Kapitalunterlegung für den SA-Output-Floor von Pensions- und Investitionsfonds, welche über kein externes Rating verfügen, wird nicht eingeführt, bis Klarheit über die Umsetzung in der EU und dem UK besteht bzw. bis eine Industrielösung für die Erstellung eines externen Ratings vorliegt, welche von den Regulatoren akzeptiert wird. In der Zwischenzeit orientiert sich die Schweiz am Übergangsregime in der EU.»**

## **B.2 Operationelle Risiken / «Internal Loss Multiplier» (E-ERV Art. 92d)**

Während sich die Mehrheit unserer Mitglieder im Interesse der internationalen Vergleichbarkeit bzw. mit Blick auf die international noch nicht klare Ausgangslage für ein Zuwarten ausspricht, unterstützt eine Minderheit den von Behördenseite vorgelegten Umsetzungsvorschlag.

Die Mehrheit bestehend aus Credit Suisse, UBS, Vermögensverwaltungs- und Asset-Management-Banken, Privatbanken und Auslandsbanken beantragt entsprechend dem in den Eckwerten festgelegten «Geleitzugverfahren», dass die Behörden die vom Basler Ausschuss vorgesehene nationale Option, den Internal Loss Multiplier auf 1 festzulegen (BCBS OPE25.11), neu beurteilen, wenn genügend Klarheit besteht, und berücksichtigen, wie die wichtigen Konkurrenzfinanzplätze (EU, UK und USA) diese nationale Option ausüben.

Für die internationale Wettbewerbsfähigkeit ist es von wesentlicher Bedeutung, dass die in der Säule 1 festgelegten Kapitalanforderungen international vergleichbar sind. Nach heutigem Kenntnisstand kann davon ausgegangen werden, dass in der EU die historischen Verluste neutralisiert werden (Internal Loss Multiplier (ILM) = 1). Vermutlich werden zudem die UK und auch die USA aus Wettbewerbsüberlegungen nachziehen.

Weiter ist davon auszugehen, dass die ausländischen Regulatoren die Kapitalanforderungen für operationelle Risiken aus einer Säule 1- und Säule 2-Perspektive beurteilen werden, um bankindividuelle Bedingungen einerseits und Kritikpunkte am Konzept des Internal Loss Multipliers andererseits (wie z.B. die fehlende Ausrichtung auf zukünftige Risiken) zu adressieren.

Wir gehen weiterhin davon aus, dass kleinere Banken mit einem Geschäftsindikator von höchstens 1,25 Milliarden Schweizer Franken in jedem Fall mit Bewilligung die Möglichkeit für eine komplexere Berechnung mit Internal Loss Multiplier ungleich eins haben werden – wie in E-ERV Art. 92d Abs. 4 festgehalten. Für den allfälligen Aufbau einer geeigneten Verlustdatenbank fordern wir eine Verlängerung der Übergangsfrist um ein Jahr zur Umsetzung des neuen «Standardised Approach».

Die Minderheit bestehend aus Kantonalbanken und PostFinance unterstützt den im Vernehmlassungspaket enthaltenen Vorschlag der Behörden. In diesem Fall besteht ebenfalls die obengenannte Forderung nach einer um ein Jahr verlängerten Übergangsfrist.



## **B.3 Kreditrisikominderung / Minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften (E-KreV-FINMA Art. 78-79 und Anhang 3, Ziffer 9)**

Am 14. Oktober 2014 veröffentlichte das Financial Stability Board (FSB) seinen Regelungsrahmen für Haircuts bei nicht zentral abgerechneten Wertpapierfinanzierungsgeschäften mit anderen Gegenparteien als Banken und Broker-Dealer (d.h. Nichtbanken). Der Basler Ausschuss hat die minimalen Haircuts in sein Rahmenwerk übernommen (CRE 56). Die Regeln sehen vor, dass spezifische, nicht zentral abgerechnete Wertpapierfinanzierungsgeschäfte, die einen geringeren Haircut als den vorgesehenen minimalen Sicherheitsabschlag aufweisen, als vollständig unbesichert behandelt werden müssen, was zu entsprechend höheren Kapitalanforderungen für solche Positionen führt. Die Standards des BCBS wurden von der FINMA in E-KreV Art. 78-79 übernommen.

Wir haben starke Bedenken gegenüber der vorgesehenen Umsetzung, vgl. auch die Rückmeldungen der Bankenbranche zum letzten BCBS-Konsultationspapier «Minimum haircut floors for securities financing transactions». Dabei scheinen uns insbesondere die folgenden Aspekte problematisch.

Erstens würde eine solche Regelung die internationale Vergleichbarkeit bzw. Wettbewerbsneutralität wesentlich verletzen («Geleitzugverfahren»). Basierend auf dem Entwurf der Europäischen Kommission zu «Basel III Final» (CRR 3) und unserem Verständnis des laufenden Gesetzgebungsverfahrens ist davon auszugehen, dass die EU die Regelung zu den minimalen Sicherheitsabschlägen nicht einführen wird. Stattdessen plant sie, EBA und ESMA den Auftrag zu erteilen, einen Bericht zur Angemessenheit der FSB-Regeln zu erstellen. Wir gehen davon aus, dass sich das UK dem EU-Vorgehen anschliessen wird und sind deshalb der Auffassung, dass auch die Schweiz von einer sofortigen Übernahme der minimalen Sicherheitsabschläge absehen sollte. Dabei geht es insbesondere darum, negative Auswirkungen auf das Engagement schweizerischer Banken auf dem Wertpapierfinanzierungsmarkt zu verhindern.

Zweitens könnte die vorgesehene Regelung Banken einen falschen Anreiz geben, zukünftig vermehrt Wertpapierfinanzierungsgeschäfte mit minderwertigen Sicherheiten abzuschliessen. Diese erfordern gemäss Marktstandard höhere Sicherheitsabschläge und erfüllen somit eher die vorgeschriebenen Haircut-Anforderungen. Eine Verlagerung zu solchen Wertpapierfinanzierungsgeschäften würde den regulierungspolitisch unerwünschten Anreiz setzen, risikoreichere Geschäfte mit weniger liquiden Sicherheiten einzugehen, und entsprechend das Risikoprofil der Banken erhöhen.

Aus diesen Gründen schlagen wir vor, vorerst auf die Einführung der entsprechenden Anforderungen zu verzichten.

Sollte die FINMA die minimalen Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften trotz unserer Bedenken einführen, beantragen wir, die folgenden Änderungen an den vorgesehenen Regeln («Anwendungsrahmen») zu prüfen.

- Wertpapierleihgeschäfte, die keinen «financial leverage» generieren, sollten von der Regulierung ausgenommen werden.
- Die Definition des Begriffs «Gegenparteien, für die keine mit internationalen Standards äquivalenten prudenziellen Standards gelten», muss überarbeitet und präzisiert werden. Insbesondere schlagen wir vor, bei der Differenzierung für Wertpapiergeschäfte in E-KreV-FINMA Art. 78 die bestehende Differenzierung von ERV Art. 4 Abs. c zu berücksichtigen und im Erläuterungsbericht festzuhalten, dass auch Versicherungen anerkannte Gegenparteien darstellen.



- Ferner bitten wir die FINMA um die zumindest teilweise Anerkennung erhaltener Sicherheiten bei der Berechnung der minimalen Sicherheitsabschläge (sodass nur die Differenz zwischen dem aktuellen Transaktionssicherheitsabschlag und dem minimalen Abschlag als unbesichert gilt).
- Und schliesslich ersuchen wir um eine praxis-orientierte Herangehensweise bei der Umsetzung der Vorgaben, die auch Raum für standortspezifische Industrielösungen (z.B. betreffend Granularität der Definition für die Heraufstufung von Sicherheiten) zulässt.

**Wir beantragen, E-KreV Art. 78-79 und Anhang 3, Ziffer 9 vorerst nicht einzuführen, sondern die internationalen Entwicklungen abzuwarten. In jedem Fall sollte der vorgeschlagene Anwendungsrahmen «vorsorglich» im Erläuterungsbericht festgehalten werden.**

#### **B.4 Marktrisiken / «Fundamental Review of the Trading Book»: «Geleitzugverfahren» (E-MarV-FINMA)**

Eine konkurrenzfähige und international abgestimmte Implementierung des «Fundamental Review of the Trading Book» (FRTB) im Rahmen von «Basel III Final» ist essenziell.

Zentrale Aspekte der im Februar 2019 verabschiedeten FRTB-Regeln werden derzeit noch intensiv zwischen Regulatoren und Banken diskutiert. Wenn zusätzlich technische Ausführungsbestimmungen des Regulators (wie z.B. in E-ERV Art. 5 Abs. 4) beabsichtigt sind, so müssen diese rechtzeitig bereitgestellt werden, um negative Auswirkungen nach der Einführung zu vermeiden.

Eine frühzeitige Umsetzung von FRTB kann dazu führen, dass die in der Schweiz eingeführten Regeln von denjenigen in wichtigen Konkurrenzstandorten deutlich abweichen, da dort die konkrete nationale Umsetzung noch nicht feststeht. Nach heutigem Kenntnisstand gehen wir davon aus, dass die neue Berechnung auch im besten Fall bereits zu einer signifikanten Erhöhung der Kapitalanforderungen führt. Wenn sich die Schweiz nicht eng mit den Konkurrenzstandorten abstimmt, drohen höhere Umsetzungskosten sowie ein Wettbewerbsnachteil aufgrund höherer Kapitalanforderungen.

Die EU-Kommission hat die Möglichkeit, die FRTB-Implementierung bis zwei Jahre (d.h. 2027) zu verschieben, sofern signifikante internationale Differenzen vorliegen. In den USA besteht zurzeit noch keine Klarheit, ob und wenn ja, wann die Regeln umgesetzt werden. Wo Erläuterungen in anderen Ländern zu gewissen Themen noch erwartet werden, kann eine frühzeitige Umsetzung zusätzliche IT- und Kapitalkosten verursachen, wenn nach Einführung wieder Anpassungen nötig werden.

**Wir beantragen, dass die Schweiz – wie die EU – ebenfalls mit der Implementierung von FRTB zuwartet und klar definiert, dass ein gründlicher Review vorgenommen werden muss, sobald auf internationaler Ebene Klarheit besteht.**

## **B.5 Marktrisiken / «Fundamental Review of the Trading Book»: Verwaltete kollektive Vermögen (E-MarV-FINMA)**

Ein Beispiel für die unter B.4 erwähnte drohende Benachteiligung der Schweiz stellen Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen dar, welche kapitalmässig unter FRTB bestraft würden. Dies betrifft sowohl den Standardansatz (SA) gemäss E-MarV-FINMA Art. 54 als auch den Modellansatz (IMA) gemäss E-MarV-FINMA Art. 55.

Banken bieten ihren Kunden häufig Derivatprodukte auf die Wertentwicklung bestimmter Fonds an und sichern diese Produkte mit zugrunde liegenden Positionen in den Referenzfonds ab. Hier ist es notwendig, eine angemessene Kalibrierung der Eigenkapitalanforderungen sicherzustellen, um mögliche Auswirkungen auf die Verfügbarkeit von Anlagelösungen und die Liquidität zu vermeiden.

Für eine vertiefte Diskussion der involvierten Aspekte verweisen wir auf das öffentliche «White Paper» von ISDA, GFMA und IIF vom Januar 2022 («Capitalization of Equity Investments in Funds under the FRTB»); es handelt sich dabei um eine «fortlaufende» Initiative der Industrie.

### **Wir beantragen die Berücksichtigung der folgenden Aspekte:**

- **Der Internal Model Approach (IMA) sollte keine zwingenden «Look-Through»-Anforderungen enthalten; stattdessen sollten die Banken die Möglichkeit haben, den täglichen liquiden Nettoinventarwert (NAV) zu verwenden oder den Fonds als einen einzigen Risikofaktor zu berücksichtigen.**
- **Der Standardansatz (SA) sollte flexibler ausgestaltet werden, so dass es den Banken gestattet ist, das von den Fonds veröffentlichte FRTB-Kapitalerfordernis pro Anteil zu verwenden, sofern diese Informationen verfügbar sind. Dieser Ansatz ist risikoorientierter als die Verwendung spezifischer Risikogewichte. Die Fonds oder andere unabhängige Dritte könnten freiwillig das prozentuale Kapitalerfordernis pro Anteil für die drei Komponenten des FRTB-SA veröffentlichen, das die Banken als Risikogewichte für ihre Positionen in diesen Fonds verwenden können.**
- **Die Aggregationsmethodik für den Fonds als Single-Equity-Ansatz muss angepasst werden. Die risikogewichteten Positionen sollten korreliert und nicht wie in den Spezifikationen für «other sector» (Bucket 11) einfach absolut addiert werden.**

## **B.6 Leverage Ratio / Exportfinanzierungsengagements (E-LROV Art. 5)**

In der EU sieht CRR Art. 429a (1) (f) eine Ausnahmeregelung für die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten vor, sofern diese von einem anerkannten Garantiegeber besichert werden und infolge der Absicherung nach den Regeln des Standardansatzes ein Risikogewicht von 0% für den abgesicherten Betrag anzuwenden wäre. Wir beantragen die Einführung einer ähnlichen Ausnahmeregelung in der LROV-FINMA, um Schweizer Banken – und damit auch die Schweizer Exportwirtschaft – nicht zu benachteiligen.

Die Ausnahmeregelung in der CRR stellt einen bedeutenden regulatorischen Wettbewerbsvorteil, der es Banken mit Sitz in der EU ermöglicht, auf den globalen Märkten billigere Exportkredite anzubieten als ihre Schweizer Mitbewerber, welche solche Kredite in der Bemessung ihrer Leverage Ratio berücksichtigen müssen. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Banken zunehmend vom Markt für Exportfinanzierungen ausgeschlossen würden. Die Schweizer Behörden haben im Rahmen der vereinbarten Eckwerte die Bedeutung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken anerkannt. Unseres Erachtens kann diese hier nur sichergestellt werden, wenn die FINMA ihre Vorschriften an die europäische Regelung anpasst und Exportkredite vom Anwendungsbereich der Leverage Exposure Measure ausschliesst. Gemäss einer quantitativen Erhebung der Behörden ist davon auszugehen, dass es sich diesbezüglich um keine materielle Abweichung zu den BCBS-Standards handeln würde.

Unseres Erachtens würde eine solche Ausnahmeregelung nicht nur dem Schweizer Bankensektor helfen, in diesem wichtigen Markt wettbewerbsfähig zu bleiben. Vielmehr wäre sie auch für den internationalen Erfolg der Schweizer Exportindustrie von grundsätzlicher Bedeutung. Denn insbesondere Schweizer KMU sind bei der Finanzierung ihrer Exportgeschäfte weitgehend auf lokale Banken angewiesen, da nur wenige internationale Banken Exportkredite in der Schweiz anbieten. Sollten Schweizer Banken diese Produkte in Zukunft zu höheren Zinssätzen anbieten müssen als Institute mit Sitz in der EU – oder vielleicht sogar gar nicht mehr anbieten können – so könnte sich dies negativ auf die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMU auswirken bzw. einen Standortnachteil für die Schweizer Exportindustrie darstellen. Darüber hinaus verstehen wir, dass dieses Anliegen auch von der Schweizerischen Exportrisikoversicherung (SERV) unterstützt wird.

## **Wir beantragen, Art. 5 LROV wie folgt zu ergänzen:**

**«Für die Berechnung des Gesamtengagements müssen nicht berücksichtigt werden:**

...

**d. die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten, für welche eine Garantie von einem anerkannten Anbieter von Kreditabsicherungen gemäss KreV-FINMA Art. 45 eingeräumt wurde und für die der garantierte Teil der Forderung nach dem Standardansatz für das Kreditrisiko gemäss ERV ein Risikogewicht von 0% erhalten würde.»**

## **C. Immobilien- / Hypothekarmarkt**

### **C.1 Niederstwertprinzip und ursprünglicher Belehnungswert (E-ERV Art. 72b Abs. 1 und E-KreV-FINMA Art. 88)**

Das Niederstwertprinzip ist ein zentrales Element der Hypothekarmarktregulierung. Es bedeutet, dass Banken nur auf Basis des tieferen Werts von Kaufpreis oder Marktwert finanzieren dürfen. Damit müssen Kundinnen und Kunden die allfällige Differenz zwischen Kaufpreis und Marktwert – zusätzlich zum

# • Swiss Banking

Mindestanteil an einzubringenden Eigenmitteln – selbst begleichen. Dies trägt zur Stabilität auf dem Immobilienmarkt bei.

Heute gilt das Niederstwertprinzip für zwei Jahre ab Handänderung. Bundesrat und FINMA wollen es nun auf sieben Jahre verlängern, was weit über die durchschnittliche Laufzeit einer Hypothek in der Schweiz hinausgeht. Das ist umso stossender, als «Basel III Final» keine konkreten quantitativen Vorgaben macht. Zusätzlich werden mit dem neuen Konzept des «ursprünglichen Belehnungswerts» die Eigenmittelanforderungen an die Banken restriktiver, da Bewertungsgewinne – auch nach Ablauf des Niederstwertprinzips – wiederkehrend während jeweils sieben Jahren nicht berücksichtigt werden dürfen.

- **Eingriff in die Eigentumsrechte:** Mit der vorgeschlagenen Regelung würde es Kundinnen und Kunden erheblich erschwert, von gestiegenen Immobilienpreisen zu profitieren. Während jeweils sieben Jahren könnte der Kreditbetrag nur aufgestockt werden, wenn wertvermehrende Änderungen an der Liegenschaft vorgenommen würden. Dies ist ein unverhältnismässiger Eingriff in die Eigentumsrechte.
- **Volkswirtschaftliche Kosten:** Heute können Kundinnen und Kunden auf Basis der erzielten Bewertungsgewinne ihre Hypothek erhöhen und die daraus generierten Mittel in werterhaltende Arbeiten am Gebäude oder in ihre Firma investieren. Gerade für kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), z.B. aus dem Start-up-Bereich, stellt dies eine relevante Finanzierungsquelle dar. Mit dem Vorschlag von Bundesrat und FINMA würde diese Quelle weitgehend versiegen. Das Baugewerbe wäre dabei doppelt bestraft, da während sieben Jahren werterhaltende Renovationen einer Liegenschaft nicht mit einer Erhöhung der Hypothek finanziert werden könnten.
- **Ungleiche Spiesse:** Die Kundinnen und Kunden würden eine derart restriktive Regelung nicht hinnehmen. Der schweizerische Regulierungsrahmen bietet ihnen – zulasten der Banken – einen Ausweg: Nicht-FINMA-regulierte Hypothekaranbieter wären auch inskünftig nicht dem Niederstwertprinzip unterstellt. Solche Akteure würden damit den Kundinnen und Kunden jederzeit auf Basis des aktuellen Marktwerts ein neues Angebot unterbreiten können, was Banken einem beträchtlichen Ablösungsrisiko aussetzt. Dieses Risiko ist umso grösser, je länger das Niederstwertprinzip gilt. Nach Ablauf des Niederstwertprinzips würden zudem Ablösungen zwischen den Banken angeheizt, da der «ursprüngliche Belehnungswert», der wiederkehrend für jeweils sieben Jahre gilt, nur die gerade finanzierende Bank bindet. (Hinweis: Die in E-KreV-FINMA Art. 88 Abs. 3 enthaltene Ausnahmeregelung ist zwar zu begrüessen, verhindert jedoch einzig, dass sich bei Ablösungen das Niederstwertprinzip und der «ursprünglichem Belehnungswert» auf 14 Jahre kumulieren. Das Risiko einer Ablösung ist aber auch bei den 7 Jahren latent vorhanden). Die Effekte der neuen Regelung spielen Nicht-Banken in die Hände, da längerfristig stabile Kundenbeziehungen nur mit ungleich regulierten Akteuren mehr möglich wären. Zudem wird der Markt dadurch keineswegs stabiler.

**Wir beantragen, an den zwei Jahren gemäss den geltenden Regeln für das Niederstwertprinzip festzuhalten. Aus Kohärenzgründen haben die zwei Jahre auch für das Parallelkonzept des sogenannten «ursprünglichen Belehnungswerts» zu gelten.**

## C.2 Risikogewichte für vermietete Wohnliegenschaften (E-ERV Art. 72c)

Wir begrüssen den Vorschlag von Bundesrat und FINMA, auf eine starre Tragbarkeitsregulierung zu verzichten und stattdessen Zuschläge auf die Risikogewichte vorzusehen. Für selbstgenutzte Wohnliegenschaften (jeweils 5%) sowie für vermietete Gewerbeliegenschaften (5% bis 10%) erachten wir die gewählten Zuschläge als gangbar. Nicht nachvollziehen können wir jedoch die prohibitiv hohen Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften von bis zu 15%. Damit drohen die Banken im Neugeschäft aus dem Markt gedrängt zu werden.

- Fehlende Risikosensitivität:** Die von den Behörden vorgeschlagene Kalibrierung ist völlig verzerrt und führt damit die von «Basel III Final» beabsichtigte Risikosensitivität ad absurdum. Der 15%-Zuschlag für Kredite mit einer gängigen Belehnung zwischen 60% und 80% entspricht einer Erhöhung des Basler Risikogewichts um ein Drittel. Dies würde dazu führen, dass ein notabene *unbesicherter* Blankokredite an ein KMU (75%, mit Retail-Rabatt) mit einem vielfach höheren Risiko –

Belehnung	Basel «pur»	Schweiz	Zuschlag relativ
LTV < 50%	30%	30%	0%
50% < LTV < 60%	35%	35%	0%
60% < LTV < 80%	45%	60%	+33%
80% < LTV < 90%	60%	75%	+25%
90% < LTV < 100%	75%	85%	+13%
LTV > 100%	105%	110%	+5%

- relativ betrachtet – nur 25% mehr kostet als eine *besicherte* Hypothek auf einer vermieteten Wohnliegenschaft (60%). Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die Risikogewichtszuschläge in den nächsthöheren Belehnungsbändern jeweils abnehmen (nominal und relativ). Auch dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Risikosensitivität.
- Ungleiche Spiesse:** Die überhöhten Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften würden primär Banken mit einem Standardansatz zur Berechnung der erforderlichen Eigenmittel treffen; über den sogenannten Output Floor wären indirekt auch Banken mit internen Berechnungsmodellen betroffen. Damit hätte die gesamte Branche gegenüber ungleich regulierten Anbietern erhebliche zusätzliche Kapitalkosten zu tragen, was sich negativ auf die Kreditkonditionen auswirken würde. Die Wettbewerbsfähigkeit der Banken würde erheblich eingeschränkt und der Markt auch hiermit nicht stabiler.
- Realitätsferne Annahmen:** Die Höhe der Risikogewichtszuschläge hängt direkt vom Anteil regulatorisch nicht-tragbarer Kredite (gemessen am Gesamtbestand) ab. Dieser wird im Erläuterungsbericht mit 15% (über alle Liegenschaftstypen hinweg) ausgewiesen. Allerdings bleibt im Erläuterungsbericht völlig unklar, welche Tragbarkeitsdefinition dieser Zahl zugrunde liegt. Aufgrund der uns bekannten Faktenlage erachten wir die 15% nicht-tragbarer Kredite schlicht als falsch. Entgegen der gängigen Bankenpraxis haben die Behörden die Tragbarkeit auf Einzelobjekt- und nicht auf Portfoliostufe gerechnet. Damit wurden Mietzinsüberschüsse aus anderen Liegenschaften ausser Acht gelassen. Ebenfalls wurde der Anteil nicht-tragbarer Kredite im Wesentlichen nur mit Daten zum Neugeschäft ermittelt. Eine solche Betrachtung negiert den Gesamtbestand und die Tatsache, dass Kundinnen und Kunden fortlaufend Amortisationen leisten, womit sich Tragbarkeitsrisiken über die Zeit laufend verkleinern. Schliesslich erachten wir die von den Behörden verwendete Formel (Finanzierungskosten > 1/3 der Mietzinseinnahmen) und Parameter (z.B. Zuschlag von 3 Prozentpunkten auf den Referenzzinssatz) als zu statisch und zu rigid. Diese Einschätzung wird auch von den allermeisten Regulatoren weltweit geteilt, weshalb sich die relevanten Vergleichsfinanzplätze (z.B. EU und UK) für das Segment der vermieteten Wohnliegenschaften auf rein

qualitative Tragbarkeitsvorgaben beschränken. Lediglich Singapur kennt ähnlich strikte Anforderungen quantitativer Natur, jedoch herrschen im Stadtstaat mit seinem ausgeprägten sozialen Wohnungsbau fundamental andere Bedingungen als hierzulande.

**Wir beantragen, die Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften auf ein risikogerechtes Niveau zu senken. Insbesondere für Belehnungen zwischen 60% und 80% soll der Risikogewichtszuschlag 5% anstatt 15% betragen. Damit würde auch der Grundstein für eine überzeugende risikosensitive Zuschlagsfunktion gelegt.**

### **C.3 Vorsorgevermögen als anrechenbare Sicherheiten (E-ERV Art. 72a Abs. 3 sowie E-KreV-FINMA Art. 65 Abs. 1 Bst. h)**

«Basel III Final» schränkt das Spektrum anrechenbarer Sicherheiten gegenüber dem Status quo ein. Davon betroffen sind u.a. verpfändete Vorsorgevermögen, welche im Hypothekengeschäft der Schweizer Banken eine bedeutende Rolle (z.B. bei der indirekten Amortisation) einnehmen. Gemäss E-ERV werden insbesondere Vorsorgeguthaben bei bankfremden Stiftungen und Lebensversicherungspolice nicht mehr anrechenbar sein.

Grundsätzlich stellen die genannten verpfändeten Vorsorgevermögen werthaltige und etablierte Instrumente dar, was auch die nach wie vor zulässige Anrechnung derselben an die durch die Kreditnehmenden im Rahmen einer Hypothekarfinanzierung einzubringenden Mindesteigenmittel bestätigt. Die nun eingeschränkte Anrechenbarkeit dieser Sicherheiten im Rahmen der Eigenmittelunterlegung zielt demgegenüber auf «eine Vereinheitlichung der Berechnungsmodalitäten und letztlich besser vergleichbare Eigenmittellkennzahlen» (Erläuternder Bericht, S. 11). Allerdings stellen wir fest, dass «Basel III Final» (vgl. CRE 22) weiterhin zahlreiche zulässige Sicherheiten auflistet, nur sind diese für den Schweizer Finanzplatz und das Schweizer Hypothekengeschäft unbedeutend. Die Vermutung liegt deshalb nahe, dass die Liste zulässiger Sicherheiten nicht einfach einer sachlichen Analyse des BCBS entspringt, sondern auch politischen Charakter hat und insofern den Eigenheiten gewisser Jurisdiktionen besser Rechnung trägt als beispielsweise jenen der Schweiz. Mit Blick auf zukünftige Standards und auf allfällige Anpassungen des bestehenden Regelwerks erwarten wir deshalb von den Schweizer Behörden, dass sie sich im BCBS explizit auch für eine Berücksichtigung der schweizerischen Ausgangslage stark machen.

Gemäss QIS-Ergebnissen geht mit der Nicht-Anrechenbarkeit von Vorsorgeguthaben bei bankfremden Stiftungen und von Lebensversicherungen das Volumen zulässiger Sicherheiten unter «Basel III Final» um 28% zurück, was wiederum die RWA-Anforderungen um 0,3% (im Aggregat) bzw. um 2,2% («most affected bank») ansteigen lässt. Die Behörden haben mit Blick auf diese Zahlen eine Beibehaltung des regulatorischen Status quo ausgeschlossen, da ansonsten «ein grosser Teil des im Rahmen einer weitgehend konformen Umsetzung möglichen Spielraums hierfür verwendet worden wäre» (Erläuternder Bericht, S. 16). Allerdings fehlen weiterhin quantitative und belastbare Aussagen zum «Umfang» des verfügbaren Compliance-Spielraums. Hierzu erwarten wir von den Behörden Transparenz. Im Falle eines ausreichend grossen Compliance-Budgets ist auch im Rahmen der Eigenmittelunterlegung ein Festhalten am bisherigen Spektrum der anrechenbaren Sicherheiten angezeigt. Idealerweise sollen dabei die



entsprechenden Sicherheiten bereits bei der Bestimmung des Loan-to-Value («Netto-LTV») berücksichtigt werden können, womit indirekte Amortisationen direkten Amortisationen gleichgestellt würden.

**Wir beantragen folgende Anpassungen:**

**E-KreV-FINMA Art. 65 Abs. 1 Bst. h**

**«bei Krediten zur Finanzierung von selbstgenutzten Wohnliegenschaften: verpfändete Vorsorgevermögen nach Artikel 72f Absatz 2 ERV in bar oder in Form von Fonds oder Wertschriften bei**

**1. bankeigenen Vorsorgestiftungen oder**

**2. anderen Vorsorgeeinrichtungen, ~~die solche Barvermögen bei der kreditgebenden Bank als Einlagen halten.~~**

**sowie verpfändete Lebensversicherungen»**

**E-ERV Art. 72a Abs. 3**

**«Bei der Berechnung des Belehnungsgrades können risikomindernde Massnahmen, welche gemäss Art. 61 (E-ERV) anrechenbar sind werden ~~keine risikomindernden Massnahmen nach Artikel 61 berücksichtigt. Einzige Ausnahme sind verpfändete Kontoguthaben, die zum Netting nach Artikel 61 Absatz 1 Buchstabe a zugelassen sind und deren einziger Zweck die Rückzahlung des Kredits ist, berücksichtigt werden.»~~**

## **C.4 Vorrangige Forderungen (E-ERV Art. 72c Abs. 6)**

In Übereinstimmung mit den BCBS-Vorgaben muss bei nachrangigen Forderungen das jeweils anzuwendende Risikogewicht mit dem Faktor 1,25 multipliziert werden. Allerdings fehlt in der Vernehmlassungsvorlage eine eindeutige Definition der Begriffe «vor-» und «nachrangig». Klar ist, dass der Basler Standard den Multiplikator von 1,25 (vgl. CRE 20.76, Fussnote 32) nur im Zusammenhang mit von Banken gehaltenen «junior» und «senior liens» verwendet. Nach unserem Verständnis sollen damit Bankfinanzierungen im zweiten Rang (hinter einer anderen Bank im ersten Rang) weniger «lukrativ» werden, was wir grundsätzlich nachvollziehen können. Aus unserer Auslegung folgt aber auch, dass allfällige gesetzliche Sicherungspfandrechte (z.B. Baurechtszinsenspfandrecht und Bauhandwerkerpfandrecht), die eben gerade nicht auf eine Bank lauten, nicht als vorrangige Forderung im Sinne des Basler Standards qualifizieren, womit auch auf entsprechende Hypothekarkredite der «Nachrangigkeitsmultiplikator» keine Anwendung findet. Dies ist entweder in der ERV oder im Erläuterungsbericht zur finalen ERV klar festzuhalten. Eine derartige Regelung ist auch unter Materialitätsgesichtspunkten angemessen, lauten doch gesetzliche Sicherungspfandrechte in der Regel auf wenige tausend Schweizerfranken. Es kann

nicht sein, dass derartige Kleinstbeträge – in enger juristischer Auslegung des Zivilgesetzbuchs, ohne direkten Bezug zur Bankenregulierung – eine Bankfinanzierung RWA-mässig um den Faktor 1,25 verteuern.

**Wir beantragen beim SIF eine Klarstellung, dass gesetzliche Sicherungspfandrechte keinen Vorrang im Sinne des Basler Texts begründen, womit bei entsprechenden Hypothekarkrediten auf die Anwendung des Multiplikators von 1,25 (auf das Risikogewicht) verzichtet werden kann.**

## C.5 Mindestdeckung von Pfandbriefdarlehen (E-PfV Art. 14b Abs. 1)

Von der Erhöhung der nominalwertigen Mindestdeckung für Pfandbriefdarlehen von 110% auf 115% ist abzusehen. Die für den schweizerischen Pfandbrief geltenden gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften sind im internationalen Vergleich streng und adressieren die von den Behörden implizit vorgebrachten Risiken, die sich aufgrund knapper oder ungenügender Tragbarkeiten für die Pfandbriefinvestoren und die Pfandbriefinstitute ergeben könnten, bereits ausreichend.

Die konservative Konstruktion des schweizerischen Pfandbriefs macht die von den Behörden als kompensatorische Massnahme vorgeschlagene Erhöhung des nominalwertigen Mindestdeckungsgrads über «Basel III Final» hinaus daher obsolet. Ein Verzicht auf eine weitere Verschärfung ist auch für die Wahrung gleichlanger Spiesse entscheidend, da die Erhöhung des Mindestdeckungsgrads nur für schweizerische, nicht aber für ausländische Pfandbriefe gelten würde. Für eine detaillierte Begründung verweisen wir auf die jeweiligen Stellungnahmen von Pfandbriefbank und Pfandbriefzentrale, die wir ausdrücklich unterstützen.

**Wir beantragen folgende Anpassung:**

**E-PfV Art. 14b Abs. 1**

**«Der Nominalwert der Darlehensdeckung der Mitglieder muss jederzeit mindestens 110 ~~445~~ Prozent des Nominalwerts der Darlehen der Pfandbriefzentralen betragen.»**

## C.6 Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR (E-LiqV Anhang 5)

Risikogewichte von Hypothekarkrediten haben einen direkten Einfluss auf die NSFR-Anforderungen (Net Stable Funding Ratio), da sie in die Bestimmung der RSF-Gewichtungsfaktoren («Required Stable Funding») für Forderungen mit einer Restlaufzeit von einem Jahr oder mehr einfließen. Die nun vorgesehene Änderung dieser Risikogewichte und die Einführung des Whole-loan-Ansatzes unter «Basel III Final» führen zu signifikanten Erhöhungen der RSF-Anforderungen, welche zu neutralisieren sind. Diese negativen Auswirkungen werden in den BCBS-Vorschriften und in E-LiqV Anhang 5 nicht ausreichend berücksichtigt. Dies ist nicht hinnehmbar; umso mehr, als dass die (Pricing-relevanten) RSF-Mehrkosten vom Basler Ausschuss nie kommuniziert worden sind.



Wir erachten deshalb die rasche Durchführung einer belastbaren Regulierungsfolgenabschätzung zu den Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR als zwingend. Damit soll die Basis für allfällige korrigierende Eingriffe in der Schweiz (LiqV) oder auf Stufe Basler Ausschuss (NSFR-Standard) geschaffen werden.

**Wir beantragen die rasche Durchführung einer belastbaren Regulierungsfolgenabschätzung (RFA) – unter den in der NAG vertretenen Gross- und Retailbanken – zu den spezifischen Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR-Anforderungen («Required Stable Funding»).**

## **C.7 Verweise auf die Selbstregulierung in der KreV-FINMA (E-KreV-FINMA Art. 88 und 89)**

Mit «Basel III Final» sollen die beiden SBVg-Selbstregulierungen im Hypothekarbereich («Mindestanforderungen» und «Grundpfandrichtlinien») nicht mehr auf Stufe der bundesrätlichen ERV, sondern in der neuen KreV-FINMA verankert werden. Dies ist insofern sachlogisch, als nicht der Bundesrat, sondern der FINMA-Verwaltungsrat die Richtlinien als aufsichtsrechtlichen Mindeststandard anerkennt.

Nicht nachvollziehen können wir hingegen, weshalb die Selbstregulierungen in der KreV-FINMA jeweils mit einem statischen Datum versehen werden sollen (z.B. «Richtlinien der Schweizerischen Bankiervereinigung vom [Datum] für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite»). Ein solch statischer Verweis hätte zur Folge, dass jedes Mal, wenn eine Selbstregulierung überarbeitet würde, auch die entsprechende KreV-FINMA angepasst werden müsste. Dies würde auf FINMA-Seite zusätzlichen Verwaltungsaufwand generieren, was uns in Anbetracht des Umstands, dass die FINMA auf ihrer Website ohnehin immer die aktuellsten Fassungen der anerkannten Selbstregulierungen aufführt, unbegreiflich ist.

**Wir beantragen der FINMA, in Art. 88 und 89 der KreV-FINMA von einem statischen Verweis (mit «Datumsstempel») abzusehen und stattdessen auf «die jeweils von der FINMA genehmigten Richtlinien» hinzuweisen.**

## **C.8 Zusammenspiel zwischen SBVg-Selbstregulierung und FINMA-Vorgaben (E-ERV Art. 72b Abs. 7, Art. 72c Abs. 4 und Art. 72d Abs. 2)**

Sowohl zur vorsichtigen Bewertung (Art. 72b Abs. 7 E-ERV) als auch zur Tragbarkeit (Art. 72d Abs. 2 E-ERV) statuiert die E-ERV, dass «die FINMA (...) Vorgaben zu den internen Regelungen festlegen» kann. Auch hinsichtlich der durch die Kreditnehmenden einzubringenden Mindesteigenmittel sowie der Amortisationsfristen hält die E-ERV (Art. 72c Abs. 4) fest, dass «die FINMA die Minimalanforderungen konkretisieren kann».

Bei den genannten Punkten handelt es sich um bis anhin proprietäre Elemente der beiden SBVg-Selbstregulierungen. Zwar relativiert der Erläuternde Bericht insofern, als dass «im Vordergrund eine von der FINMA als Mindeststandard anerkannte Selbstregulierung» stünde bzw. die FINMA entsprechende

Vorgaben «nur subsidiär» festlege. Gleichwohl haben die neuen Formulierungen das Potenzial, das bisherige Zusammenspiel zwischen Selbstregulierung und FINMA-Vorgaben auszuhebeln. Die FINMA hat bereits heute ausreichende Möglichkeiten, auf die Ausgestaltung einer Selbstregulierung Einfluss zu nehmen, und das tut sie auch in der Praxis, z.B. vorgängig zur Anerkennung einer Selbstregulierung durch den FINMA-Verwaltungsrat. Die nun vorliegenden Delegationsnormen an die FINMA, wonach diese zusätzlich zur Selbstregulierung weitere Bestimmungen erlassen kann, stellen folglich das Instrument der Selbstregulierung grundsätzlich in Frage.

**Wir beantragen dem SIF, die entsprechenden Passagen in E-ERV Art. 72b Abs. 7, Art. 72c Abs. 4 und Art. 72d Abs. 2 ersatzlos zu streichen.**

## **D. Konzernanforderungen / «Too big to fail»**

### **D.1 Dividendenerträge von Tochtergesellschaften (E-LROV-FINMA Art. 24)**

Gruppeninterne Dividenden sollten auf Stufe Stammhaus nicht der Eigenmittelunterlegung für operationelle Risiken unterstehen. Vielmehr sollte die heutige Regelung des Standardansatzes, Dividenden von zu konsolidierenden Beteiligungen aussenvor zu lassen, beibehalten werden. Die entsprechende Ausnahme ist konform mit den BCBS Standards, die lediglich den Einbezug von Dividenden nicht zu konsolidierender Beteiligungen vorsehen.

Der Einbezug solcher sehr materiellen Dividenden in den Geschäftsindikator würde die Risikoaktiva und folglich die erforderlichen Eigenmittel für operationelle Risiken auf Stufe Stammhaus in beträchtlichem Masse erhöhen, selbst wenn die verzeichneten Verlustereignisse und somit auch der interne Verlustmultiplikator gering sind.

Die entsprechenden Ausführungen im Erläuternden Bericht («unangemessen hohe Reduktion der Mindesteigenmittel auf Stufe Einzelinstitut» bei den Grossbanken, S. 79) vermögen im Licht der folgenden Argumentation nicht zu überzeugen.

Die Situation der Schweizer G-SIB ist aufgrund der Auslagerung der systemrelevanten Funktionen in separate Tochtergesellschaften international nicht vergleichbar und rechtfertigt daher eine spezifische Schweizer Lösung im Einklang mit dem Basler Standard. Diese Institute sollten nicht zusätzlich dafür bestraft werden, dass sie die systemrelevanten Funktionen für eine bessere Abwicklung ausgegliedert haben, was bereits sehr hohe Kosten verursacht.

Aufgrund der unterschiedlichen nationalen Ansätze zum Schutz von systemrelevanten Funktionen kann nicht erwartet werden, dass diese Thematik international die gleiche Priorität genießt bzw. international einheitlich geregelt wird. Aufgrund der spezifischen Konzernstruktur entstehen Kapitalkosten auf Stufe Stammhaus durch den Einbezug von Dividendenerträgen aus zu konsolidierenden Beteiligungen. Dies wirkt sich wie eine zusätzliche «Steuer» auf der Rückführung von Konzerngewinnen an die Muttergesellschaft aus

und führt somit zu einem weniger effizienten Kapitaleinsatz innerhalb des Konzerns, was nicht im Sinne der Banken, deren Aktionären und des Regulators ist.

Konzeptionell führt die Berücksichtigung von Dividendenerträgen von Tochtergesellschaften zu Doppelzählungen innerhalb der Eigenmittelanforderungen für operationelle Risiken. Dabei ist zu berücksichtigen, dass die Dividendenzahlung dieser Tochtergesellschaften bereits durch die Erfassung der zugrundeliegenden Wertschöpfung (z.B. Zinsertrag) in die Eigenmittelunterlegung für die operationellen Risiken der Tochtergesellschaft Eingang findet. Darüber hinaus führt der Einbezug der Dividendenzahlung der Tochtergesellschaft in der Muttergesellschaft in deren Eigenmittelanforderungen für die operationellen Risiken zu einer zusätzlichen Eigenmittelunterlegung auf Stufe Muttergesellschaft. Sind sowohl Tochter- als auch Muttergesellschaft in der Schweiz domiziliert, wird somit ein und dieselbe Wertschöpfung in der Schweiz zweifach mit operationellem Risikokapital unterlegt.

Der Geschäftsindikator ist ein Annäherungsmass für die operationellen Risiken der Bank. Daraus ergibt sich, dass die einbezogenen Komponenten einen Bezug zur Grösse der operationellen Risiken haben müssen. Gruppeninterne Dividenden haben keinen wesentlichen Einfluss auf das operationelle Risiko der involvierten Parteien, da die Komplexität des Prozesses solcher Dividenden sehr überschaubar ist. Dividenden bei der vereinnahmenden Muttergesellschaft als Indikator für operationelle Risiken einzubeziehen, ist daher nicht risikoadäquat und nicht im Einklang mit den Grundprinzipien der Eigenmittelunterlegung gemäss Bankengesetz (Massgeblichkeit). Gruppeninterne Dividenden entstehen lediglich aufgrund der spezifischen Konzernstruktur zum Schutz von systemrelevanten Funktionen, weshalb eine Schweiz-spezifische Lösung erforderlich ist.

Auch ist zu berücksichtigen, dass die Muttergesellschaft in der heutigen Praxis ein «pass through»-Vehikel für gruppeninterne Dividendenzahlungen ist, da erhaltene Dividenden an die ultimative Muttergesellschaft weitergereicht werden. In jedem Fall sollte eine Verrechnung von erhaltener und gezahlter Dividende möglich sein, die allerdings aufgrund der zeitlichen Verzögerung zwischen Dividendenvereinnahmung und -zahlung die Eigenmittelkalkulation verkomplizieren würde.

**Wir beantragen, LROV Art. 24 Bst. d2 wie folgt zu ergänzen:**

**«... dem Dividendenertrag aus nicht zu konsolidierenden Beteiligungen, der Bestandteil des Beteiligungsertrags nach Anhang 1 Buchstabe B Ziffer 4.2 BankV ist. Sofern Banken in Übereinstimmung mit Art. 23 einen international anerkannten Rechnungslegungsstandard bei der Ermittlung des Geschäftsindikators verwenden, dürfen diese ebenfalls von der Regelung in Art. 24 Bst. d Nr. 2 Gebrauch machen.»**

## **D.2 Kreditäquivalente für Gegenparteikreditrisiken aus Derivatpositionen (E-KreV-FINMA Art. 153)**

Das FINMA-Rundschreiben 2017/7 («Kreditrisiken – Banken») hat bisher gruppeninterne Positionen von der CVA-Berechnung (Credit Valuation Adjustments) ausgenommen (Rz 492):

*«Banken können darauf verzichten, die CVA Risiken von gruppeninternen Positionen mit Eigenmitteln zu unterlegen.»*

Im aktuellen Entwurf der KreV-FINMA ist in Art. 153 jedoch nicht vorgesehen, dass Banken gruppeninterne Positionen von der CVA-Berechnung ausnehmen dürfen. Wir beantragen, dass diese Möglichkeit weiterhin besteht.

Die Verhältnisse haben sich seit der Einführung dieser Regelung im Jahr 2013, zunächst im FINMA-Rundschreiben 2008/19 (Rz 395) und jetzt im FINMA-RS 2017/7 (Rz 492), nicht geändert. Wir sehen daher keinen Grund dafür und auch keinen Nutzen darin, gruppeninterne Positionen unter «Basel III Final» in die CVA-Berechnung einzubeziehen.

Hinzu kommt, dass bei mehreren Instituten die bestehenden gruppeninternen Positionen wesentlich sind und wesentliche vertragliche Verpflichtungen darstellen. Die betreffenden Institute müssen die vertragliche Kontinuität sicherstellen, d.h. in der Lage sein, die im Rahmen der bestehenden Transaktionen vereinbarten Verpflichtungen und Risikomanagement-Aktivitäten für diese Positionen zu erfüllen.

Ferner ist die bestehende Regulierung im Sinne des Level Playing Field mit anderen wichtigen Finanzplätzen, wie der EU, fortzuführen. Nach der EU-Eigenkapitalverordnung (CRR Art. 382 Abs. 4 Bst. b) sind gruppeninterne Positionen vom CVA-Risiko ausgenommen, wenn die Positionen als gruppeninterne Transaktionen im Sinne von Art. 3 der Europäischen Marktinfrastrukturverordnung gelten oder, sofern die Gegenpartei in einem Drittland ansässig ist, die Regelungen des Drittlandes als gleichwertig angesehen werden.

**Wir beantragen, in KreV-FINMA Art. 153 Abs. 1 festzuhalten, dass zur Unterlegung von CVA-Risiken von gruppeninternen Positionen keine Mindesteigenmittel gehalten werden müssen.**

### **D.3 Sektorieller Output Floor für Schweizer Hypothekenpositionen (E-ERV Art. 77 Abs. 2)**

Zusätzlich zum «allgemeinen» Output Floor gemäss den Basler Mindeststandards (E-ERV Art. 45a Abs. 3) ist ein weiterer, vom Basler Ausschuss nicht vorgesehener sektorieller Output Floor bezüglich der Risikogewichtung von grundpfandgesicherten Forderungen mit Domizilland Schweiz geplant (E-ERV Art. 77 Abs. 2).

Dieser sektorielle Output Floor beträgt nach abgeschlossener Übergangsregelung im Jahr 2028 72,5% («Phasing-in», E-ERV Art. 148o), analog zum «allgemeinen» Output Floor, und ist anwendbar auf die entsprechenden Forderungen, die nach dem SA-BIZ risikogewichtet werden.

Laut dem Erläuternden Bericht sollen mit dieser Untergrenze die Auswirkungen der IRB-Risikogewichte begrenzt werden, die in einigen Fällen in den Augen der Behörden im Vergleich zum SA-BIZ-Ansatz unverhältnismässig niedrig ausfallen. Die Untergrenze soll modelltechnische Verzerrungen bei der Ermittlung der Kapitalquoten reduzieren und die Finanzmarktstabilität weiter erhöhen.

Bis zur Einführung des sektoriellen Output Floors begegnet die FINMA der nach ihrer Ansicht ungenügenden Eigenkapitalunterlegung von hypothekarisch gesicherten Krediten in der Schweiz mit sogenannten Multiplikatoren, um die Höhe der Mindesteigenmittel von Banken, die den IRB-Ansatz verwenden, individuell zu erhöhen. Der sektorielle Output Floor soll die oben erwähnten Mängel umfassend beheben und einheitliche Parameter für alle Banken in der Schweiz, die den IRB-Ansatz verwenden, festlegen.

Nebst der fehlenden Notwendigkeit für Compliance mit den Basler Standards weist der vorgeschlagene sektorielle Output Floor aus unserer Sicht konzeptionelle Mängel bzw. Begründungslücken auf. So ist beispielsweise unklar, inwiefern die beobachtbaren Verschiebungen in den Marktanteilen von IRB- bzw. SA-Banken tatsächlich auf die Ausgestaltung der IRB-Modelle zurückzuführen sind.

Sollten die Behörden den sektoriellen Output Floor trotzdem einführen, sind wir der Überzeugung, dass er lediglich in der rechtlichen Einheit zur Anwendung kommen sollte, in der die Schweizer Hypothekenforderungen verbucht sind. Für eine Bank mit konsolidierter Gruppenstruktur könnte der sektorielle Output Floor ansonsten zu einer doppelten Eigenmittelbelastung führen, insbesondere wenn der generelle Output Floor gemäss E-ERV Art. 45a Abs. 3 auf Gruppenstufe nicht bindend wirkt. Es ist daher nur folgerichtig, dass die entsprechenden Mindestkapitalanforderungen in derjenigen rechtlichen Einheit verbleiben, die auch die zugrundeliegenden Risiken einget. Damit soll verhindert werden, dass der sektorielle Output Floor zu unnötig höheren Kapitalanforderungen auf konsolidierter Stufe führt, was im Widerspruch zum Ziel der Schaffung gleicher Wettbewerbsbedingungen für Banken auf dem Schweizer Hypothekemarkt stehen würde. Im Sinne der internationalen Vergleichbarkeit und einem entsprechenden Level Playing Field stellt der allgemeine Output Floor (gemäss E-ERV Art. 45a Abs. 3) die vom BCBS geforderte RWA-Vergleichbarkeit auf konsolidierter Gruppenstruktur her.

**Wir beantragen, folgende Anpassung von E-ERV Art. 77 Abs. 2 vorzunehmen:**

**«2 Die FINMA stellt sicher, dass die Gesamtheit der nach Risiko gewichteten direkt und indirekt grundpfandgesicherten Positionen mit Grundpfand in der Schweiz, die unter Anwendung des IRB berechnet werden, mindestens 72,5 Prozent der entsprechenden nach dem SA-BIZ berechneten Gesamtheit beträgt. Diese Regelung findet lediglich auf Stufe Einzelinstitut sowie Finanzgruppe dieses Einzelinstituts Anwendung, in der die direkt und indirekt grundpfandgesicherten Positionen mit Grundpfand in der Schweiz verbucht sind.»**

**Ergänzung im Erläuterungsbericht:**

**«Die Regelung von Art. 77 Abs. 2 ist lediglich auf das Einzelinstitut sowie die Finanzgruppe dieses Einzelinstituts anzuwenden, in der die direkt und indirekt grundpfandgesicherten Positionen mit Grundpfand in der Schweiz verbucht sind. Damit wird ausgeschlossen, dass auf konsolidierter Stufe der Mutter- und Holdinggesellschaften eine doppelte Eigenmittelbelastung entstehen kann. Beispiel: Für die in den Schweizer Tochtergesellschaften erfassten Positionen ist die Regelung**

**nur auf Stufe der Schweizer Tochterbanken der beiden Grossbanken, nicht aber auf konsolidierter Stufe der Parent-Banken und Holdinggesellschaften anzuwenden.»**

## **E. Begriffsklärungen und Anwendungsfragen**

### **E.1 Exposure Class «Retail» / Lombardkredite (E-KreV-FINMA Art. 102)**

E-KreV-FINMA Art. 102 Abs. 4 sieht vor, dass die FINMA einer Bank gestatten kann, ihr gesamtes Lombardkreditportfolio der Positionsklasse «Retail» gemäss den Kriterien von CRE 30.21 zuzuordnen. Im Erläuterungsbericht wird weiter ausgeführt, dass die FINMA im Falle von «sehr grossen Lombardkrediten», auch wenn die Kriterien von CRE 30.21 erfüllt sind, entscheiden kann, dass solche Positionen stattdessen der Positionsklasse «Unternehmen» zuzuordnen sind.

Die Abstellung allein auf die Grösse erscheint uns als nicht risikoadäquat. Wir schlagen deshalb vor, die geeignet definierte Deckungskonzentration als zusätzliches Kriterium heranzuziehen. Sehr grosse Lombard-Positionen mit diversifizierter Deckung folgen denselben Underwriting- und Kontrollprozessen wie Standard Retail Lombardkredite und sollten dementsprechend auch weiterhin in der Positionsklasse «Retail» verbleiben.

**Wir beantragen folgende Anpassung im Erläuterungsbericht:**

**«Die FINMA kann es als angemessen erachten, dass sehr grosse Lombardkredite mit Deckungskonzentration nicht der Positionsklasse «Retail», sondern der Positionsklasse «Unternehmen» zugeordnet werden.»**

### **E.2 Instrumente mit Beteiligungscharakter für IRB-Banken (E-KreV-FINMA Art. 107)**

Der Verordnungsentwurf sieht eine schrittweise Einführung der Risikogewichtung im standardisierten Ansatz von 250% bzw. 400% über fünf Jahre vor. Während der Einführungsphase müssen IRB-Banken die jeweils höhere Gewichtung anwenden, entweder gemäss derzeitiger Anforderung (d.h. einfache Methode mit 300% bzw. 400% Gewichtung) oder das jeweils aktuelle «phased-in»-Risikogewicht der neuen Eigenmittelvorschriften. Dies entspricht der Regelung in BCBS CRE 90.2.

Demnach hätten IRB-Banken während der 5-jährigen Phase-in-Periode stets höhere Eigenmittelanforderungen als SA-Banken und müssten die jeweils höhere Anforderung erfüllen, mit zusätzlicher Komplexität in der Kalkulation und Offenlegung. Deshalb ist es für IRB-Banken bedeutsam, die vollen standardisierten Risikogewichte ab Tag 1 anwenden und auf ein Phase-in verzichten zu können.

Der BCBS Standard sieht diese Möglichkeit als Wahlrecht für den Regulator ausdrücklich vor (CRE 90.3). Diese nationale Option sollte ausgeübt werden.

**Wir beantragen, einen neuen Artikel in den Übergangsbestimmungen der ERV vorzusehen:**

**«IRB-Banken verwenden für die Risikogewichtung von Instrumenten mit Beteiligungscharakter die vollen standardisierten Risikogewichte, ohne Phase-in.»**

### **E.3 Minderheitsanteile in der konsolidierten Anrechnung (E-HBEV-FINMA Art. 32)**

Nach unserer Interpretation fällt die vorgesehene Behandlung der Anrechenbarkeit von Minderheitsanteilen restriktiver als die bisherige Regelung in FINMA-Rundschreiben 2013/1 («Anrechenbare Eigenmittel – Banken», Rz 37-40) aus. Dabei bleiben die zugrundeliegenden erforderlichen Eigenmittel, die höher ausfallen als jene nach den Basler Standards, unverändert. In diesem Kontext ist anzumerken, dass auch in der EU gemäss CRR Art. 84 Abs. 1 Bst. a), Art. 85 Abs. 1 Bst. a) sowie Art. 86 Abs. 1 Bst. a) weitere Komponenten der Eigenmittelanforderungen berücksichtigt werden.

Gemäss der heute geltenden Regelung dürfen Banken denjenigen Teil nicht anrechnen, der die (Gesamt-) Anforderungen an Eigenmitteln gemäss Art. 41 ERV übersteigt. Dieser Artikel (aktuell gültige Version) definiert die Zusammensetzung der (gesamthaft) erforderlichen Eigenmittel folgendermassen:

- Mindesteigenmittel: 8%
- Eigenmittelpuffer: 4,8% (für Banken der Kategorien 1 und 2)
- Antizyklischer Kapitalpuffer: 0% bis 2,5% (abhängig von SNB bzw. Bundesrat)
- Erweiterter antizyklischer Kapitalpuffer: bankspezifisch
- Zusätzliche Eigenmittel nach ERV Art. 45: bankspezifisch.

Die neu vorgeschlagene Regulierung gemäss E-HBEV-FINMA Art. 32 sieht demgegenüber vor, dass für die Berechnung der anrechenbaren Minderheitskapitalanteile auf konsolidierter Stufe die anteilmässigen Mindesteigenmittelanforderungen gemäss E-ERV Art. 42 Abs. 1 Bst. b zuzüglich eines Puffererfordernisses für CET1-Kapital (Common Equity Tier 1) in der Höhe von 2,5% der risikogewichteten Aktiven, d.h. insgesamt 10,5% (= 8% + 2,5%), zu berücksichtigen sind.

Die maximal anrechenbaren Minderheitskapitalanteile entsprechen dem tieferen Wert der Eigenmittelanforderungen:

- nach den lokal geltenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel und den Puffer von 2,5% des voll konsolidierten Unternehmens
- nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach E-ERV Art. 42 Abs. 1 Bst. b und den Puffer von 2,5%.



Infolgedessen sind wir der Meinung, dass:

- in E-HBEV-FINMA Art. 32 Abs. 1 nicht mehr auf die Mindesteigenmittelanforderungen, sondern in Abs. 2 auf die gesamten Eigenmittelanforderungen gemäss Art. 41 ERV verwiesen (und damit eine Redundanz mit Abs. 2 vermieden) werden soll
- und sich E-HBEV-FINMA Art. 32 Abs. 2 auf die gesamten Eigenmittelanforderungen gemäss E-ERV Art. 41, einschliesslich Abs. 2, beziehen soll. Dementsprechend sollten für eine systemrelevante Schweizer Bank die TBTF Going Concern-Anforderungen berücksichtigt werden, da ansonsten unterschiedliche regulatorische Kapitalanforderungen auf Einzel- und konsolidierter Ebene gelten könnten. Gäbe es beispielsweise Minderheitsaktionäre in einer systemrelevanten Schweizer Tochtergesellschaft, so wären die Minderheitsanteile nach dem Entwurf von Art. 32 nicht vollständig anrechenbar, da die Anerkennung als anrechenbare Eigenmittel auf 10,5% begrenzt wäre, während die Einzelinstitutsanforderungen für die Schweizer Tochtergesellschaft deutlich höher sind.

**Wir beantragen, den Wortlaut von E-HBEV-FINMA Art. 32 wie folgt anzupassen:**

**«Art. 32 E-HBEV-FINMA – Begrenzung in der konsolidierten Anrechnung:**

**1 Kapitalanteile von Minderheitsinvestoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV können nur in dem Umfang konsolidiert als Eigenmittel angerechnet werden, in dem sie in den voll konsolidierten Unternehmen anteilmässig der Erfüllung der Eigenmittelanforderungen nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV zuzüglich einer Pufferanforderung für hartes Kernkapital in der Höhe von 2,5 Prozent der nach Risiko gewichteten Positionen dienen.**

**2 Nicht an die konsolidierten Eigenmittel angerechnet werden Kapitalanteile von Investoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV, welche die für die voll konsolidierten Unternehmen geltenden Eigenmittelanforderungen übersteigen. Diese berechnen sich wie folgt, wobei der tiefere Wert entscheidend ist:**

- a. nach den lokal geltenden Gesamtanforderungen an die Eigenmittel Anforderungen an die Mindesteigenmittel und den Puffer nach Absatz 1 und den Puffer nach Absatz 1 des voll konsolidierten Unternehmens, im Falle von voll konsolidierten Unternehmen in der Schweiz vorbehaltlich der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels;**
- b. nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV und den Puffer nach Absatz 1 Gesamtanforderungen an die Eigenmittel nach Artikel 41 E-ERV, vorbehalten der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels.»**



## E.4 Leverage Ratio / Verwendung von Mittelwerten (E-OffV-FINMA)

Systemrelevante Banken sind bei der Offenlegung der Leverage Ratio (vgl. Zeile 71, Tabelle LR2) verpflichtet, Mittelwerte zu Securities Financing Transactions zu publizieren. Allerdings besteht laut den Bemerkungen zu Zeilen 28-31a folgende Option: *«Mit Zustimmung der FINMA können nicht international tätige systemrelevante Banken den Mittelwert auf Basis von Werten anderer Periodizität berechnen.»*

Es bleibt nun unklar, wer von dieser Option Gebrauch machen kann, denn die FINMA unterscheidet bekanntlich zwischen

- international tätigen systemrelevanten Banken (Credit Suisse, UBS)
- und inland-orientierten systemrelevanten Banken (PostFinance, Raiffeisen, Zürcher Kantonalbank).

**Deshalb beantragen wir eine Klarstellung, indem der Begriff «nicht international tätige systemrelevante Banken» mit «inland-orientierte systemrelevante Banken» ersetzt wird.**

## E.5 Operationelle Risiken / Kategorisierung der Ereignistypen (E-LROV-FINMA Art. 27 Abs. 1 Bst. a, Anhang 2)

Im neuen Anhang 2 wird das Ereignis «Informationssicherheit, Cyber-Attacken» (Subkategorie Stufe 2) sowohl der Verlustereigniskategorie (Stufe 1) «Interner Betrug» als auch derjenigen des «Externen Betrugs» zugewiesen. Aus unserer Sicht besteht hier Anpassungsbedarf.

In der Praxis ist die Typisierung der Täterschaft bei festgestellten Cyber-Attacken bei (in der Regel) unbekanntem Dritten zu verorten, also typischerweise unter externen Delikten positioniert. Gemäss unserem Verständnis zeichnen sich Cyber-Attacken dadurch aus, dass diese von extern erfolgen, den Perimeter überwinden und so in das interne Netzwerk eindringen. Dies kann auch unter Anwendung von «Vorleistungen», wie dem Überwinden physischer Perimeter, erfolgen.

Demgegenüber sind in der Kategorie «Interner Betrug» typischerweise der «Interne Hacker» oder der «Missbrauch durch privilegierte Berechtigte» zu positionieren. Zwecks klarer Zuweisung von Verlustereignissen würden wir es begrüßen, wenn «Interner Betrug» nicht mit Cyber-Risiken vermischt wird.

Zudem wird in der Kategorie «Geschäftsunterbrüche und Systemausfälle» (Stufe 1), Subkategorie «Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie» (Stufe 2) die Verfügbarkeit von Daten nicht explizit aufgeführt. Wir gehen davon aus, dass die Zugangsproblematik zu Daten, die aufgrund der Nicht-Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie entsteht, implizit eingeschlossen ist.

**Wir beantragen, die Subkategorie «Cyber-Attacken» abschliessend dem «Externen Betrug» zuzuweisen bzw. in der Subkategorie 2 unter internem Betrug die «Cyber-Attacken» mit «Interner Hacker» zu ersetzen.**

**Zusätzlich empfehlen wir, den Erläuterungsbericht wie folgt zu ergänzen:**

**«Unter die Subkategorie «Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie» fällt auch die Zugangsproblematik zu Daten, die aufgrund der Nicht-Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie entsteht.»**

## **E.6 Begriff des geschriebenen Kreditderivats (E-LROV Art. 2 Bst. d und Art. 15 Abs. 1)**

Wir begrüssen die Anpassungen der Begriffe des «Kreditderivats» und des «geschriebenen Kreditderivats» in E-LROV Art. 2 Bst. d und Art. 15 Abs. 1. Durch die Referenz auf die SA-CCR Risikokategorie «Kredit» in E-LROV Art. 2 Bst. d wird klargestellt, dass Derivate, deren primärer Risikofaktor nicht Kreditrisiko ist, von der Kategorisierung als Kreditderivat auszunehmen sind.

Ebenfalls begrüssen wir die Klärung in Art. 15 Abs. 1, dass nur solche Kreditderivate als «geschriebene Kreditderivate» zu betrachten sind, durch die die Bank Kreditschutz leistet. Wir verstehen diese überarbeitete Formulierung als Angleichung an die Vorgaben des Basler Mindeststandards in LEV 30.32 und gehen folglich davon aus, dass die Definition analog zu BCBS zu verstehen ist, d.h. der Begriff des geschriebenen Kreditderivats breit gefasst ist und neben Credit Default Swaps und Total Return Swaps auch Optionen inkludiert.

Wir sind jedoch der Ansicht, dass die Ausführungen im Erläuterungsbericht missverständlich sind und allenfalls zu einer zu breiten Interpretation des «geschriebenen Kreditderivats» führen könnten.

**Wir beantragen, den Erläuterungsbericht in Abschnitt 4.4.3 wie folgt zu ergänzen:**

**«Art. 2 Bst. d definiert den Begriff des Kreditderivats. Art. 15 Abs. 1 definiert den Begriff des geschriebenen Kreditderivats. Dieser ist breit gefasst und wurde inklusive möglicher anrechenbarer Absicherungen näher präzisiert (Art. 15 und 16). Im Speziellen sind für den Zweck von Art. 15 nur solche Kreditderivate als geschriebene Kreditderivate zu verstehen, durch welche die Bank effektiv Kreditschutz stellt. Dies umfasst neben Credit Default und Total Return Swaps auch Optionen, welche die Bank verpflichten, unter den im Optionskontrakt festgelegten Bedingungen Kreditschutz zu stellen.»**

## **E.7 Nicht gegen das Fremdwährungsrisiko abgesicherte Positionen gegenüber natürlichen Personen (E-ERV Art. 66a)**

Wenn bei Retailpositionen und durch Wohnliegenschaften gesicherten Positionen gegenüber natürlichen Personen die Kreditwährung von der Einkommenswährung des Kreditnehmers abweicht, ist bei einem ungesicherten Fremdwährungsrisiko das anwendbare Risikogewicht neu um die Hälfte zu erhöhen, «gedeckt» bei 150%. Positionen in Franken gegenüber KreditnehmerInnen mit Sitz in der Schweiz sind gemäss Erläuterndem Bericht vom Nachweis der Einkommensquelle ausgenommen.

Es ist nicht einzusehen, wieso diese Erleichterung bezüglich Nachweis der Einkommensquelle nicht auch für Positionen in anderen Währungsräumen Anwendung finden kann, was vor allem für international tätige Banken mit grösseren Immobilienportfolios im Ausland relevant ist.

Daher sind wir der Meinung, dass die Bestimmung zumindest auf durch Wohnliegenschaften gesicherte Positionen in anderen Währungsräumen ausgedehnt werden sollte, sofern ein angemessenes und im Vergleich mit schweizerischen Liegenschaften gleichwertiges Risikomanagement gemäss E-ERV Art. 72c Abs. 2 sichergestellt werden kann.

**Wir beantragen, den Erläuternden Bericht zu ERV Art. 66a wie folgt zu ergänzen:**

**«Für Positionen in Franken gegenüber Kreditnehmerinnen und Kreditnehmern mit Sitz in der Schweiz muss kein Nachweis der Einkommensquelle im Rahmen der Eigenmittelberechnung erbracht werden. Gleiches gilt für durch Wohnliegenschaften gesicherte Positionen in anderen Währungsräumen, sofern die Anforderungen in ERV Art. 72c Abs 2 erfüllt sind.»**

## **E.8 Wertpapierfinanzierungsgeschäfte / Engagement gegenüber der Gegenpartei (E-LROV-FINMA Art. 19)**

Das Engagement gegenüber der Gegenpartei sollte von der Berechnung des Gesamtengagements ausgeschlossen werden, wenn die drei Bedingungen gemäss E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 erfüllt sind. Das hätte unabhängig davon zu gelten, ob eine vertragliche Verrechnung nach E-KreV-FINMA Art. 76 zulässig ist oder nicht. Das Ergebnis wäre nämlich in beiden Fällen identisch, wenn das Netting-Set nur aus Transaktionen besteht, die auf Einzeltransaktionsebene eine Barforderung darstellen. Somit sollte E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 nicht nur für einzelne Transaktionen gemäß Art. 19 Abs. 2, sondern auch für Einzelgeschäfte nach Art. 19 Abs. 1 gelten.

Wir erläutern dies anhand des folgenden Beispiels: Es wurden zwei Wertpapierleihgeschäfte mit derselben Gegenpartei im Rahmen eines qualifizierten Master Netting Agreement (MNA) abgeschlossen, d.h. das vertragliche Netting gemäss E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 1 ist zulässig im Sinne von KreV-FINMA Art. 76.

# • Swiss Banking

- Bei Geschäft 1 leiht sich die Bank von der Gegenpartei eine Wertschrift (C) im Wert von 100 und muss der Gegenpartei eine Barsicherheit (E) von 110 stellen. In der Bilanz weist die Bank eine Forderung für die Rückgabe der Barsicherheit in Höhe von 110 aus.
- Bei Geschäft 2 leiht sich die Bank von der gleichen Gegenpartei wie bei Geschäft 1 eine andere Wertschrift im Wert von 200. Transaktion 2 wird mit einem Betrag von 210 bar besichert, was zu einer Forderung von 210 in der Bilanz führt.

Obwohl beide Transaktionen im Rahmen eines qualifizierten MNA durchgeführt werden, sind alle drei Bedingungen gemäss E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 erfüllt, da es sich bei den Transaktionen 1 und 2 effektiv um eigene Netting-Sets handelt. Dies ist der Fall, weil es in diesem Beispiel keine Transaktion (Wertpapierverleihgeschäft) gibt, die eine *bilanzielle Verbindlichkeit* im Rahmen des qualifizierten MNA schaffen würde:

- Bedingung (i): E<sub>i</sub> ist die Barforderung von 320 an die Gegenpartei (110 + 210 = 320);
- Bedingung (ii): Es findet keine anderweitige Verrechnung statt, weil beide Transaktionen eine Wertpapierleihe gegen Barsicherheit («securities borrowing against cash collateral») sind (s. Begründung oben);
- Bedingung (iii): Die zugehörige Barforderung ist nicht Gegenstand einer Verrechnung nach E-LROV-FINMA Art. 18 Abs. 2, weil es keine bilanzielle Barverbindlichkeit gibt, die mit den Barforderungen verrechnet werden kann, da keine Wertpapierverleihe («securities lending against cash collateral») besteht.

Würde E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 auch auf die Transaktionen 1 und 2 angewendet, obwohl beide Transaktionen Gegenstand eines qualifizierten MNA sind, würde das Gesamtengagement 320 betragen. Würde dagegen E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 1 Anwendung finden, so würde das Gesamtengagement 340 betragen, weil die Berechnung des Engagements gegenüber der Gegenpartei zu einem zusätzlichen Betrag von 20 [ $\max(0, (\sum E \text{ minus } \sum C)) = \max(0, (320 \text{ minus } 300)) = 20$ ] führen würde, der zu den zugrunde liegenden Bruttoaktiven von 320 hinzuzurechnen wäre. Da jedoch alle Kriterien gemäss E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 für die beiden Transaktionen erfüllt sind, müsste auch das Engagement gegenüber der Gegenpartei auf null gesetzt werden.

E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 sollte deshalb auch für Transaktionen gelten, die im Rahmen eines qualifizierten MNA ausgeführt werden, vorausgesetzt das Netting-Set besteht nur aus Transaktionen, die auf Einzeltransaktionsebene eine Barforderung darstellen. Am Beispiel von Wertpapierleih- und -verleihgeschäften würde dies implizieren, dass Art. 19 Abs. 3 nicht anwendbar wäre, wenn sowohl Wertpapierleihgeschäfte gegen Barsicherheiten (Barforderungen) als auch Wertpapierverleihgeschäfte gegen Barsicherheiten (Barverbindlichkeiten) durchgeführt werden. Hintergrund ist, dass unter diesen Umständen bei der Berechnung des Engagements gegenüber der Gegenpartei eine Verrechnung nach Art. 19 Abs. 3 Bst. b zwischen dem Wertpapierleihgeschäft und dem Wertpapierverleihgeschäft erfolgen würde und somit die Voraussetzungen nach Art. 19 Abs. 3 nicht erfüllt wären.

**Zusammenfassend beantragen wir folgende Änderung an E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3:**

**«Für einzelne Transaktionen darf das Engagement gegenüber der Gegenpartei auf der nach Absatz 2 berechnete Wert null gesetzt werden, wenn:**

- a. die Transaktion in einer Barforderung der Bank resultiert;**
- b. die Transaktion nicht anderweitig verrechnet wird; und**
- c. die mit dieser Transaktion verbundene Barforderung nicht nach Artikel 18 Absatz 2 verrechnet werden darf.»**

## **F. Zusätzliche Anliegen**

### **F.1 Leverage Ratio / Zentralbankguthaben**

Bekanntlich haben wir bereits in unserem Schreiben an das SIF (mit Kopie an die FINMA) vom 23. Februar 2021 unser Anliegen eingebracht, dass Zentralbankguthaben nicht Bestandteil des Gesamtengagements im Rahmen der Leverage Ratio bilden sollten. Die Behörden haben für eine Berücksichtigung im Rahmen von «Basel III Final» keine Hand geboten (Sitzung NAG vom 8. Juli 2021).

Die aktuelle Situation zeigt, wie stark die verlässliche Kapitalplanung aus komplett nachvollziehbaren Gründen beeinträchtigt wird. Banken, welche in solch turbulenten Märkten ihren Kunden die Möglichkeit geben, Guthaben befristet, sicher und liquide auf ihrer Bilanz zu platzieren und diese kurzfristigen Guthaben bei Zentralbanken parkieren, werden in Form eines höheren Gesamtengagements bestraft. Eine grundsätzlich risikomindernde Massnahme wird damit zum regulatorischen Problem. Aus einer allgemeinen regulierungs-politischen Optik sind zudem die widersprüchlichen Anreize zwischen Eigenkapitalregulierung (Leverage Ratio) und Liquiditätsregulierung (Liquidity Coverage Ratio, LCR) stossend, indem Zentralbankguthaben im einen Fall «bestraft», im anderen jedoch «gefördert» werden.

**Wir sind nach wie vor der Ansicht, dass hier Handlungsbedarf besteht, entweder im Hinblick auf die im Ausland (z.B. EU, UK, USA) gewählten Ansätze und/oder auf der Ebene der Basler Standards selbst. Entsprechend werden wir diesen Punkt mit den Behörden in einem separaten Prozess im Anschluss an diese Vernehmlassung wieder aufnehmen.**

### **F.2 Handelsfinanzierung (LiqV, Annex 5)**

Im weiteren Zusammenhang mit «Basel III Final» möchten wir auf einen zusätzlichen Punkt im Bereich der Liquiditätsregulierung aufmerksam machen: Die aktuelle Behandlung von Handelsfinanzierungen («Trade

Finance») wie im Speziellen auch von Rohstoffhandelsfinanzierungen («Commodity Trade Finance») im Rahmen der Net Stable Funding Ratio (NSFR) setzt die betroffenen schweizerischen Banken einem internationalen Wettbewerbsnachteil aus.

Während die Liquiditätsverordnung (LiqV) entsprechende Positionen mit 50% gewichtet (Anhang 5, Gewichtungsfaktoren der erforderlichen stabilen Finanzierung, RSF), sieht die EU beispielsweise eine Gewichtung von 10% und ab dem 28. Juni 2025 von voraussichtlich 15% vor (CRR, Art. 428v, «Trade finance on-balance-sheet related products with a residual maturity of less than six months»; CRR Art. 510).

Die EU-Umsetzung stellt zwar eine Abweichung vom Basler Liquiditätsstandard dar; allerdings hat der Basler Ausschuss den daraus resultierenden NSFR-Impact (0,98% «across the sample banks» bzw. 2,18% «for the most affected bank») in seinem im Juli 2022 erschienenen RCAP-Bericht als «non material» eingestuft, womit der Punkt zumindest für die Compliance der EU mit Basel («largely compliant») folgenlos blieb.

**Vor diesem Hintergrund beantragen wir, im Interesse gleichlanger Spiesse die Auswirkungen eines 10%-RSF-Faktors nochmals zu analysieren und, sollten sich die Auswirkungen (im Aggregat und bzgl. Ausreisser-Banken) in denselben Grössenordnungen bewegen, auch so in der LiqV umzusetzen.**

### F.3 Reporting der Liquidity Coverage Ratio (LiqV Art. 14 Abs. 6)

Gegenwärtig können ausländische Zweigniederlassungen unter gewissen Voraussetzungen durch die FINMA von der Erfüllung der Liquidity Coverage Ratio (LCR) befreit werden, wenn vergleichbare Angaben auf konsolidierter Basis veröffentlicht werden (LiqV Art. 14 Abs. 6).

Diese Regelung ist mit erheblichem administrativem Aufwand verbunden, sowohl für die Muttergesellschaft als auch für die Zweigniederlassung (Liquiditätsnachweis).

**Wir beantragen, zu prüfen, ob Zweigniederlassungen, deren Muttergesellschaft im Ausland einer mit den schweizerischen Verhältnissen vergleichbaren Aufsicht untersteht, grundsätzlich von der Erfüllung der LCR befreit werden können.**

## G. Implementierung von «Basel III Final»

### G.1 Institutsspezifische Pillar-1-Anforderungen

Mit der Umsetzung der finalen Standards von «Basel III» ist klar, wie die Kapitalanforderungen für die zu unterlegenden Risiken zu ermitteln sind. Die Begründung für sämtliche von der FINMA im Vorfeld von «Basel III Final» bzw. in der Vergangenheit eingeführten institutsspezifischen Säule-1-Anforderungen ist damit nicht mehr gegeben.

Zusätzlich dient der Output Floor wie auch der unter «Basel III Final» beabsichtigte sektorielle Floor für direkt und indirekt grundpfandgesicherte Positionen mit Grundpfand in der Schweiz als Untergrenze für modellbasierte Berechnungen.

**Wir beantragen, dass Ermessensspielräume der FINMA bezüglich institutsspezifischer Säule-1-Anforderungen, die im Vorgriff auf die endgültigen Regeln eingeführt wurden, vollständig aufgehoben werden.**

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Überlegungen für die weiteren Arbeiten. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
Schweizerische Bankiervereinigung

Jörg Gasser  
CEO

Oliver Buschan  
Mitglied der Geschäftsleitung

Umsetzung von Basel III final

Vernehmlassung zur Änderung der  
Eigenmittelverordnung für Banken und  
zur Anhörung der FINMA-Verordnungen  
vom 4. Juli 2022

UBS-Stellungnahme  
25. Oktober 2022



## Inhaltsverzeichnis

1.	Zusammenfassung .....	3
2.	Regulierungsfolgenabschätzung .....	5
3.	Kreditrisiken (KR).....	5
3.1.	Eliminierung von Multiplikatoren, welche in Antizipation von B3f eingeführt wurden. ....	5
4.	Marktrisiken (MR) .....	6
4.1.	Marktrisiken (FRTB) .....	6
4.2.	Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (E-MarV-FINMA Art. 19).....	7
4.3.	Maximierung von IMCC(C) vs IMCC (E-MarV-FINMA Art. 55, mit Verweis auf BCBS MAR 33).....	7
5.	Operationelle Risiken (OR) .....	8
5.1.	ILM=1 (E-ERV Art. 92d).....	8
5.2.	Ausnahme von Dividendenerträgen von Tochtergesellschaften aus dem Business Indikator der Parent Bank (E-LROV-FINMA Art. 24) .....	9
6.	Output Floor .....	11
6.1.	Gegenparteien ohne externes Rating E-ERV Art. 45a Abs. 3 und Art. 64 Abs. 5 .....	11
6.2.	Minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften (E-KreV-FINMA Art. 78 und 79 und Anhang 3, Ziffer 9) .....	12
6.3.	Sektoriieller Output Floor Schweizer Hypotheken (E-ERV Art. 45a Abs. 3, Art. 77 Abs. 2) .....	13
7.	UBS AG Einzelabschluss.....	13
7.1.	Kreditäquivalente für Gegenparteikreditrisiken aus Derivatpositionen (Intercompany CVA) (E-KreV-FINMA Art. 153).....	13
8.	Immobilien- und Hypothekarmarkt .....	14
9.	Anwendungsfragen .....	14
9.1.	(KR) Positionsklasse "Retail" – Lombardkredite (E-KreV-FINMA Art. 102) .....	14
9.2.	(KR) Phase-in der Risikogewichtung von Instrumenten mit Beteiligungscharakter für IRB-Banken .....	15
9.3.	(KR) Nicht gegen das Fremdwährungsrisiko abgesicherte Positionen gegenüber natürlichen Personen (E-ERV Art. 66a).....	15
9.4.	(KR) Ausnahme von der Sorgfaltsprüfung für die Verwendung von externen Ratings für interne Gegenparteien (E-ERV Art. 63a) .....	16
9.5.	(KR): Lombardkredite - Verwendung des umfassenden Ansatzes bei Verrechnungsvereinbarungen gemäss E-KreV-FINMA Art. 76 und 77 .....	16
9.6.	(OR): Kategorisierung der Ereignistypen (E-LROV-FINMA Art. 27 Abs. 1 Bst. a, Anhang 2).....	17
9.7.	(OR): Abgeschlossene Verlustereignisse (E-ERV Art. 93a Abs. 3 und 4; E-LROV-FINMA Art. 30)....	18
9.8.	(EM) Minderheitsanteile – Begrenzung in der konsolidierten Anrechnung (E-HBEV-FINMA Art. 32) .....	19
9.9.	(LRD) Wertpapierfinanzierungsgeschäfte – Engagement gegenüber der Gegenpartei (E-LROV-FINMA Art. 19) .....	20
9.10.	(LRD) Begriff des geschriebenen Kreditderivats (E-LROV-FINMA Art. 2 Bst. d und Art. 15 Abs. 1) .....	20
9.11.	(LRD) Exportfinanzierungsengagements (E-LROV Art. 5).....	21
9.12.	Weitere Anliegen .....	21

## 1. Zusammenfassung

Wir begrüßen das **transparente Vorgehen** des SIF und der FINMA, sowie die umfassende Diskussion der Umsetzungsvorschläge zur Basel 3 Finalisierung (B3f) im Rahmen der Nationalen Arbeitsgruppe. Es ist erfreulich, dass die Schweiz in vielen Bereichen die Basler Standards regelkonform umsetzen wird.

Es gibt jedoch Themenbereiche, bei denen die Schweiz von der international erwarteten Umsetzung wesentlich abweicht bzw. wo die geplante Umsetzung zum 1. Juli 2024 zu einem unverhältnismässigen Anstieg der Kapitalanforderungen führt. Solche relevanten **Abweichungen** oder Verschärfungen führen unvermeidlich zu einem substantiellen Wettbewerbsnachteil gegenüber den für die Schweizer Banken wesentlichen Finanzplätzen in der Europäischen Union (EU), dem Vereinigten Königreich (UK) und den Vereinigten Staaten Amerikas (USA).

Sollten die Vorschläge gemäss Anhörungsvorlage **ohne Anpassungen** umgesetzt werden, ist bei der B3f Einführung mit einem sofortigen RWA Anstieg zu rechnen. Ein insgesamt signifikanter RWA Anstieg würde trotz unverändertem Risikoprofil einen weiteren Aufbau von CET1 Kapital erforderlich machen und zu höheren Kapitalkosten führen. Zudem hätte ein solcher Anstieg bereits heute erhebliche Auswirkungen auf die strategische Ausrichtung und unsere einzelnen Geschäftsfelder. Für die UBS ist es deshalb wichtig, so rasch als möglich Planungssicherheit zu haben.

Für die Umsetzung von B3f sollte sich die Schweiz an **zentralen Prinzipien** orientieren. In zeitlicher und inhaltlicher Hinsicht sollten Anpassungen vorgenommen werden, sofern wettbewerbsrelevante Bestimmungen auf den anderen wichtigen Finanzplätzen zeitlich verzögert oder nicht vollständig umgesetzt werden (sog. «Geleitzugverfahren»). Weiter sollte der nationale Handlungsspielraum ausgenutzt und auf Verschärfungen («Swiss Finish») verzichtet werden. Zur Beurteilung der Vergleichbarkeit der Kapitalanforderungen mit anderen wesentlichen Finanzplätzen ist es deshalb unerlässlich, das Geleitzugverfahren konsequent zu beachten.

Bei den *Kreditrisiken* führt die unter B3f vorgesehene Einschränkung der Anwendung von Risikomodellen zu einem signifikanten Anstieg der Kapitalanforderungen. Die FINMA hat in Antizipation dieser Veränderung die Kapitalunterlegung von Kreditmodellen frühzeitig mittels eines **Multiplikators für bestimmte Kreditrisiken** verschärft. Zur Vermeidung eines Überschliessens der Kapitalanforderungen für Kreditrisiken ist eine Abschaffung des Multiplikators spätestens mit der Einführung von B3f zwingend erforderlich.

Bei der neuen modellbasierten Berechnung der *Marktrisiken* («**FRTB**») ist davon auszugehen, dass die Einführung auch im besten Fall zu einer signifikanten Erhöhung der Kapitalanforderungen für Marktrisiken führt. Die Schweiz sollte sich eng an der zeitlichen und inhaltlichen Implementierung in den wesentlichen Konkurrenzstandorten orientieren, da ansonsten zusätzlich höhere Umsetzungskosten sowie ein Wettbewerbsnachteil aufgrund einer frühzeitigen Einführung drohen. Dabei wird die Entwicklung in den USA eine besonders wichtige Rolle spielen, da mittlerweile internationale Kapitalmarktaktivitäten von US-Banken dominiert werden. Des Weiteren sind Banken in Europa gegenüber US-Banken aufgrund geringerer Möglichkeiten zur Verbriefung und direkter Finanzierung über den Kapitalmarkt strukturell benachteiligt.

*Die operationellen Risiken* müssen unter B3f neu nach einem Standardansatz (SA) berechnet werden, der sowohl eine rückwärtsgerichtete Verlustkomponente von 10 Jahren als auch eine Geschäftsindikatorkomponente von 3 Jahren umfasst. Betreffend der Verlustkomponente beantragen wir, dass die Schweiz analog zur EU und möglicherweise auch der UK und den USA die vom Basler Ausschuss für Bankenaufsicht («BCBS») vorgesehene nationale Option der **Neutralisierung der historischen Verluste** («**ILM=1**») ausübt, um die Vergleichbarkeit mit den für UBS relevanten Finanzplätzen sicherzustellen und um eine zu starke Gewichtung der nicht mehr repräsentativen Verluste der Vergangenheit zu vermeiden.

Auch ist bei den *operationellen Risiken* aus konzeptionellen Gründen die Berechnung des Geschäftsindikators für die UBS AG anzupassen. Gemäss aktueller Umsetzungsvorlage ergibt sich eine Doppelzählung indem bei

der UBS AG **konzerninterne Dividenden** der Tochtergesellschaften zu berücksichtigen sind, welche bereits davor in Form des zugrundeliegenden Einkommens bei diesen in die Berechnung des regulatorischen Kapitals einbezogen wurden. Mit dieser Regelung würde die Rückführung von Konzerngewinnen an die UBS AG mit einer erheblichen zusätzlichen «Steuer» belastet, was einen effizienten Kapitaleinsatz innerhalb des Konzerns und damit die Attraktivität der Schweiz als Holdingstandort gefährdet.

Die Anwendung von Modellansätzen wird zukünftig noch konsequenter durch einen *Output Floor* von 72.5 Prozent begrenzt, dessen Berechnung auf den Kapitalanforderungen entsprechend dem SA basiert. Die aktuell vorgesehene, sehr konservative Behandlung einiger SA Komponenten kann in Abhängigkeit des unmittelbaren RWA Anstiegs zum Einführungszeitpunkt spätestens nach der Übergangsperiode zu einem weiteren materiellen Anstieg führen.

Dies wird einerseits wesentlich verursacht durch die Anwendung einer nicht angemessenen 100 Prozent Risikogewichtung bei **regulierten Fonds** wegen des Fehlens eines externen Ratings, welches mangels Verschuldung und geringem Kreditrisiko von diesen für Finanzierungszwecke nicht benötigt wird. Andererseits betrachten wir die Forderung nach minimalen Sicherheitsabschlägen bei **Wertpapierfinanzierungsgeschäften**, welche bei tieferen als den minimal geforderten Sicherheitsabschlägen als unbesichert behandelt werden, als nicht angemessen. Die Schweiz sollte deshalb mit einer allfälligen Umsetzung zuwarten bis genügend Klarheit besteht, ob und wie diese Regeln in den anderen wesentlichen Finanzplätzen umgesetzt werden und sich in der Zwischenzeit an den entsprechenden Übergangsregimes der relevanten Finanzplätze orientieren.

Schliesslich widerspricht die zusätzliche Einführung eines **sektoriellen Output Floors** für Schweizer Hypothekenpositionen dem Basler Standard (Swiss Finish), welcher nur den allgemeinen Output Floor vorsieht. Für die UBS führt der sektorielle Output Floor zu einem weiteren Anstieg der Kapitalanforderung und kann zu einer weiteren, wettbewerbsverzerrenden Verschiebung von Marktanteilen hin zu Inlandbanken führen.

Die Schweiz plant die Regeln **früher als die grossen Finanzzentren EU, UK und USA** umzusetzen und einzuführen. Unseres Erachtens sollte die Verabschiedung und das Inkrafttreten entsprechend dem Geleitzugverfahren ähnlich wie im Fall der Einführung der NSFR zeitlich mit der Umsetzung und Einführung in diesen ausländischen Finanzzentren erfolgen, d.h. der Bundesrat sollte den Zeitpunkt des Inkrafttretens erst bestimmen, wenn genügend Klarheit besteht, wie und zu welchem Zeitpunkt diese Finanzzentren die B3f Regeln in Kraft setzen. Ansonsten drohen zusätzlich höhere Umsetzungskosten sowie allenfalls höhere Kapitalanforderungen.

Die **EU-Umsetzung** gewährt den EU-Banken erhebliche Erleichterungen mittels zeitlichen und inhaltlichen Abweichungen vom Basler Standard, sowie durch eine weitergehende Ausübung des nationalen Ermessensspielraums. Daraus resultieren signifikante Wettbewerbsvorteile für EU-Banken. Die Europäische Kommission will die Auswirkungen der Umsetzung von B3f auf die Kapitalunterlegung auf unter 10 Prozent begrenzen und bezieht sich dabei auf den Auftrag von Group of Central Bank Governors and Heads of Supervision («GHOs») («no significant impact») und des Rates der Mitgliedstaaten.

Weil die Schweiz bei der Ausarbeitung und Konsultation einen zeitlichen Vorsprung zu diesen Finanzzentren aufweist, ist es entscheidend, dass - soweit notwendig - auch nach Abschluss der Vernehmlassung Anpassungen an die neuen Schweizer Regeln erfolgen können. Beispielsweise sollten wesentliche Erkenntnisse aus **UK und USA**, welche erst Ende Jahr zu erwarten sind, in einer zusätzlichen Anhörung beurteilt und berücksichtigt werden können. Hierzu ist unsere Erwartung, dass der Bankensektor in einem transparenten Prozess konsultiert und einbezogen wird.

## 2. Regulierungsfolgenabschätzung

Wir begrüßen die Durchführung einer aussagekräftigen Regulierungsfolgenabschätzung («RFA») für dieses wichtige Vorhaben, und anerkennen die damit verbundene Komplexität. Die Berechnungen und Schlussfolgerungen können uns allerdings im vorliegenden Fall aufgrund methodischer Schwächen nicht überzeugen. Des Weiteren ist der Kalibrierungsmassstab der heute effektiv gehaltenen CET1 Levels nicht angebracht, da dieser die von den Banken freiwillig gehaltenen Puffer beinhaltet.

Aufgrund der Unsicherheiten und nur teilweise gegebenen Quantifizierbarkeit erachten wir die Aussagekraft der RFA als fraglich. Das Gutachten von Oliver Wyman im Anhang zum Bericht weist ebenfalls auf die methodischen Schwächen der RFA hin (Seite 82) und hält zusammenfassend fest, dass diese nur «mit gewissen Einschränkungen» eine «plausible Darstellung der Regulierungsfolgen» darstelle (Seite 81). Im Weiteren könne «die vorliegende RFA den Netto-Nutzen der vorgeschlagenen Regeln für das Primärziel ‘Stabilität des Bankensystems’ nur grob bzw. qualitativ beurteilen» (Seite 82).

Wir können die Berechnung des jährlichen Nettonutzens von CHF 60 Mio. für die B3f Umsetzung methodisch nicht unterstützen. Der Nettonutzen ergibt sich überwiegend aus dem geschätzten Nutzen der internationalen Standardkonformität (CHF 123 Mio.) und nicht aus der Vermeidung der Kosten einer Bankenrettung (CHF 20 Mio.), was dem ursprünglichen Ziel der Basel Regulierung entspräche. Wir stellen die Bedeutung der internationalen Standardkonformität nicht in Frage, aber wir erachten die Berechnung als methodisch zweifelhaft, da sie auch Banken berücksichtigt, die explizit angeben, «dass fehlende Compliance keine negativen Auswirkungen entfalten würde» (Seite 36).

Würden lediglich diejenigen Banken berücksichtigt, welche den Geschäftserfolg effektiv längerfristig in Gefahr sehen, reduziert sich der Nutzenbeitrag aus der Standardkonformität auf ca. CHF 44 Mio.<sup>1</sup>. Die Gesamtkosten von CHF 80 bis 90 Mio. würden unter diesen Annahmen den Gesamtnutzen von CHF 64 Mio. übertreffen, welcher sich aus den CHF 44 Mio. aus der Standardkonformität und den CHF 20 Mio. aus reduzierten Kosten einer Bankenrettung ergibt.

Eine Nutzenberechnung kann nicht nur auf die Einhaltung der Standardkonformität abstellen, um die gesamtwirtschaftlichen Vorteile der Konzeption von B3f zu begründen. Standardkonformität bedeutet nicht Wettbewerbsfähigkeit, wenn die relevanten Konkurrenzfinanzplätze von den BCBS Standards abweichen bzw. die nationalen Spielräume weitergehend ausnützen als die Schweiz.

Für die Wettbewerbsfähigkeit ist es zentral, dass das Geleitzugverfahren eingehalten wird, wenn in anderen wichtigen Finanzplätzen (insbesondere USA, EU, UK) B3f zeitlich verzögert oder nicht vollständig umgesetzt wird. Mit unseren nachfolgenden Anträgen zeigen wir auf, in welchen Bereichen dies besonders bedeutsam ist.

## 3. Kreditrisiken (KR)

### 3.1. Eliminierung von Multiplikatoren, welche in Antizipation von B3f eingeführt wurden.

Mit der Umsetzung von B3f ist klar, wie die Kapitalanforderungen für die zu unterlegenden Risiken zu ermitteln sind. Die Begründung für sämtliche von der FINMA im Vorfeld von B3f bzw. in der Vergangenheit eingeführten Multiplikatoren ist damit nicht mehr gegeben.

---

<sup>1</sup> 47% = CHF 123 Mio.; 1/6 von 47% = 35.5%; 35.5% \* 123 = CHF 43.6 Mio.

Zusätzlich dient der unter B3f neu einzuführende Output Floor als Untergrenze für modellbasierte Berechnungen. In der Konsequenz sollten Ermessensspielräume der FINMA, die im Vorgriff auf die endgültigen Regeln eingeführt wurden, aufgehoben werden.

Antrag:

Die FINMA-Multiplikatoren, welche im Vorgriff auf die B3f Regeln eingeführt wurden, werden per Inkrafttreten der B3f Verordnungen aufgehoben.

#### **4. Marktrisiken (MR)**

##### **4.1. Marktrisiken (FRTB)**

Eine konkurrenzfähige und international abgestimmte Implementierung von FRTB im Rahmen der Implementierung von B3f ist essenziell, damit die Schweiz als Standort für das internationale Geschäft der Grossbanken, welches von dieser Regelung hauptsächlich betroffen ist, wettbewerbsfähig bleibt.

Zentrale Aspekte der im Februar 2019 verabschiedeten FRTB-Regeln werden derzeit international intensiv zwischen Regulatoren und Banken diskutiert. Eine frühzeitige Einführung von FRTB in der Schweiz kann dazu führen, dass die in der Schweiz eingeführten Regeln von denjenigen in wichtigen Konkurrenzstandorten abweichen, da dort die konkrete nationale Umsetzung noch nicht feststeht.

Wenn zusätzlich noch technische Ausführungsbestimmungen der FINMA beabsichtigt sind, wie z. B. in E-ERV Art. 5 Abs. 4 erwähnt, müssen diese rechtzeitig vorliegen, um negative Auswirkungen nach der Einführung von B3f zu vermeiden.

Ein Beispiel dafür sind die Trilateral Equity Investments-in-Funds, welche kapitalmässig unter FRTB bestraft würden (siehe unten 4.2).

Wir gehen davon aus, dass die neue Berechnung selbst bei Annahme unserer Anträge zu einer signifikanten Erhöhung der Kapitalanforderungen führt. Wenn sich die Schweiz nicht eng mit den Konkurrenzstandorten abstimmt, droht ein Wettbewerbsnachteil aufgrund allfällig höherer Kapitalanforderungen.

Die EU-Kommission hat die Möglichkeit, die FRTB-Implementierung bis 2 Jahre (d.h. 2027) zu verschieben und gegebenenfalls anzupassen, sofern signifikante internationale Differenzen bestehen. In den USA besteht zurzeit noch keine Klarheit, ob und wann die Regeln umgesetzt werden.

Wo Erläuterungen in anderen Ländern zu gewissen Themen noch erwartet werden, kann eine frühzeitige Umsetzung für Schweizer G-SIBs zusätzliche IT und Kapitalkosten verursachen, wenn nach Einführung der Regeln in den Konkurrenzstandorten wieder Anpassungen in der Schweiz nötig werden, um Wettbewerbsnachteile zu vermeiden.

Entsprechend beantragen wir, die Implementierung von FRTB wie in der EU aufzuschieben und mit der Implementierung zuzuwarten, bis Klarheit über die Art und Weise der Umsetzung in den massgeblichen Vergleichsjurisdiktionen besteht und eine gründliche Überprüfung der Auswirkungen stattgefunden hat.

Antrag:

a) Ergänzung der Übergangsbestimmungen E-ERV:

E-ERV Art. 148s [neu]: «Art. 80 bis 88 der Eigenmittelverordnung (Änderungen vom [Datum]) und die entsprechenden Ausführungsbestimmungen der FINMA Verordnung (MarV-FINMA) werden erst umgesetzt, wenn Klarheit über den Zeitpunkt und den Grad der Umsetzung der B3f Marktrisiken in massgeblichen ausländischen Finanzplätzen besteht und eine gründliche Überprüfung stattgefunden hat.»

b) Klarstellung «Erläuternder Bericht zur Änderung der Eigenmittelverordnung des Eidgenössischen Finanzdepartements» («Erläuternder-Bericht-EFD») unter «3.4 Erläuterung zu einzelnen Bestimmungen»:  
«Die Schweiz wartet mit der Umsetzung der B3f Marktrisiken ab, bis international Klarheit besteht über den Zeitpunkt der Einführung und ein weiterer Rechtsvergleich der dann geplanten Umsetzung stattgefunden hat.»

#### **4.2. Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (E-MarV-FINMA Art. 19)**

Gemäss Art. 19 Abs. 2 E-MarV-FINMA sind Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen wie Aktien zu erfassen. Alternativ können sie in ihre Bestandteile aufgespalten und die einzelnen Bestandteile für die entsprechenden Risikokategorien erfasst werden. Banken bieten ihren Kunden häufig Produkte (z.B. Derivate) auf die Wertentwicklung bestimmter Fonds an und sichern diese Produkte anschliessend mit Positionen in den zugrundeliegenden Aktiva der jeweiligen Fonds ab. Es ist notwendig, eine angemessene Kalibrierung der Eigenkapitalanforderungen für Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen zu gewährleisten, um mögliche negative Auswirkungen auf die Verfügbarkeit von Anlagelösungen und die Marktliquidität zu vermeiden.

Die globale Bankenindustrie hat gegenüber dem BCBS gefordert, dass der Internal Model Approach («IMA») keine zwingenden «Look-Through»-Anforderungen enthalten sollte. Stattdessen sollte es den Banken erlaubt sein, den täglichen Nettoinventarwert (NAV) zu verwenden oder den Fonds als einen einzigen Risikofaktor zu berücksichtigen.

Der Standardansatz (SA) sollte flexibler gestaltet werden, so dass es den Banken gestattet ist, das von den Fonds veröffentlichte FRTB-Kapitalerfordernis pro Anteil zu verwenden, sofern diese Informationen verfügbar sind. Dieser Ansatz ist risikoorientierter als die Verwendung spezifischer Risikogewichte. Die Fonds oder andere unabhängige Dritte könnten freiwillig das prozentuale Kapitalerfordernis pro Anteil für die drei Komponenten des FRTB-SA veröffentlichen, das die Banken als Risikogewichte für ihre Positionen in diesen Fonds verwenden können.

Darüber hinaus ist die Branche der Ansicht, dass die Aggregationsmethodik für Fonds als Single-Equity-Ansatz angepasst werden sollte. Die risikogewichteten Positionen sollten bis zu einem gewissen Grad diversifiziert werden dürfen, so dass sie nicht nach den Spezifikationen für «other sector» (Bucket 11) behandelt werden müssen, wonach alle Positionen als «long» und zu 100 Prozent korreliert betrachtet werden.

Im Januar 2022 veröffentlichte die International Swaps and Derivatives Association («ISDA») ein «White Paper»<sup>2</sup>, das weitere Einzelheiten zu den wichtigsten Ergebnissen und Empfehlungen enthält.

Antrag:

Die Schweiz soll die Forderungen des White Papers (siehe Fussnote) vom Januar 2022 in Bezug auf die Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen in der regulatorischen Umsetzung berücksichtigen.

#### **4.3. Maximierung von IMCC(C) vs IMCC (E-MarV-FINMA Art. 55, mit Verweis auf BCBS MAR 33)**

Die Absicht von FRTB IMA war immer, die Diversifikation über Anlageklassen hinweg zu mildern. Dies wird erreicht, indem IMCC als gewichtete Summe aus uneingeschränktem Expected Shortfall («ES») und eingeschränktem ES definiert wird, nachdem das nicht eingeschränkte ES maximiert wurde. Wir glauben,

<sup>2</sup> <https://www.isda.org/2022/01/10/capitalization-of-equity-investments-in-funds-under-the-frtb/>

dass die nachfolgenden BCBS FAQ zu MAR 33 von der ursprünglichen Absicht abgewichen sind. CRR2 hat demgegenüber die ursprüngliche Absicht des BCBS-Textes beibehalten.

IMCC(C) ist eine wirtschaftliche Grösse. Es bezeichnet einen potenziellen finanziellen Verlust, den das Unternehmen erleiden kann, und somit können seine Treiber verstanden und erklärt werden. Wirtschaftliche Absicherungen («Hedging») sollten auf der Ebene einer wirtschaftlichen Grösse innerhalb einer juristischen Einheit erfolgen. Daher sollte die diversifizierte Metrik innerhalb einer juristischen Einheit im Mittelpunkt des internen Risikomanagements stehen.

Reduzierung der konzeptionellen Komplexität: Die Maximierung von IMCC(C) führt dazu, dass 6 Tail-Daten die Fensterauswahl («window selection») von IMCC bestimmen. Die Maximierung von IMCC hat zur Folge, dass bis zu 36 Tail-Daten die Fensterauswahl von IMCC bestimmen. Das Kommunizieren und Verstehen von Treibern der Fensterauswahl im Laufe der Zeit ist weitaus komplizierter bei der Maximierung von IMCC als bei der Maximierung von IMCC(C).

Antrag:

Klarstellung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.3.4 Marktrisiko-Modellansatz»:

«Für die 1-Jahr Stressberechnung wird IMCC(C) maximiert. Die BCBS FAQ1 zu BCBS MAR 33.5 wird nicht beachtet.»

## **5. Operationelle Risiken (OR)**

### **5.1. ILM=1 (E-ERV Art. 92d)**

Unter B3f wird das operationelle Risikokapital (OR SMA) als Produkt der Geschäftsindikatorkomponente («BIC», Ertrags- und Bilanzdaten) und des internen Verlustmultiplikators («Internal loss multiplier», «ILM»), der als standardisierter Skalierungsfaktor auf der Grundlage der durchschnittlichen Verlustgeschichte einer Bank fungiert, bestimmt. Der Basler Ausschuss überlässt es den einzelnen Ländern zu entscheiden, ob sie die Verlustkomponente neutralisieren, d.h. ILM=1 setzen wollen.

Operationelle Risiken beanspruchen einen signifikanten Anteil der Eigenmittel der Grossbanken, welcher für produktive Zwecke z.B. für die Kreditvergabe nicht mehr zur Verfügung steht. Nach derzeitiger Modell-Berechnung (AMA) weisen EU- und UK-Peers derzeit deutlich tiefere Eigenmittel für Operationelle Risiken in Prozent der gesamten Eigenmittel auf als Schweizer und US-Grossbanken<sup>3</sup>.

Die Berücksichtigung des Verlustmultiplikators (ILM  $\lt \gt$  1) führt dazu, dass das damit bestimmte operationelle Risikokapital auf historische Verluste und auf eine Vergangenheitsbetrachtung ausgerichtet ist. Die Aussagekraft der Berechnungen für zukünftige Risiken ist daher limitiert. Das Abstellen auf historische Verluste resultiert zudem in prozyklischen Auswirkungen, da zusätzlich zum Kapitalverlust aufgrund der Absorption von operationellen Verlusten auch ein langfristiger Anstieg der Kapitalanforderungen erfolgt, der über die nächsten 10 Jahre unverändert bleibt.

Die Neutralisierung der Verlustkomponente ist auch deshalb gerechtfertigt, weil die Grossbanken in den letzten Jahren signifikante Anpassungen an ihren Geschäftsmodellen und eine erhebliche Verstärkung ihrer Compliance vorgenommen haben, so dass eine rückwärts-orientierte Modellkalibrierung, welche diese Anpassungen nicht berücksichtigt, ein verzerrtes Bild ergibt.

---

<sup>3</sup> Gemäss publizierten Geschäftsberichten

Im Weiteren ist die Abschätzung der Auswirkungen der Verlustkomponente bei grösseren Instituten komplex und reduziert dadurch die Planungssicherheit. Auch wenn die Bank beispielsweise die unterliegenden Risiken adressiert und einen kompletten Ausstieg aus dem betroffenen Geschäft vollzogen hat, kann es noch Jahre dauern, bis alle Rechtsfälle abgeschlossen sind.

Im Entwurf des EU-Regelwerks werden die historischen Verluste neutralisiert (ILM=1). Es darf als sicher angenommen werden, dass dieser Entscheid nicht mehr umgestossen wird. Wir gehen davon aus, dass die UK und vermutlich auch die USA aus Wettbewerbsüberlegungen ebenfalls ILM=1 verwenden werden.

Für die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Finanzplatzes ist es schliesslich von wesentlicher Bedeutung, dass die in der Säule 1 festgelegten Kapitalanforderungen international vergleichbar sind.

Um ein angemessenes Eigenmittelniveau zu erhalten, beurteilen ausländischen Regulatoren die Kapitalanforderungen für operationelle Risiken aus einer Säule 1- und Säule 2-Perspektive gesamthaft, um bankindividuelle Bedingungen einerseits und Kritikpunkte am Konzept des Internal Loss Multipliers andererseits (wie z.B. die fehlende Ausrichtung auf zukünftige Risiken) zu adressieren.

Insgesamt sollte die Schweiz deshalb den nationalen Spielraum für den Ausschluss der historischen Verluste ebenfalls nutzen.

Antrag:

Die von BCBS vorgesehene nationale Option, den Internal Loss Multiplier auf 1 festzulegen (BCBS OPE25.11) ist auszuüben und deshalb E-ERV Art. 92d sowie als Folge die E-OffV-FINMA anzupassen:

E-ERV Art. 92d Absätze 1 bis 5: streichen.

E-ERV Art. 92d [neu]: «Der interne Verlustmultiplikator gemäss Anhang 5a bestehend aus Geschäftsindikator-komponente und Verlustkomponente (Loss Component, LC) wird auf eins gesetzt.»

E-OffV-FINMA, Anhang 2, Tabelle OR1,

Zweck: streichen des Satzes «Diese Angabe fliesst in die Berechnung der erforderlichen Eigenmittel für operationelle Risiken ein.»

Tabelle: streichen der Zeilen 11 und 12.

## **5.2. Ausnahme von Dividendenerträgen von Tochtergesellschaften aus dem Business Indikator der Parent Bank (E-LROV-FINMA Art. 24)**

Gruppeninterne Dividenden sollten auf Stufe Stammhaus nicht der Eigenmittelunterlegung für operationelle Risiken unterliegen. Die heutige Regelung des Standardansatzes, Dividenden von zu konsolidierenden Beteiligungen nicht zu berücksichtigen, hat sich bewährt und sollte deshalb beibehalten werden.

Die Ausnahme von Dividendenerträgen von zu konsolidierenden Gesellschaften ist konform mit den BCBS-Vorschriften, die lediglich den Einbezug von Dividenden nicht zu konsolidierender Beteiligungen vorsehen (BCBS OPE 10.2). Die BCBS-Vorschriften gelten grundsätzlich auf konsolidierter Ebene, eine explizite Erwähnung der Behandlung von Positionen, die auf Gruppenstufe durch die Konsolidierung eliminiert werden, ist aussergewöhnlich und legt den Schluss einer Anwendung auf Einzelinstitutsebene nahe.

Der Einbezug solcher sehr materiellen Dividenden in den Geschäftsindikator würde die Risikoaktiva der UBS AG und folglich die erforderlichen Eigenmittel für operationelle Risiken der UBS AG in beträchtlichem Masse erhöhen, selbst wenn die verzeichneten Verlustereignisse und somit auch der interne Verlustmultiplikator gering sind.



Die Situation der Schweizer G-SIBs ist aufgrund der Auslagerung der systemrelevanten Funktionen in separate Tochtergesellschaften international nicht vergleichbar und rechtfertigt daher eine spezifische Schweizer Lösung im Einklang mit dem Basler Standard. Die Schweizer G-SIBs sollten nicht dafür bestraft werden, dass sie die systemrelevanten Funktionen für eine bessere Abwicklung ausgegliedert haben, was bereits sehr hohe Kosten verursacht.

Aufgrund der unterschiedlichen nationalen Ansätze zum Schutz von systemrelevanten Funktionen kann nicht erwartet werden, dass dieser Sachverhalt international die gleiche Priorität genießt bzw. international einheitlich geregelt wird. Aufgrund der spezifischen Konzernstruktur entstehen G-SIBs Kapitalkosten auf Stufe Stammhaus durch den Einbezug von Dividendenerträgen aus zu konsolidierenden Beteiligungen. Dieser Einbezug wirkt sich aus wie eine zusätzliche «Steuer» auf der Rückführung von Konzerngewinnen an die Muttergesellschaft und gefährdet somit einen effizienten Kapitaleinsatz innerhalb des Konzerns, was nicht im Sinne der Banken, deren Aktionären und letztlich auch nicht des Regulators ist.

Konzeptionell führt die Berücksichtigung von Dividendenerträgen von Tochtergesellschaften zu Doppelzählungen innerhalb der Eigenmittelanforderungen für operationelle Risiken. Es ist zu berücksichtigen, dass die Dividendenzahlung dieser Tochtergesellschaften bereits durch die Erfassung der zugrundeliegenden Wertschöpfung (z.B. Zinsertrag) in die Eigenmittelunterlegung für die operationellen Risiken der Tochtergesellschaft Eingang findet. Darüber hinaus führt der Einbezug der Dividendenzahlung der Tochtergesellschaft in der Muttergesellschaft in deren Eigenmittelanforderungen für die operationellen Risiken zu einer zusätzlichen Eigenmittelunterlegung auf Stufe Muttergesellschaft. Sind – wie im Falle der UBS die UBS AG und UBS Switzerland AG – sowohl Tochter- als auch Muttergesellschaft in der Schweiz domiziliert, wird ein und dieselbe Wertschöpfung in der Schweiz zweifach mit operationellem Risikokapital unterlegt. Analog ergibt sich eine zweifache Unterlegung für die Bank bei Tochtergesellschaften im Ausland. Damit ergibt sich für die Bank ein Anreiz, die Dividendenzahlungen der Töchter tief zu halten, was jedoch anderen Interessen der Bank entgegensteht und letztlich auch nicht im Interesse des Regulators ist.

Der Geschäftsindikator ist ein Annäherungsmass für die operationellen Risiken der Bank. Daraus ergibt sich, dass die einbezogenen Komponenten einen Bezug zur Grösse der operationellen Risiken haben müssen. Die Erreichung eines regulatorischen Eigenmittelziels durch Einbezug der gruppeninternen Dividenden ist kein angemessenes Argument. Gruppeninterne Dividenden haben keinen wesentlichen Einfluss auf das operationelle Risiko der involvierten Parteien, da die Komplexität des Prozesses solcher Dividenden sehr überschaubar ist. Dividenden bei der vereinnahmenden Muttergesellschaft als Indikator für operationelle Risiken einzubeziehen, ist nicht risikoadäquat und erscheint deshalb nicht im Einklang mit den Grundprinzipien der Eigenmittelunterlegung gemäss Bankengesetz (Massgeblichkeit) und verletzt damit auch das Erfordernis der Verhältnismässigkeit.

Es ist zu berücksichtigen, dass die UBS AG in der heutigen Praxis ein «pass-through Vehikel» für gruppeninterne Dividendenzahlungen ist, da die erhaltenen Dividenden an die UBS Group AG als ultimative Muttergesellschaft weitergereicht werden. In jedem Fall sollte eine Verrechnung von erhaltener und gezahlter Dividende für die Eigenmittelanforderung für operationelle Risiken der UBS AG möglich sein, was allerdings aufgrund der zeitlichen Verzögerung zwischen Dividendenvereinnahmung und -zahlung die Eigenmittelkalkulation verkomplizieren würde.

Antrag:

Ergänzung E-LROV-FINMA Art. 24, Bst. d Ziff. 2:

«dem Dividendenertrag aus [neu: nicht zu konsolidierenden] Beteiligungen, der Bestandteil des Beteiligungsertrag nach Anhang 1 Buchstabe B Ziffer 4.2 BankV ist. Sofern Banken in Übereinstimmung mit Art. 23 einen international anerkannten Rechnungslegungsstandard bei der Ermittlung des Geschäftsindikators verwenden, dürfen diese ebenfalls von der Regelung in Art. 24 Bst. d Ziff. 2 Gebrauch machen.»

## **6. Output Floor**

### **6.1. Gegenparteien ohne externes Rating E-ERV Art. 45a Abs. 3 und Art. 64 Abs. 5**

Kreditrisikopositionen gegenüber Unternehmenskunden, einschliesslich Anlagefonds, welche kein externes Rating besitzen, müssen im Standard-Ansatz – der neu über den Output-Floor auch für Banken mit einem auf internen Ratings basierenden Ansatz für Kreditrisiken (Internal Ratings-based Approach) («IRB-Banken») relevant ist – mit 100 Prozent (respektive 85 Prozent im Fall von Unternehmen mit einem Jahresumsatz unter CHF 75 Mio.) risikogewichtet werden, auch wenn deren Kreditwürdigkeit als hoch eingestuft wird.

Die in der E-ERV vorgesehene Kapitalunterlegung entspräche insbesondere bei Transaktionen mit Anlagefonds und Pensionsfonds in keiner Weise dem zugrundeliegenden Risiko. Diese Fonds weisen typischerweise ein sehr geringes Ausfallsrisiko auf. Da sie jedoch in aller Regel keine Schuldinstrumente begeben, benötigen sie kein externes Rating und haben auch keine Anreize, sich ein solches zu beschaffen.

Wir erachten diesen Ansatz als zu konservativ, weil diese Kredite an Kunden mit tiefem Gegenparteirisiko, aber ohne externes Rating, damit signifikant höhere Kapitalanforderungen verursachen, als aufgrund ihres tatsächlichen Risikoprofils gerechtfertigt ist. Dies widerspricht der Zielsetzung einer risikogerechten Kapitalunterlegung gemäss B3f, die auch im Standard-Ansatz innerhalb gewisser Bandbreiten erfüllt sein sollte.

UBS hat Bankbeziehungen mit über 10'000 solcher Fonds. Die häufigsten Transaktionen sind Wertpapierschreibenleihgeschäfte, bei denen UBS in der Regel Wertpapiere über Nacht für Kunden ausleiht oder den eigenen Pool von Wertpapieren für die Liquiditätshaltung alimentiert. Alle Fonds weisen gemäss Einschätzung unserer Kreditrisikospezialisten mindestens ein internes Investment Grade Rating auf, die Mehrheit wird sogar mit dem höchsten Rating beurteilt.

Eine Risikogewicht von 100 Prozent für verwaltete Fonds ohne externes Rating würde daher die Kosten für die Wertpapierfinanzierung erheblich in die Höhe treiben und könnte die Marktliquidität für diese Wertpapiere reduzieren.

Der Umsetzungsvorschlag der EU sieht vor, dass IRB-Banken für Positionen gegenüber Unternehmen ohne externes Rating bis zum 31. Dezember 2032 ein präferenzielles Risikogewicht von 65 Prozent (anstelle von 100 Prozent) anwenden dürfen, wenn das Unternehmen eine Ausfallwahrscheinlichkeit von maximal 0,5 Prozent aufweist, was grundsätzlich einem internen Investment Grade Rating entspricht.

Die Schweiz sollte daher die Bestimmungen für den SA-Output-Floor von regulierten Anlagefonds und Pensionsfonds, welche über kein externes Rating verfügen, ebenfalls nicht einführen und abwarten, bis genügend Klarheit über die Umsetzung in der EU und der UK besteht bzw. bis eine Industrielösung für die Erstellung eines externen Ratings vorliegt, welches von den Regulatoren akzeptiert werden kann. In der Zwischenzeit sollte sich die Schweiz am Übergangsregime der EU und des UK orientieren.

Die Übergangsperiode sollte dazu genutzt werden, um international zwischen Finanzindustrie und Aufsichtsbehörden mögliche Lösungen für die Erstellung von externen Ratings zu evaluieren. Beispielsweise sollte die Verwendung von Konsensus-Kreditschätzungen von Ratingagenturen zulässig sein, welche die ECAI-Kriterien erfüllen und Risiko-Beurteilungen der Kreditanalysten von Firmen mit Finanzverbindlichkeiten mit den betreffenden Fonds zusammenfassen.

Antrag:

a) Ergänzung der Übergangsbestimmungen E-ERV:

E-ERV Art. 148t [neu]: «Für die Berechnung des Output-Floors gemäss E-ERV Art. 45a Abs. 3b kann eine Bank bis zum 31. Dezember 2032 für die Positionsklasse Unternehmen nach E-ERV Art. 63 Abs. 2 Bst. f ein präferenzielles Risikogewicht von 65 Prozent anwenden anstelle der Gewichte der Ratingklasse «ohne Rating».

b) Ergänzung Erläuternder-Bericht-EFD unter «5.4 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen» zu E-ERV Art. 45a Abs. 3:

«Die Kapitalunterlegung für den SA-Output-Floor von Pensions- und Anlagefonds, welche über kein externes Rating verfügen, wird nicht eingeführt, bis Klarheit über die Umsetzung in der EU und der UK besteht bzw. bis eine Industrielösung für die Erstellung eines externen Ratings besteht, welche von den Regulatoren akzeptiert wird. In der Zwischenzeit orientiert sich die Schweiz am Übergangsregime in der EU.»

## 6.2. Minimale Sicherheitsabschläge bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften (E-KreV-FINMA Art. 78 und 79 und Anhang 3, Ziffer 9)

Für nicht zentral abgewickelte Wertpapierfinanzierungsgeschäfte hat das FSB-Regelungen zu minimalen Abschlägen (Haircuts) erlassen, welche entweder über die Umsetzung der B3f Standards oder einer allgemeinen Marktregulierung erfolgen kann.

Die B3f Regeln sehen vor, dass spezifische Wertpapierfinanzierungsgeschäfte, die einen geringeren Haircut als den vorgesehenen minimalen Sicherheitsabschlag aufweisen, als vollständig unbesichert behandelt werden müssen. Dieser «Klippeneffekt», bei dem selbst vorhandene Deckungen ignoriert werden, führt für solche Positionen zu drastisch höheren Kapitalanforderungen.

Die gesamte internationale Bankenindustrie hat starke Bedenken gegenüber der vorgesehenen Umsetzung geäussert, was in den «Rückmeldungen zum letzten BCBS-Konsultationspapier «Minimum haircut floors for securities financing transactions»<sup>4</sup> reflektiert ist.

Die EU hat entschieden, diese FSB-Regelungen vorderhand nicht einzuführen. Zunächst möchte die EU-Kommission die Auswirkungen besser verstehen und plant hierzu der EBA/ESMA ein entsprechendes Analysemandat zu erteilen. Die Positionen von USA und UK hierzu sind noch nicht bekannt. Wir gehen aber davon aus, dass sich die UK dem EU-Vorgehen anschliessen wird.

Um die internationale Vergleichbarkeit bzw. Wettbewerbsneutralität zu gewährleisten, sollte auch die Schweiz von einer sofortigen Übernahme der Regulierung absehen und sich an der vorsichtigen Haltung der EU-Kommission orientieren («Geleitzugverfahren»). Dies mit dem expliziten Hinweis, eine entsprechende Regelung erst einzuführen, wenn die Regelung in der EU, UK und USA bekannt sind. Wir beantragen eine entsprechende Übergangsbestimmung.

Antrag:

Die internationalen Entwicklungen zu Minimalen Sicherheitsabschlägen bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften werden vor einer Umsetzung der B3f Regeln in der Schweiz abgewartet. E-KreV-FINMA Art. 78 und 79 sowie Anhang 3, Ziffer 9 werden vorerst nicht eingeführt.

<sup>4</sup> Januar 2021: <https://www.bis.org/bcbs/publ/d514.htm>

### **6.3. Sektorieller Output Floor Schweizer Hypotheken (E-ERV Art. 45a Abs. 3, Art. 77 Abs. 2)**

Zusätzlich zum Output-Floor gemäss B3f, wie in E-ERV Art. 45a Abs. 3 geregelt, ist ein weiterer, durch B3f nicht vorgesehener sektorieller Output-Floor bezüglich der Risikogewichtung von grundpfandgesicherten Forderungen mit Domizilland Schweiz vorgesehen (E-ERV Art. 77 Abs. 2).

Unseres Erachtens ist die im Erläuternder-Bericht-EFD (Ziff. 2.4) aufgeführte Begründung für die Einführung dieses «Swiss Finish» nicht überzeugend. IRB-Banken haben keinen Wettbewerbsvorteil gegenüber den Standardansatz-Banken, was durch die Entwicklung der Marktanteile nachgewiesen werden kann: Im Jahr 2008 hatten die beiden Grossbanken einen Marktanteil von 34 Prozent, welcher seither auf 27 Prozent gesunken ist, während im gleichen Zeitraum der Marktanteil von Raiffeisen von 14 auf 18 Prozent und derjenige der Kantonalbanken von 34 auf 38 Prozent gestiegen ist.

Zudem übersteuert der sektorielle Output-Floor die Risikodifferenzierung der bankspezifischen IRB-Modelle sowie den bestehenden bankinternen Kontrollrahmen und setzt dadurch Fehlanreize. Insbesondere müssen IRB-Banken für dasselbe Immobilienportfolio mehr Mittel - Eigenmittel und zusätzliche verlustabsorbierende Mittel - vorhalten als Nicht-IRB-Banken.

Sollten die Behörden den sektoriellen Output-Floor trotz den oben angebrachten Zweifeln einführen, sollte er lediglich in der rechtlichen Einheit zur Anwendung kommen, in welcher die Schweizer Hypothekenforderungen verbucht sind. Für eine Bank mit konsolidierter Gruppenstruktur könnte der sektorielle Output-Floor ansonsten zu einer doppelten Eigenmittelbelastung führen, insbesondere wenn der generelle Output-Floor gemäss E-ERV Art. 45a Abs. 3 auf Gruppenstufe nicht bindend wirkt. Im Sinne der internationalen Vergleichbarkeit und einem internationalen Level Playing Field stellt der allgemeine Output Floor gemäss E-ERV Art. 45a Abs. 3 bereits die vom Basler Komitee geforderte RWA-Vergleichbarkeit auf konsolidierter Gruppenstufe her.

Antrag:

E-ERV Art. 77 Abs. 2 ersatzlos streichen.

Subsidiärer Antrag:

a) Ergänzung E-ERV Art. 77 Abs. 2:

«Diese Regelung findet lediglich auf Stufe Einzelinstitut Anwendung, in der die direkt und indirekt grundpfandgesicherten Positionen mit Grundpfand in der Schweiz verbucht sind.»

b) Ergänzung Erläuternder-Bericht-EFD unter «2.4 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen»:

«Die Regelung von Art. 77 Abs. 2 ist lediglich auf das Einzelinstitut anzuwenden, in der die direkt und indirekt grundpfandgesicherten Positionen mit Grundpfand in der Schweiz verbucht sind. Damit wird ausgeschlossen, dass auf konsolidierter Stufe der Mutter- und Holdinggesellschaften eine doppelte Eigenmittelbelastung entstehen kann. Als Beispiel: die Regelung ist nur auf Stufe der Schweizer Tochterbanken der beiden Grossbanken, nicht aber auf konsolidierter Stufe der Parent-Banken und Holdinggesellschaften anzuwenden.»

## **7. UBS AG Einzelabschluss**

### **7.1. Kreditäquivalente für Gegenparteikreditrisiken aus Derivatpositionen (Intercompany CVA) (E-KreV-FINMA Art. 153)**

Das FINMA-Rundschreiben («RS») 2017/7 – Kreditrisiken Banken hat bisher gemäss Rz. 492 gruppeninterne Positionen von der CVA-Berechnung ausgenommen («Banken können darauf verzichten, die CVA-Risiken von

gruppeninternen Positionen mit Eigenmitteln zu unterlegen»). Im aktuellen Entwurf der E-KreV-FINMA ist in Art. 153 nicht vorgesehen, dass Banken gruppeninterne Positionen von der CVA-Berechnung ausnehmen dürfen.

Die Verhältnisse haben sich seit der Einführung dieser Regelung im Jahr 2013, zunächst im FINMA-RS 2008/19 Rz. 395 und jetzt im FINMA-RS 2017/7 Rz. 492, nicht geändert. Wir sehen daher keinen Grund und auch keinen Nutzen darin, gruppeninterne Positionen unter B3f in die CVA-Berechnung einzubeziehen.

Hinzu kommt, dass bei UBS die bestehenden gruppeninternen Positionen wesentlich sind und wesentliche vertragliche Verpflichtungen darstellen, deren vertragliche Kontinuität sichergestellt werden muss, d.h. UBS AG und UBS Switzerland AG müssen in der Lage sein, die im Rahmen der bestehenden Transaktionen vereinbarten Verpflichtungen und Risikomanagementaktivitäten für diese Positionen zu erfüllen.

Die bestehende Regulierung sollte auch im Sinne der Erhaltung des Level Playing Field mit anderen wichtigen Finanzplätzen, wie der EU, beibehalten werden. Nach der EU-Eigenkapitalverordnung (CRR, Art. 382 Abs. 4 Bst. b) sind gruppeninterne Positionen vom CVA-Risiko ausgenommen, wenn die Positionen als gruppeninterne Transaktionen im Sinne von Art. 3 der Europäischen Marktinfrastrukturverordnung gelten oder, sofern die Gegenpartei in einem Drittland ansässig ist und die Regelungen des Drittlandes als gleichwertig angesehen werden.

Antrag:

Ergänzung E-KreV-FINMA Art. 153 Abs. 1 mit einem Bst. c [neu]:

«Banken können darauf verzichten, die CVA-Risiken von gruppeninternen Positionen mit Eigenmitteln zu unterlegen.»

## **8. Immobilien- und Hypothekarmarkt**

In Bezug auf den Immobilien- und Hypothekarmarkt verweisen wir auf die folgenden Anträge der Schweizerischen Bankiervereinigung («SBA»), welche wir vollumfänglich unterstützen: Niederstwertprinzip und ursprünglicher Belehnungswert, Risikogewichte für vermietete Wohnliegenschaften, Vorsorgevermögen als anrechenbare Sicherheiten, Vorrangige Forderungen, Mindestdeckung von Pfandbriefdarlehen, Auswirkungen von «Basel III Final» auf die NSFR, Verweise auf die Selbstregulierung in der KreV-FINMA sowie Zusammenspiel zwischen SBA-Selbstregulierung und FINMA-Vorgaben.

## **9. Anwendungsfragen**

### **9.1. (KR) Positionsklasse «Retail» – Lombardkredite (E-KreV-FINMA Art. 102)**

E-KreV-FINMA Art. 102 Abs. 4 sieht vor, dass die FINMA einer Bank gestatten kann, ihr gesamtes Lombardkreditportfolio der Positionsklasse «Retail» zuzuordnen. Im Erläuterungsbericht zu «Finale Basel III Standards – FINMA-Verordnungen» der FINMA («FINMA-Erläuterungsbericht») wird ausgeführt, dass die FINMA im Fall von «sehr grossen Lombardkrediten» entscheiden kann, dass solche Positionen stattdessen der Positionsklasse «Unternehmen» zuzuordnen sind. Das Abstellen allein auf die Grösse erscheint uns jedoch nicht risikoadäquat. Wir schlagen deshalb vor, eine als geeignet definierte Deckungskonzentration als zusätzliches Kriterium heranzuziehen. Sehr grosse Lombard Positionen mit diversifizierter Deckung folgen denselben Underwriting- und Kontrollprozessen wie Standard Retail Lombard Kredite und sollten dementsprechend auch weiterhin in der Positionsklasse «Retail» verbleiben.

Antrag:

Anpassung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.2.10 IRB-Ansatz» (Seite 41):

«Auch bei Erfüllung der oben genannten Kriterien kann es die FINMA als angemessen erachten, dass sehr grosse Lombardkredite [neu: mit Deckungskonzentration] nicht der Positionsklasse Retail zugewiesen werden, sondern der Positionsklasse Unternehmen.»

### 9.2. (KR) Phase-in der Risikogewichtung von Instrumenten mit Beteiligungscharakter für IRB-Banken

Die E-ERV sieht eine schrittweise Einführung der Risikogewichtung von Instrumenten mit Beteiligungscharakter von 250 Prozent bzw. 400 Prozent über 5 Jahre vor (E-ERV Art. 148q).

IRB-Banken müssen während der Übergangsphase die höhere ihrer derzeitigen Anforderung (d.h. einfache Methode mit 300 bzw. 400 Prozent Gewichtung) und dem Phased-in Risikogewicht der neuen Eigenmittelvorschriften (Art. 77 Abs. 5 und BCBS CRE 90.2) anwenden.

Diese Phase-in Methode führt bei IRB-Banken zu unnötiger Komplexität in der Berechnung und Offenlegung der Eigenmittel. Darüber hinaus hätten die IRB-Banken während der Phase-in Periode stets höhere Eigenmittelanforderungen als SA-Banken. Wir sehen es daher als angezeigt, die neuen Risikogewichte ab Tag 1 vollumfänglich anzuwenden und auf eine Übergangsphase zu verzichten. Die BCBS-Vorschriften sehen diese Möglichkeit als Wahlrecht für den Regulator ausdrücklich vor (BCBS CRE 90.3).

Antrag:

E-ERV Art. 148q Abs. 3 [neu]:

«Absätze 1 und 2 gelten nicht für Banken, welche den IRB-Ansatz anwenden. Für diese gilt die Risikogewichtung nach Anhang 4 Ziff. 1.3 und 1.4 ohne Übergangsfrist.»

### 9.3. (KR) Nicht gegen das Fremdwährungsrisiko abgesicherte Positionen gegenüber natürlichen Personen (E-ERV Art. 66a)

Wenn bei Retailpositionen und durch Wohnliegenschaften gesicherten Positionen gegenüber natürlichen Personen die Kreditwährung von der Einkommenswährung des Kreditnehmers abweicht, ist bei einem ungesicherten Fremdwährungsrisiko das anwendbare Risikogewicht um die Hälfte zu erhöhen, gedeckelt bei 150 Prozent. Positionen in Franken gegenüber Kreditnehmern mit Sitz in der Schweiz sind gemäss Erläuternder-Bericht-EFD vom Nachweis der Einkommensquelle ausgenommen.

Es ist nicht einzusehen, warum diese Erleichterung bezüglich Nachweises der Einkommensquelle nicht auch für Positionen in anderen Währungsräumen Anwendung finden kann, was vor allem für international tätige Banken mit grösseren Immobilienportfolios im Ausland relevant ist.

Die Bestimmung sollte daher zumindest auf durch Wohnliegenschaften gesicherte Positionen in anderen Währungsräumen ausgedehnt werden, sofern ein angemessenes und im Vergleich mit schweizerischen Liegenschaften gleichwertiges Risikomanagement gemäss E-ERV Art. 72c Abs. 2 sichergestellt werden kann.

Antrag:

Ergänzung Erläuternder-Bericht-EFD unter «2.4 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen» zu E-ERV Art. 66a (Seite 38):

«Für Positionen in Franken gegenüber Kreditnehmerinnen und Kreditnehmern mit Sitz in der Schweiz muss kein Nachweis der Einkommensquelle im Rahmen der Eigenmittelberechnung erbracht werden. [neu: Das

Gleiche gilt für durch Wohnliegenschaften gesicherte Positionen in anderen Währungsräumen, sofern die Anforderungen gemäss E-ERV Art. 72c Abs. 2 erfüllt sind.]»

#### **9.4. (KR) Ausnahme von der Sorgfaltsprüfung für die Verwendung von externen Ratings für interne Gegenparteien (E-ERV Art. 63a)**

E-ERV Art. 63a verpflichtet Banken zur Sorgfaltsprüfung bei der Verwendung externer Ratings für Positionen gemäss E-ERV Art. 63 Abs. 2 Bst. c - h. Die Sorgfaltsprüfung darf nie zu einem gegenüber dem externen Rating tieferen Risikogewicht führen.

In E-KreV-FINMA Art. 84 wird die Sorgfaltsprüfung näher ausgeführt, darunter wird der Vergleich mit anderen verfügbaren Ratings zur Plausibilitätsprüfung der externen Ratings genannt.

Wir sind der Meinung, dass interne Gegenparteien von der Sorgfaltsprüfung ausgenommen werden sollten.

Grund ist, dass in Absprache mit der FINMA und zur Vermeidung von Interessenkonflikten, die zwangsläufig bei der Verwendung von internen Ratings aufkommen würden, für interne Gegenparteien der Standardansatz Verwendung findet. Aus dem gleichen Grund sollten interne Gegenparteien auch von der Sorgfaltsprüfung bezüglich der anwendbaren externen Ratings ausgenommen werden.

Antrag:

Ergänzung Erläuternder-Bericht-EFD unter «2.4 Erläuterung zu den einzelnen Bestimmungen» zu E-ERV Art. 63a:

«Neben unwesentlichen Positionen sind interne Gegenparteien ebenfalls von der Sorgfaltsprüfung auszunehmen.»

#### **9.5. (KR): Lombardkredite - Verwendung des umfassenden Ansatzes bei Verrechnungsvereinbarungen gemäss E-KreV-FINMA Art. 76 und 77**

In der E-KreV FINMA wurde die Methodik zur Anrechnung von Sicherheiten im umfassenden Ansatz bei Vorliegen einer anerkannten Verrechnungsvereinbarung risikosensitiver gestaltet, um Diversifikationseffekte zu berücksichtigen.

Gemäss E-KreV FINMA Art. 77 darf die überarbeitete Methodik dann Anwendung finden, wenn die Geschäfte einer anerkannten Verrechnungsvereinbarung unterliegen.

E-KreV FINMA Art. 76 Abs. 1 spezifiziert die Voraussetzungen für die Anerkennung von Verrechnungsvereinbarungen und beschränkt sich dabei explizit auf jene bilaterale Verrechnungsvereinbarungen, die Wertpapierfinanzierungsgeschäfte betreffen.

E-KreV FINMA Art. 2 Bst. a definiert den Begriff des Wertpapierfinanzierungsgeschäfts als Darlehens-, Repo- und repoähnliche Geschäfte mit Effekten.

Darlehensgeschäfte mit Effekten werden in E-KreV FINMA Art. 2 Bst. b als Wertpapierkredite mit regelmässigem Margenausgleich (Margin Lending) definiert.

Somit kann der Positionswert für Margin Lending Transaktionen, als Bestandteil der Wertpapierfinanzierungsgeschäfte, gemäss E-KreV FINMA Art. 77 nach der Berechnungsmethode in E-KreV FINMA Anhang 3 Ziffer 8 berechnet werden, sofern diese Darlehensgeschäfte einer anerkannten Verrechnungsvereinbarung nach E-KreV FINMA Art. 76 unterliegen.

Folglich profitieren Darlehensgeschäfte mit Effekten von dem Diversifizierungseffekt, auch wenn sonst keine weitere Verrechnung gegebener und erhaltener Sicherheiten stattfindet, gleichwohl das Netting-Set nur aus ausgegebenen Krediten (und dafür erhaltenden Sicherheiten) besteht. Dies wäre beispielsweise auch der Fall, wenn das Netting-Set nur aus Reverse Repos bestehen würde.

Lombardkredite sind in der Substanz auch Darlehensgeschäfte mit Effekten, die regelmässig bewertet werden und aufgrund der Mindestdeckungsanforderung einer Nachschusspflicht unterliegen.

Unseres Erachtens sollten deshalb auch für Lombardkredite Diversifizierungseffekte berücksichtigt werden können und die Ermittlung des Positionswerts nach E-KreV FINMA Art. 77 respektive der Berechnungsmethodik in E-KreV FINMA Anhang 3 Ziffer 8 möglich sein, sofern die Lombardkredite mit einem Korb von Sicherheiten besichert sind und einer Verrechnungsvereinbarung unterliegen, welche die Voraussetzungen nach E-KreV FINMA Art. 76 Abs. 1 erfüllt.

Antrag:

a) Ergänzung E-KreV-FINMA Art. 77:

«Die Berücksichtigung von Kreditrisikominderungen durch Verrechnungsvereinbarungen im umfassenden Ansatz richtet sich nach Anhang 3 Ziffer 8. [neu: Dies gilt auch für vertragliche Verrechnungsvereinbarungen, die andere Darlehensgeschäfte mit Effekten betreffen, die nicht Wertpapierfinanzierungsgeschäfte gemäss Art. 2a darstellen und die Voraussetzungen nach Art. 76 erfüllen..]»

b) Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.2.2.4 Umfassender Ansatz (Art. 70–80)», Seite 33:

«Eine weitere Anpassung des umfassenden Ansatzes bezieht sich auf die Methodik zur Anrechnung von Sicherheiten bei Vorliegen von Master-Netting-Vereinbarungen. Diese wurde risikosensitiver ausgestaltet. [neu: Dies gilt auch für Verrechnungsvereinbarungen die nicht Wertpapierfinanzierungsgeschäfte betreffen, sondern auch für andere Kredite, die mit einem Korb von Sicherheiten besichert sind und deren vertragliche Vereinbarungen eine Verrechnung vorsehen, welche die Bedingungen in Art. 76 E-KreV FINMA erfüllen, dies könnte beispielweise bei Lombardkrediten der Fall sein..]»

## 9.6. (OR): Kategorisierung der Ereignistypen (E-LROV-FINMA Art. 27 Abs. 1 Bst. a, Anhang 2)

Im neuen Anhang 2 wird das Ereignis «Informationssicherheit, Cyber-Attacken» (Subkategorie Stufe 2) sowohl der Verlustereigniskategorie (Stufe 1) «Interner Betrug» als auch derjenigen des «Externen Betrugs» zugewiesen. Aus unserer Sicht besteht hier Anpassungsbedarf.

In der Praxis ist die Typisierung der Täterschaft bei festgestellten Cyber-Attacken bei (in der Regel) unbekanntem Dritten zu verorten, sind also typischerweise als externe Delikte zu charakterisieren. Gemäss unserem Verständnis zeichnen sich Cyber-Attacken dadurch aus, dass sie von aussen erfolgen, den Perimeter überwinden und so in das interne Netzwerk eindringen. Dies kann auch unter Anwendung von «Vorleistungen», wie dem Überwinden physischer Perimeter, erfolgen.

Demgegenüber fallen unter die Kategorie «interner Betrug» typischerweise der «interne Hacker» oder der «Missbrauch durch privilegierte Berechtigte». Zwecks klarer Zuweisung von Verlustereignissen würden wir es begrüssen, wenn «Interner Betrug» nicht mit Cyberrisiken vermischt wird.

Zudem wird in der Kategorie «Geschäftsunterbrüche und Systemausfälle» in der Subkategorie «Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie» die Verfügbarkeit von Daten nicht explizit aufgeführt. Wir gehen davon aus, dass die Zugangsproblematik zu Daten, die aufgrund der Nicht-Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie entstehen, implizit eingeschlossen ist.



Antrag:

a) Anpassung E-LROV-FINMA, Anhang 2:

Unter der Verlustereigniskategorie „Interner Betrug“ wird unter „Subkategorien“ die Subkategorie „Informationssicherheit, Cyber-Attacken“ mit „Informationssicherheit, Interne Hacker“ ersetzt.

b) Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.5.4 Verlustkomponente»:

«Unter die Subkategorie «Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie» fällt auch implizit die Zugangsproblematik zu Daten, die aufgrund der Nicht-Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie entsteht.»

### 9.7. (OR): Abgeschlossene Verlustereignisse (E-ERV Art. 93a Abs. 3 und 4; E-LROV-FINMA Art. 30)

Sollte die Schweiz die Option zur Neutralisierung der Verlustgeschichte (ILM = 1) nicht ausüben, ist es zentral, dass wie nachfolgend ausgeführt Klarheit über die Definition von abgeschlossenen Verlustereignissen besteht. Dies ist in jedem Fall auch bedeutend für die Offenlegung.

Als generelle Bemerkung bezüglich Verlustausschlusskandidaten und gemäss verbalem Austausch mit FINMA gehen wir davon aus, dass die generelle Anwendungspraxis der B3f Standards nicht strenger ausfallen wird als die heutige Praxis unter dem AMA-Regime mit den definierten Verlust-Ausschlusskriterien. Wir sind überzeugt, dass eine individuelle Betrachtungsweise zwingend ist, da eine generelle Pauschalisierung mit unverrückbaren Grundkriterien nicht zielführend ist. Vor allem in Ausnahmesituationen und damit einhergehenden Verlusten treiben individuelle Aspekte den Verlust. Eine davon abweichende Anwendungspraxis würde besonders ins Gewicht fallen, wenn international die Verluste erst gar nicht in der Standardkalkulation berücksichtigt werden.

#### 9.7.1. Definition abgeschlossener Event

Der Erläuternder-Bericht-EFD erwähnt zu E-ERV Art. 93a, Abs. 4 abgeschlossene Rechtsfälle als ein Beispiel für Verlustereignisse, die ausgeschlossen werden können. E-LROV-FINMA Art. 30 besagt, dass für das Risikoprofil der Bank nicht mehr relevanten Verlustereignissen zugeordnete Verluste drei Jahre, nachdem der letzte Verlust verbucht wurde, von der Berechnung der Verlustkomponente ausgenommen werden können. Der FINMA-Erläuterungsbericht erwähnt, dass unter speziellen Umständen und mit Bewilligung der FINMA die dreijährige Zeitperiode ab einem früheren Zeitpunkt gelten kann. Gemäss diesen Erläuterungen können spezielle Umstände «beispielsweise entstehen, wenn sich aus einem Verlustereignis mehrere Rechtsstreitigkeiten ergeben und ab einem gewissen Zeitpunkt nur noch sehr wenige Rechtsstreitigkeiten nicht abgeschlossen sind, die im Vergleich zur Summe aller dem Verlustereignis zugeordneten Verluste immateriell sind».

Wir sind der Meinung, dass jedes Verlustereignis vor einem Ausschluss individuell analysiert werden sollte. Gerade bei grösseren Fällen kann es sein, dass ein Rechtsfall in den wesentlichen Teilen abgeschlossen ist, jedoch einzelne Anklagepunkte weitergezogen werden. Es scheint nicht zielführend, dass in solchen Fällen nicht das ganze Verlustereignis für einen Ausschluss zugelassen wird. Es ist auch denkbar, dass aufgrund der Abklärungen und der Einschätzung der Erfolgsaussichten durch externe Anwälte in einem Fall anstelle eines Vergleichs der Rechtsweg beschritten wird. Die mangelnde Möglichkeit für einen Ausschluss könnte in diesen Fällen dazu führen, dass Banken aufgrund kapitaltechnischer bzw. kalkulatorischer Überlegungen eine suboptimale Rechtsstrategie verfolgen.

Antrag:

Anpassung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.5.5.1 Zeitpunkt des Ausschlusses von Verlustereignissen» (Seite 76):

«Unter speziellen Umständen und mit Bewilligung der FINMA kann die dreijährige Zeitperiode ab einem früheren Zeitpunkt gelten. Spezielle Umstände können beispielsweise entstehen, wenn sich aus einem Verlustereignis mehrere Rechtsstreitigkeiten ergeben und ab einem gewissen Zeitpunkt nur noch sehr wenige Rechtsstreitigkeiten nicht abgeschlossen sind [streichen: die im Vergleich zur Summe aller dem Verlustereignis zugeordneten Verluste immateriell sind]. [neu: Jeder Ausschluss eines Verlustereignisses wird individuell beurteilt, zum Beispiel selbst wenn ein Fall weitergezogen wird oder Teilaspekte eines Rechtsfalls noch nicht abgeschlossen sind, sollte trotzdem eine Ausschlussgenehmigung des betroffenen Verlustes möglich sein, um unnötige Wettbewerbsverzerrungen bezüglich einem effektivem und (zumindest teilweise) vorausschauendem Risikoprofil zu vermeiden.]»

### 9.7.2. Bemessungsgrundlage

Die Bank kann ein Verlustereignis von mehr als 10 Prozent des durchschnittlichen jährlichen Verlusts der Bank frühestens nach 3 Jahren von der Berechnung der Verlustkomponente ausschliessen, wenn dieses für das Risikoprofil der Bank nicht mehr relevant ist. Das Kriterium «10 Prozent» bezieht sich auf den durchschnittlichen jährlichen Verlust (E-ERV Art. 93a, Abs. 3). BCBS OPE25.32 sprechen auch von «of the bank's average losses».

Antrag:

Ergänzung Erläuternder-Bericht-EFD unter «4.4. Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen» zu Art. 93a, Abs. 3 (Seite 83):

«Die Bank kann ein Verlustereignis von mehr als 10 Prozent des [neu: für die Verlustberechnung relevanten] durchschnittlichen jährlichen Verlusts der Bank frühestens nach 3 Jahren von der Berechnung der Verlustkomponente ausschliessen, ...»

### 9.8. (EM<sup>5</sup>) Minderheitsanteile – Begrenzung in der konsolidierten Anrechnung (E-HBEV-FINMA Art. 32)

Die vorgesehene Behandlung der Anrechenbarkeit von Minderheitsanteilen fällt restriktiver aus als die heute gültige, obwohl die zugrundeliegenden erforderlichen Eigenmittel, die höher ausfallen als jene nach den Basler Standards, unverändert bleiben. Besonders hervorzuheben ist die unzureichende Berücksichtigung des in E-ERV Art. 41 geregelten höheren Eigenmittelpuffers für Banken der Kategorie 1 und 2. Daher sollte aus unserer Sicht die E-HBEV-FINMA Art. 32 Abs. 1 dahingehend geändert werden, dass nicht mehr auf die Mindesteigenmittelanforderungen, sondern in Abs. 2 auf die gesamten Eigenmittelanforderungen gemäss E-ERV Art. 41 verwiesen wird.

Antrag:

Anpassung E-HBEV-FINMA Art. 32:

<sup>1</sup> Kapitalanteile von Minderheitsinvestoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV können nur in dem Umfang konsolidiert als Eigenmittel angerechnet werden, in dem sie in den voll konsolidierten Unternehmen anteilmässig der Erfüllung der Eigenmittelanforderungen [streichen: nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV]

<sup>5</sup> Eigenmittel (EM)

zuzüglich einer Pufferanforderung für hartes Kernkapital in der Höhe von 2,5 Prozent der nach Risiko gewichteten Positionen] dienen.

<sup>2</sup> Nicht an die konsolidierten Eigenmittel angerechnet werden Kapitalanteile von Investoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV, welche die für die voll konsolidierten Unternehmen geltenden Eigenmittelanforderungen übersteigen. Diese berechnen sich wie folgt, wobei der tiefere Wert entscheidend ist:

a. nach den lokal geltenden [neu: Gesamtanforderungen an die Eigenmittel] [streichen: Anforderungen an die Mindesteigenmittel und den Puffer nach Absatz 1 und den Puffer nach Absatz 1] des voll konsolidierten Unternehmens, [neu: im Falle von voll konsolidierten Unternehmen in der Schweiz vorbehaltlich der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels E-ERV];

b. nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden [streichen: Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV und den Puffer nach Absatz 1] [neu: Gesamtanforderungen an die Eigenmittel nach Artikel 41 E-ERV, vorbehalten der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels E-ERV.]

#### 9.9. (LRD) Wertpapierfinanzierungsgeschäfte – Engagement gegenüber der Gegenpartei (E-LROV-FINMA Art. 19)

Das Engagement gegenüber der Gegenpartei soll von der Berechnung des Gesamtengagements ausgeschlossen werden können, wenn die drei Bedingungen gemäss E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 erfüllt sind. Das sollte unabhängig davon gelten, ob eine vertragliche Verrechnung nach E-KreV-FINMA Art. 76 zulässig ist oder nicht, wenn das Netting-Set nur aus Transaktionen besteht, die zu einer Barforderung führen. Somit sollte E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3 nicht nur für einzelne Transaktionen gemäß E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 2, sondern auch für Einzelgeschäfte nach E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 1 gelten.

Am Beispiel von Wertpapierleih- und -verleihgeschäften würde dies implizieren, dass Art. 19 Abs. 3 nicht anwendbar wäre, wenn sowohl Wertpapierleihgeschäfte gegen Barsicherheiten (Barforderungen) als auch Wertpapierverleihgeschäfte gegen Barsicherheiten (Barverbindlichkeiten) durchgeführt werden. Hintergrund ist, dass unter diesen Umständen bei der Berechnung des Engagements gegenüber der Gegenpartei eine Verrechnung nach Art. 19 Abs. 3 Bst. b zwischen dem Wertpapierleihgeschäft und dem Wertpapierverleihgeschäft erfolgen würde und somit die Voraussetzungen nach Art. 19 Abs. 3 nicht erfüllt wären.

Antrag:

Anpassung E-LROV-FINMA Art. 19 Abs. 3:

«Für einzelne Transaktionen darf [neu: das Engagement gegenüber der Gegenpartei] [Streichen: der nach Absatz 2 berechnete Wert] auf null gesetzt werden, wenn:

...»

#### 9.10. (LRD) Begriff des geschriebenen Kreditderivats (E-LROV-FINMA Art. 2 Bst. d und Art. 15 Abs. 1)

Wir begrüssen die Anpassungen der Begriffe des «Kreditderivats» und des «geschriebenen Kreditderivats» in E-LROV-FINMA Art. 2 Bst. d und Art. 15 Abs. 1. Durch die Referenzierung auf die SA-CCR Risikokategorie «Kredit» in E-LROV-FINMA Art. 2 Bst. d wird klargestellt, dass Derivate, deren primärer Risikofaktor nicht das Kreditrisiko ist, von der Kategorisierung als Kreditderivat auszunehmen sind.

Darüber hinaus begrüßen wir die Klärung in E-LROV-FINMA Art. 15 Abs. 1, dass nur solche Kreditderivate als «geschriebene Kreditderivate» zu betrachten sind, durch welche die Bank Kreditschutz leistet. Wir verstehen diese überarbeitete Formulierung als Angleichung an die Vorgaben des Basler Mindeststandards in LEV 30.32 und gehen folglich davon aus, dass die Definition analog zu BCBS zu verstehen ist, d.h. der Begriff des geschriebenen Kreditderivats ist breit gefasst und beinhaltet neben Credit Default und Total Return Swaps auch Optionen. Die Ausführungen im FINMA-Erläuterungsbericht sind u.E. jedoch missverständlich und könnten allenfalls zu einer zu breiten Interpretation des «geschriebenen Kreditderivats» führen.

Antrag:

Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.4.3 Derivate»:

«Art. 2 Bst. d definiert den Begriff des Kreditderivats. Art. 15 Abs. 1 definiert den Begriff des geschriebenen Kreditderivats. Der Begriff des geschriebenen Kreditderivats ist breit gefasst und wurde inklusive möglicher anrechenbarer Absicherungen näher präzisiert (Art. 15 und 16). Im Speziellen sind für den Zweck des Art. 15 nur solche Kreditderivate als geschriebene Kreditderivate zu verstehen, durch welche die Bank effektiv Kreditschutz stellt. Dies umfasst neben Credit Default und Total Return Swaps auch Optionen, welche die Bank verpflichten, unter den im Optionskontrakt festgelegten Bedingungen Kreditschutz zu stellen».

#### **9.11. (LRD) Exportfinanzierungsengagements (E-LROV Art. 5)**

In der EU sieht CRR Art. 429a (1) (f) eine Ausnahmeregelung für die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten vor, sofern diese von einem anerkannten Garantiegeber besichert werden und infolge der Absicherung nach den Regeln des Standardansatzes ein Risikogewicht von 0 Prozent für den abgesicherten Betrag anzuwenden wäre. Wir beantragen die Einführung einer ähnlichen Ausnahmeregelung in der LROV.

Antrag:

Ergänzung E-LROV-FINMA Art. 5 um Bst. d [neu]:

Für die Berechnung des Gesamtengagements müssen nicht berücksichtigt werden:

...

« d. die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten, für welche eine Garantie von einem anerkannten Anbieter von Kreditabsicherungen gemäss E-KreV-FINMA Art. 45 eingeräumt wurde und für die der garantierte Teil der Forderung nach dem Standardansatz für das Kreditrisiko gemäss ERV ein Risikogewicht von 0 Prozent erhalten würde.»

#### **9.12. Weitere Anliegen**

Im Weiteren verweisen wir auf eine Reihe von zusätzlichen Punkten, in welchen wir um Klarstellung ersuchen, einerseits vom EFD (Anhang 1) und andererseits von der FINMA (Anhang 2). Diese Anhänge enthalten zudem auch alle unsere Anträge.

## Allgemeine Bemerkungen

Zusammenfassung, siehe «Umsetzung von Basel III final: Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung für Banken und zur Anhörung der FINMA-Verordnungen vom 4. Juli 2022; UBS-Stellungnahme» («UBS-Stellungnahme»), Titel 1

Die folgenden Tabellen enthalten die Anträge der UBS-Stellungnahme zu den FINMA-Verordnungen und zusätzliche Punkte, zu denen wir Klarstellung ersuchen.

Rechtsvergleich, siehe UBS-Stellungnahme, Titel 2

Zusätzlicher Punkt:

FINMA-Multiplikatoren, welche im Vorgriff auf die Basel 3f Regeln eingeführt wurden, werden per Inkrafttreten der B3f Verordnungen aufgehoben, siehe UBS-Stellungnahme, Titel 3.1

## Verordnung der FINMA über das Handels- und Bankenbuch und die anrechenbaren Eigenmittel (HBEV-FINMA)

<p><b>Allgemeine Bemerkungen:</b></p> <p>siehe UBS-Stellungnahme</p>
--

E-HBEV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
32	1		«Kapitalanteile von Minderheitsinvestoren nach Artikel 21 Absatz 2 ERV können nur in dem Umfang konsolidiert als Eigenmittel angerechnet werden, in dem sie in den voll konsolidierten Unternehmen anteilmässig der Erfüllung der Eigenmittelanforderungen [streichen: nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV zuzüglich einer Pufferanforderung für hartes Kernkapital in der Höhe von 2,5 Prozent der nach Risiko gewichteten Positionen] dienen.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.8
32	2	a	«nach den lokal geltenden [neu: <u>Gesamtanforderungen an die Eigenmittel</u> ] [streichen: Anforderungen an die Mindesteigenmittel und den Puffer nach Absatz 1 und den Puffer nach Absatz 1] des voll konsolidierten Unternehmens, [neu: <u>im Falle von voll konsolidierten Unternehmen in der Schweiz vorbehaltlich der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels E-ERV</u> ];»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.8

<b>E-HBEV-FINMA</b>				
<b>Artikel</b>	<b>Absatz</b>	<b>Buchstabe</b>	<b>Änderungsvorschlag (Textvorschlag)</b>	<b>Begründung / Bemerkung</b>
32	2	b	«nach den anteilig auf die Minderheiten entfallenden [streichen: Anforderungen an die Mindesteigenmittel nach Artikel 42 Absatz 1 Buchstabe b ERV und den Puffer nach Absatz 1] [neu: <u>Gesamtanforderungen an die Eigenmittel</u> nach Artikel 41 E-ERV, vorbehalten der höheren besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken nach dem 5. Titel ohne Berücksichtigung des 4. Kapitels E-ERV.]»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.8

## Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (KreV-FINMA)

### Allgemeine Bemerkungen:

siehe UBS-Stellungnahme

E-KreV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
65	1	h	<p>«bei Krediten zur Finanzierung von selbstgenutzten Wohnliegenschaften: verpfändete Vorsorgevermögen nach Artikel 72f Absatz 2 ERV in bar [neu: <u>oder in Form von Fonds oder Wertschriften</u>] bei</p> <p>1. <u>bankeigenen Vorsorgestiftungen</u> oder</p> <p>2. <u>anderen Vorsorgeeinrichtungen</u> [streichen: <del>„die solche Barvermögen bei der kreditgebenden Bank als Einlagen halten</del>] [neu: <u>sowie verpfändete Lebensversicherungen</u>].»</p>	Siehe SBA-Stellungnahme, Titel C.3
77			<p>a) Ergänzung Art. 77 E-KreV</p> <p>«Die Berücksichtigung von Kreditrisikominderungen durch Verrechnungsvereinbarungen im umfassenden Ansatz richtet sich nach Anhang 3 Ziffer 8. [neu: <u>Dies gilt auch für vertragliche Verrechnungsvereinbarungen, die andere Darlehensgeschäfte mit Effekten betreffen, die nicht Wertpapierfinanzierungsgeschäfte gemäss Art. 2a darstellen und die Voraussetzungen nach Art. 76 erfüllen.</u>.]»</p>	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.5



E-KreV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
			<p>b) Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.2.2.4 Umfassender Ansatz (Art. 70–80)», Seite 33:</p> <p>«Eine weitere Anpassung des umfassenden Ansatzes bezieht sich auf die Methodik zur Anrechnung von Sicherheiten bei Vorliegen von Master-Netting-Vereinbarungen. Diese wurde risikosensitiver ausgestaltet. [neu: <u>Dies gilt auch für Verrechnungsvereinbarungen die nicht Wertpapierfinanzierungsgeschäfte betreffen, sondern auch für andere Kredite, die mit einem Korb von Sicherheiten besichert sind und deren vertragliche Vereinbarungen eine Verrechnung vorsehen, welche die Bedingungen in Art. 76 E-KreV FINMA erfüllen, dies könnte beispielweise bei Lombardkrediten der Fall sein.</u>]</p>	
78 und 79 Anhang 3; Ziffer 9			<p>Antrag:                      Die internationalen Entwicklungen zu Minimalen Sicherheitsabschlägen bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften werden vor einer Umsetzung der Basel 3f Regeln in der Schweiz abgewartet. E-KreV-FINMA Art. 78 und 79 sowie Anhang 3, Ziffer 9 werden vorerst nicht eingeführt.</p>	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 6.2
88	3		<p>«Eine Neubewertung mit Erhöhung des Belehnungswerts über den ursprünglichen Belehnungswert hinaus innerhalb der [neu: <u>2 Jahre</u>] [streichen: <del>7 Jahre</del>] seit Kreditvergabe (Art. 72b Abs. 1, 2 und 5 ERV) ist möglich, sofern die Handänderung vor mehr als [neu: <u>2 Jahren</u>] [streichen: <del>7 Jahren</del>] stattgefunden hat und das Niederstwertprinzip nach Absatz 1 nicht mehr Anwendung findet. Der dadurch neu festgelegte Belehnungswert ist während [neu: <u>2 Jahren</u>] [streichen: <del>7 Jahren</del>] beizubehalten.»</p>	Siehe SBA-Stellungnahme, Titel C.1

E-KreV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
88	2		«Die Anforderung an die vorsichtige Festlegung des Belehnungswerts nach Absatz 1 gilt als erfüllt durch die systematische Einhaltung der entsprechenden Vorgaben der [neu: <u>jeweils von der FINMA genehmigten</u> ] Richtlinien [streichen: <del>der Schweizerischen Bankiervereinigung vom [Datum]</del> ], für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite.»	Siehe SBA-Stellungnahme, Titel C.7
89			«Die Minimalanforderungen an den angemessenen Mindestanteil an Eigenmitteln der Kreditnehmerin oder des Kreditnehmers und an die angemessene Amortisation nach Artikel 72c Absatz 3 ERV gelten für eine Position als erfüllt durch die systematische Einhaltung der entsprechenden Vorgaben der [neu: <u>jeweils von der FINMA genehmigten</u> ] Richtlinien [streichen: <del>der Schweizerischen Bankiervereinigung vom [Datum]</del> ] betreffend die Mindestanforderungen bei Hypothekarfinanzierungen <sup>8</sup> .»	Siehe SBA-Stellungnahme, Titel C.7
102			Anpassung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.2.10 IRB-Ansatz» (Seite 41):  «Auch bei Erfüllung der oben genannten Kriterien kann es die FINMA als angemessen erachten, dass sehr grosse Lombardkredite [neu: <u>mit Deckungskonzentration</u> ] nicht der Positionsklasse Retail zugewiesen werden, sondern der Positionsklasse Unternehmen.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.1
120	2		«Anstatt das CVA-Risiko der Derivatepositionen in Fonds gesondert zu berechnen, wird das Gegenpartei-Kreditrisiko, vor der Risikogewichtung nach Gegenpartei, mit 1.5 multipliziert.»	Die jetzige Formulierung in der E-KreV weicht insofern von BCBS ab, als dass nicht klar hervorgeht, dass die Hochskalierung des Gegenparteiisikos die Quantifizierung des Gegenpartei-Kreditrisikos ersetzt.

E-KreV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
153	1	c [neu]	«Banken können darauf verzichten, die CVA-Risiken von gruppeninternen Positionen mit Eigenmitteln zu unterlegen.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 7.1
z.B. Anhang 1, Ziffer 3 und 7			Anpassung der Beschreibung des Terms V «V als dem aktuellen (positiven oder negativen) Netto-Marktwert aller Derivatkontrakte im Netting-Set, nach Berücksichtigung von Bewertungsanpassungen nach Rechnungslegung oder Bewertungsanpassungen nach Art. 5b Abs. 3 ERV, ausgenommen Bewertungsanpassungen für das Kreditrisiko der Gegenpartei (Credit valuation adjustment nach Art. 48 Abs. 3 ERV) oder das eigene Kreditrisiko (Debit valuation adjustment).»	An verschiedenen Stellen (z.B. E-KreV-FINMA, Anhang 1, Ziffer 2; E-LORV-FINMA, Anhang 1) wurde in der Definition des Terms V der untenstehende kursive Text gestrichen und durch den unterstrichenen Text ersetzt:  V als dem aktuellen (positiven oder negativen) Netto-Marktwert aller Derivatkontrakte im Netting-Set, <i>wobei die Marktwerte nach Rechnungslegung zu verwenden sind nach Berücksichtigung von Bewertungsanpassungen nach Rechnungslegung oder Bewertungsanpassungen nach Art. 5b Abs. 3 ERV, ausgenommen Bewertungsanpassungen für das Kreditrisiko der Gegenpartei (Credit valuation adjustment nach Art. 49 Abs. 3 ERV) oder das eigene Kreditrisiko (Debit valuation adjustment).</i>  Wir beantragen, dass für den Term V in allen relevanten Artikeln und Anhängen die gleiche Definition gilt, z.B. E-KreV-FINMA, Anhang 1, Ziffer 3 und 7.

E-KreV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
Anhang 1, Ziffer 6			Klarstellung, ob Laufzeitinkongruenzen für erhaltene Sicherheiten im SA-CCR berücksichtigt werden müssen und gegebenenfalls entsprechende Ergänzung in E-KreV-FINMA, Anhang 1 Ziffer 6 oder im FINMA-Erläuterungsbericht.	<p>Das FINMA-RS 2017/7 – Kreditrisiken Banken spezifiziert in Rz. 108 die Behandlung von Sicherheiten im SA-CCR und beinhaltet bisher einen Querverweis auf Rz. 133 und 134 welche die Anpassungen spezifiziert, die bei Laufzeitinkongruenzen zu berücksichtigen sind. Unseres Erachtens gibt es im aktuellen Entwurf der E-KreV-FINMA diesen Querverweis weder in E-KreV- FINMA Art. 6 (Nettowert von Sicherheiten) noch im Anhang 1 Ziffer 6 (Berechnung des positiven oder negativen Nettowerts von Sicherheiten).</p> <p>Im aktuellen Entwurf der E-KreV wird im Anhang 1 Ziffer 6 der Term C als «der gegenwärtige Wert anerkannter erhaltener Sicherheiten» definiert, während im Vergleich dazu im Anhang 3 Ziffer 3 für die Berechnung von Positionen im umfassenden Ansatz der Term C als «der gegenwärtige Wert der erhaltenen Sicherheiten nach Anpassung von Laufzeitinkongruenzen» definiert wird.</p> <p>Gemäss FINMA-Erläuterungsbericht 4.2.1 bleiben die Regeln zur Bestimmung der Kreditäquivalente für Derivate inhaltlich unverändert.</p>
Anhang 3, Ziffer 3			«C den gegenwärtigen Wert der erhaltenen Sicherheit, angepasst nach Artikel [streichen: 54 Absatz 2] [neu: 42] bei Laufzeitinkongruenzen»	Anstatt der Referenz auf Art. 54 Abs. 2, der dann wiederum auf Art. 42 verweist, schlagen wir vor, direkt auf Art. 42 zu verweisen.

## Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (MarV-FINMA)

### Allgemeine Bemerkungen

siehe UBS-Stellungnahme, insbesondere Titel 4.1:

Die Schweiz wartet mit der Umsetzung der B3f Marktrisiken ab, bis international Klarheit besteht über den Zeitpunkt der Einführung und ein weiterer Rechtsvergleich der dann geplanten Umsetzung stattgefunden hat.

### MarV-FINMA

Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
19			Antrag: Die Schweiz soll die Forderungen des White Papers ( <a href="https://www.isda.org/2022/01/10/capitalization-of-equity-investments-in-funds-under-the-frtb/">https://www.isda.org/2022/01/10/capitalization-of-equity-investments-in-funds-under-the-frtb/</a> ) vom Januar 2022 in Bezug auf die Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen in der regulatorischen Umsetzung berücksichtigen.	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 4.2
55			Klarstellung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.3.4 Marktrisiko-Modellansatz»: «Für die 1-Jahr Stressberechnung wird IMCC(C) maximiert. Die BCBS FAQ1 zu BCBS MAR 33.5 wird nicht beachtet.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 4.3

## Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operationellen Risiken (LROV-FINMA)

<p><b>Allgemeine Bemerkungen:</b></p> <p>siehe UBS-Stellungnahme</p>
--

LROV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
2 15	1	d	<p>Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.4.3 Derivate»:</p> <p>«Art. 2 Bst. d definiert den Begriff des Kreditderivats. Art. 15 Abs. 1 definiert den Begriff des geschriebenen Kreditderivats. Der Begriff des geschriebenen Kreditderivats ist breit gefasst und wurde inklusive möglicher anrechenbarer Absicherungen näher präzisiert (Art. 15 und 16). Im Speziellen sind für den Zweck des Art. 15 nur solche Kreditderivate als geschriebene Kreditderivate zu verstehen, durch welche die Bank effektiv Kreditschutz stellt. Dies umfasst neben Credit Default und Total Return Swaps auch Optionen, welche die Bank verpflichten, unter den im Optionskontrakt festgelegten Bedingungen Kreditschutz zu stellen».</p>	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.10
5	d [neu]		<p>«die garantierten Teile von Forderungen aus Exportkrediten, für welche eine Garantie von einem anerkannten Anbieter von Kreditabsicherungen gemäss E-KreV-FINMA Art. 45 eingeräumt wurde und für die der garantierte Teil der Forderung nach dem Standardansatz für das Kreditrisiko gemäss ERV ein Risikogewicht von 0 Prozent erhalten würde.»</p>	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.11

LROV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
19	3		«Für einzelne Transaktionen darf [neu: <u>das Engagement gegenüber der Gegenpartei</u> ] [ <del>Streichen: der nach Absatz 2 berechnete Wert</del> ] auf null gesetzt werden, wenn:»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.9
21	5		«Die Behandlung von fehlgeschlagenen Wertpapierfinanzierungsgeschäften einer Bank als Kommissionärin richtet sich nach Artikel 18 Absatz 4 [neu: <u>und Artikel 19</u> ].»	Die Referenz zu Art. 19 fehlt, vergleiche FINMA-Erläuterungsbericht «4.4.4 Wertpapierfinanzierungsgeschäfte»
24		d Ziff 2	«dem Dividendenertrag aus [neu: <u>nicht zu konsolidierenden</u> ] Beteiligungen, der Bestandteil des Beteiligungsertrag nach Anhang 1 Buchstabe B Ziffer 4.2 BankV ist. Sofern Banken in Übereinstimmung mit Art. 23 einen international anerkannten Rechnungslegungsstandard bei der Ermittlung des Geschäftsindikators verwenden, dürfen diese ebenfalls von der Regelung in Art. 24 Bst. d Ziff. 2 Gebrauch machen.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 5.2
27 Anhang 2	1	a	a) Anpassung E-LROV-FINMA, Anhang 2:  Unter der Verlustereigniskategorie „Interner Betrug“ wird unter „Subkategorien“ die Subkategorie „Informationssicherheit, Cyber-Attacken“ mit „Informationssicherheit, Interne Hacker“ ersetzt.  b) Ergänzung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.5.4 Verlustkomponente»:  «Unter die Subkategorie «Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie» fällt auch implizit die Zugangsproblematik zu Daten, die aufgrund der Nicht-Verfügbarkeit der Informations- und Kommunikationstechnologie entsteht.»	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.6

LROV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
30			<p>Anpassung FINMA-Erläuterungsbericht unter «4.5.5.1 Zeitpunkt des Ausschlusses von Verlustereignissen» (Seite 76):</p> <p>«Unter speziellen Umständen und mit Bewilligung der FINMA kann die dreijährige Zeitperiode ab einem früheren Zeitpunkt gelten. Spezielle Umstände können beispielsweise entstehen, wenn sich aus einem Verlustereignis mehrere Rechtsstreitigkeiten ergeben und ab einem gewissen Zeitpunkt nur noch sehr wenige Rechtsstreitigkeiten nicht abgeschlossen sind [<del>streichen: die im Vergleich zur Summe aller dem Verlustereignis zugeordneten Verluste immateriell sind</del>]. [neu: <u>Jeder Ausschluss eines Verlustereignisses wird individuell beurteilt, zum Beispiel selbst wenn ein Fall weitergezogen wird oder Teilaspekte eines Rechtsfalls noch nicht abgeschlossen sind, sollte trotzdem eine Ausschlussgenehmigung des betroffenen Verlustes möglich sein, um unnötige Wettbewerbsverzerrungen bezüglich einem effektivem und (zumindest teilweise) vor-ausschauendem Risikoprofil zu vermeiden.</u>.]»</p>	Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 9.7



## Verordnung der FINMA über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (OffV-FINMA)

### Allgemeine Bemerkungen:

siehe UBS-Stellungnahme

Zusätzlicher Punkt: Die Sektion 'Vergleich zwischen dem A-IRB Ansatz und dem Standardansatz' im jetzigen Pillar 3 Report (die unter BCBS nicht verlangt wird), wird nach der B3f Implementierung nicht mehr weitergeführt, da unter B3f mit CMS1 und CMS2 spezifische Tabellen eingeführt werden, welche den A-IRB Ansatz und den Standardansatz vergleichen.

OffV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
Anhang 2, OV1			Anpassung in Zeile 5a: «Davon: [neu: <u>Auswirkung des</u> ] sektoriellen CH Real Estate Floors für IRB-Banken».	Klarstellung
Anhang 2, CMS1			Subsidiär zum Antrag zu E-ERV Art. 77 Abs. 2: Klarstellung zur Tabelle: [neu]  «Bemerkungen: Die Auswirkungen des sektoriellen Output Floors Schweizer Hypotheken nach E-ERV Art. 77 Abs. 2 sind in CMS1 Spalte a, Zeile 1 zu inkludieren.»	Nach unserem Verständnis sind die Auswirkungen des sektoriellen Output Floors Schweizer Hypotheken nach E-ERV Art. 77 Abs. 2 in CMS1 Spalte a, Zeile 1 zu inkludieren. Dies ist in der E-OffV-FINMA nicht explizit gekennzeichnet, jedoch befindet sich dieser Hinweis in SNB Eigenmittelnachweis P_FLR.

OffV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
Anhang 2, CMS2			<p>a) Klarstellung zur Tabelle: [neu]</p> <p>«Anwendungsbereich:                      Entspricht Zeile 1 von Tabelle CMS1, d.h. sie schliesst das                      Gegenpartei-Kreditrisiko (CCR), die Kreditbewertungsan-                      passungen bei Derivaten und Wertpapierfinanzierungs-                      geschäften (CVA) und Verbriefungspositionen im Bankenbuch                      aus.»</p> <p>«Bemerkungen: Positionen unter dem Standardansatz sind in                      der Zeile 'Andere' offenzulegen.»</p> <p>b) Subsidiär zum Antrag zu E-ERV Art. 77 Abs. 2:                      Klarstellung zur Tabelle: [neu]</p> <p>«Bemerkungen:                      Die Auswirkungen des sektoriellen Output Floors Schweizer                      Hypotheken nach E-ERV Art. 77 Abs. 2 ist in CMS2 in Spalte a                      in der Zeile 'Andere' offenzulegen. Eine Verknüpfung zu CR6                      erfolgt nicht (da der sektorielle Output Floor dort nicht                      berücksichtigt wird).»</p>	<p>Die CMS2 Tabelle wurde in der E-OffV-FINMA dahingehend                      abgeändert, dass sie nicht mehr mit der CMS2 Tabelle in                      BCBS DIS21 oder den SNB-Eigenmittelnachweisen                      übereinstimmt.</p> <p>Wir beantragen erklärende Bemerkungen zur Tabelle zum                      Anwendungsbereich, da wir davon ausgehen, dass sich CMS2                      jedoch weiterhin analog zu BCBS auf das Kreditrisiko ohne                      Gegenpartei-Kreditrisiken beschränkt.</p> <p>Darüberhinaus gehen wir davon aus, dass der SNB- Eigen-                      mittelnachweis mit CMS2 aligniert wird, da dieser laut                      Entwurf das Gegenpartei-Kreditrisiko und das Kreditrisiko                      enthält.</p> <p>Weiterhin besteht beim vorliegenden Entwurf von CMS2 das                      Problem, dass es keine separaten Zeilen für Positionen gibt,                      die gemäss bankseitiger Offenlegung unter dem                      Standardansatz berechnet werden. Wir gehen davon aus,                      dass diese in der Zeile 'Andere' offenzulegen sind.</p> <p>Es gibt keine explizite Regelung oder Ausführung zur Offen-                      legung der Auswirkungen des sektoriellen Output Floors                      Schweizer Hypotheken nach E-ERV Art. 77 Abs. 2. Wir gehen                      davon aus, dass der sektorielle Output Floor in Spalte 'a'                      gezeigt wird und dass keine Aufteilung auf die einzelnen                      Zeilen erfolgt, da die Auswirkungen des sektoriellen Output                      Floors auf dem gesamten Portfolio berechnet werden. Wie                      bei Portfoliokalkulationen üblich, entspricht die Kalkulation                      auf Gesamtportfoliostufe nicht der Summe der Kalkulation                      auf tieferer Stufe (i.e. nach Assetklassen).</p> <p>Wir gehen davon aus, dass die Tabellen CR6 und CMS2                      inhaltlich nicht verknüpft werden, da der sektorielle Output</p>

OffV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
				Floor in der Tabelle CR6 nicht zu berücksichtigen ist.
Anhang 2, CR5			Überprüfung der befüllbaren Felder in der Tabelle CR5.	Zum Beispiel ist das Feld 150% bei selbstgenutzten Wohnliegenschaften befüllbar, hingegen das Feld 110% bei Wohnrenditeliegenschaften durchgestrichen (vgl. E-ERV, Anhang 3, Ziffer 3.2).
Anhang 2, ORA			Ersatzlos streichen des Punktes e	Dies stellt eine Abweichung von den BCBS-Anforderungen dar.
Anhang 2, OR1			Zweck: Streichung des Satzes: «Diese Angabe fliesst in die Berechnung der erforderlichen Eigenmittel für operationelle Risiken ein.» Tabelle: Streichung der Zeilen 11 und 12.	In Verbindung mit Änderungen zu E-ERV Art. 92d, Siehe UBS-Stellungnahme, Titel 5.1

OffV-FINMA				
Artikel	Absatz	Buchstabe	Änderungsvorschlag (Textvorschlag)	Begründung / Bemerkung
			<p>Zweck: Streichung des Satzes:                      «Zusätzlich Angabe von qualitativen und quantitativen Informationen zu vom Institut als wesentlich eingeschätzte Verlustereignisse».</p> <p>Mindest erforderliche Kommentierung: Änderung:                      «Es sind die Gründe für neue ausgeschlossene Verluste seit der letzten Offenlegung [neu: <u>gesamthaft</u>] [streichen: <del>vollständig</del>] zu erläutern. Alle sonstigen wesentlichen Informationen sind [neu: <u>gesamthaft</u>] [streichen: <del>vollständig</del>] offenzulegen, die dazu beitragen, dem Leser über ihre Verluste aus der Vergangenheit oder ihre Wiedereinbringung zu informieren.</p>	<p>BCBS DIS60 verlangt in den Erläuternden Bemerkungen der Tabelle OR1 eine 'gesamthafte' («aggregate») Erläuterung. Die Formulierungen im Zweck / Mindest erforderliche Kommentierung in E-OffV-FINMA zur Tabelle OR1 'Zusätzliche Angaben ... zu ... als wesentlich eingeschätzte Verlustereignisse' und 'vollständig' implizieren hingegen, dass alle wesentlichen Verlustereignisse und -ausschlüsse einzeln qualitativ und quantitativ offengelegt werden müssen.</p>

Verband Schweizerischer Kantonalbanken  
Wallstrasse 8  
Postfach  
CH-4002 Basel



Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF)  
Herr Patrick Winistörfer, Frau Bettina Stähli  
Bundesgasse 3  
3011 Bern

Per E-Mail an: [Basel3@sif.admin.ch](mailto:Basel3@sif.admin.ch)

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA)  
Herr Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Per E-Mail an: [ba.basel3@finma.ch](mailto:ba.basel3@finma.ch)

Datum 24. Oktober 2022  
Kontaktperson Michael Engeloeh  
Direktwahl 061 206 66 21  
E-Mail [m.engeloeh@vskb.ch](mailto:m.engeloeh@vskb.ch)

---

## **Stellungnahme der Kantonalbanken zur Änderung der Eigenmittelverordnung und verschiedener FINMA-Verordnungen in Zusammenhang mit «Basel III Final»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 4. Juli 2022 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) die Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung und die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die Anhörung zu neuen FINMA-Verordnungen eröffnet. Da die Vorlagen thematisch zur schweizerischen Umsetzung «Basel III Final» (B3F) gehören, nehmen wir hiermit zu beiden Umsetzungsstufen Stellung. Die Kantonalbanken danken Ihnen für diese Gelegenheit.

Die Kantonalbanken begrüssen die Regulierungsziele zur Erhöhung der Transparenz und der Vergleichbarkeit der risikogewichteten Eigenmittelquoten. Ebenso unterstützen die Kantonalbanken die Bestrebungen des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (BCBS) zur Erreichung eines angemessenen Gleichgewichts zwischen Einfachheit, Vergleichbarkeit und Risikosensitivität sowie die Verhinderung übermässiger Modelloptimierungen.

Diverse Anliegen der Kantonalbanken sind in die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) eingeflossen. Die Kantonalbanken können die Stellungnahme der SBVg unterstützen und sich den darin zum Ausdruck gebrachten Anliegen und Forderungen weitgehend anschliessen. In einigen Punkten ergeben sich leicht unterschiedliche Positionen, Vorschläge oder Forderungen und die Kantonalbanken weisen in dieser Stellungnahme auf zusätzliche sowie die ihnen besonders wichtigen Punkte hin. Die Kantonalban-

ken unterstützen zudem vollumfänglich die Anliegen der beiden Pfandbriefinstitute, verzichten aber darauf, die Inhalte hier zu wiederholen.

## **1. Einleitung**

### **1.1 Eckwerte**

Um die Eckwerte für die nationale Umsetzung in der Schweiz zu erarbeiten, wurde im Januar 2018 ein Koordinationsgremium bestehend aus SIF, FINMA und SNB eingesetzt. Die Eckwerte wurden mit den Banken diskutiert und letztendlich durch die Behörden festgelegt. Mit Blick auf diese Eckwerte halten die Kantonalbanken fest:

- **Zeitliche und inhaltliche Umsetzung:** Die aktuelle Vernehmlassung findet statt, obwohl zeitlicher und inhaltlicher Geleitzug vereinbart wurden und wichtige Jurisdiktionen wie UK und USA bisher keinen Entwurf veröffentlicht haben. Die EU strebt nur den Status «materially non-compliant» an und sieht eine spätere Einführung vor. Entsprechend fordern die Kantonalbanken eine zeitliche Gleichsetzung der Inkraftsetzung mit der EU. Zudem beantragen sie, dass die Vorlage unter Einbezug der NAG angepasst wird, falls weitere Jurisdiktionen bei der Umsetzung ebenfalls weniger weit gehen, als die Schweiz dies vorsieht. Im Sinne der internationalen Wettbewerbsfähigkeit gilt es einen «Swiss Finish» zu vermeiden.
- **Proportionalität:** Die Banken der Kategorien 4 und 5 haben die Möglichkeit zu Vereinfachungen, falls damit gleiche oder höhere Anforderungen als nach den Basel III Standards erreicht werden. Einige Vereinfachungen sind erfreulicherweise unter gewissen Kriterien auch für die Banken der Kategorie 3 zugänglich. Die Kantonalbanken begrüssen die behördliche Berücksichtigung der Proportionalität, welche aufgrund der Umsetzung für den gesamten Finanzplatz unbedingt nötig ist. Zusätzlich beantragen sie, dass die Behörden überprüfen, ob zusätzliche Erleichterungen, u.a. bei Art. 69 Abs. 4 E-ERV, welche den Banken der Kategorien 4 und 5 offenstehen, auch für Banken der Kategorie 3 gewährt werden können.
- **Nationaler Handlungsspielraum:** Die Bestrebungen zum Erhalt des Status «largely compliant» führt dazu, dass alle Basler Vorgaben adaptiert werden müssen und Schweizer Spezifika wie bspw. die Anrechnung von Lebensversicherungspolice und verpfändeter Vorsorgevermögen in Form von Fonds und Wertschriften keine Berücksichtigung mehr finden. Die Kantonalbanken fordern, dass die bewährten Sicherheiten weiterhin angerechnet werden können. Ansonsten führt dies ungerechtfertigterweise zu höheren Risikogewichten, welche nicht mit dem effektiven Risiko korrelieren.
- **Kapitalanforderungen (Kapitalneutralität):** Die Kapitalanforderungen im Standard-Ansatz sollen sich im Aggregat für den Bankensektor (ohne Grossbanken) gegenüber dem Status Quo nicht verändern. Gemäss der Quantitative Impact Study (QIS) führen die Anpassungen allerdings zu einem bis zu 6,6% höheren Kapitalbe-

darf, was die Kantonalbanken im Gegensatz zu den Behörden nicht als neutral betrachten. Während die Kantonalbanken mit den Behörden übereinstimmen, dass ein Zu- oder Abschlag nicht wünschenswert ist, möchten sie herausstreichen, dass hier Spielraum vorhanden ist, um die Risikogewichtssätze bei den Renditeliegenschaften anzupassen und um verpfändete Vorsorgevermögen in Form von Vorsorgevermögen in Fonds oder Wertschriften als Sicherheiten bei selbstgenutzten Wohnliegenschaften weiterhin anrechnen zu können (vgl. «2.1.1 Positionsklassen nach SA-BIZ» und «2.2.2 Anrechenbarkeit von Sicherheiten»).

- **Tiefe Implementierungskosten:** Durch den Verzicht auf Option 2 könnten die Implementierungskosten erfreulicherweise tiefer ausfallen als befürchtet, was absolut zu begrüßen ist. Dennoch verursachen die Vorlagen gemäss Regulierungsfolgenabschätzung erhebliche Initialkosten. Diesen Kosten steht ein schwer messbarer Nutzen gegenüber. Dies steht im Widerspruch zum Erläuterungsbericht, welcher die Ausnutzung der Spielräume für einen möglichst hohen Nutzen zu möglichst tiefen Umsetzungskosten vorsieht. Die Kantonalbanken sind der Meinung, dass dieses Ziel deutlich verfehlt wurde. Dies insbesondere unter der Berücksichtigung, dass sich der einzige unbestreitbare, grössere Nutzen aus der Einführung des Output Floors und der Beschränkung von Modellverfahren ergibt. Einmal mehr zeigt sich, dass die Anwendung der finalen Basler Regulierung auf international tätige grosse Banken hätte beschränkt werden sollen.

## **1.2 Nationale Arbeitsgruppe (NAG)**

Nach Festlegung der vorgenannten Eckwerte durch die Behörden wurden die Bankenbranche sowie die Prüfgesellschaften im Rahmen von zwölf Treffen der Nationalen Arbeitsgruppe zur Umsetzung von Basel III Final in die Ausarbeitung der vorliegenden Anpassungen einbezogen. Die Kantonalbanken bedanken sich für die Partizipationsmöglichkeit im Umsetzungsprozess. Dieser Einbezug der Branche war wichtig und richtig. Ohne dass der Branche eine Entscheidungskompetenz zukam, konnten strittige Punkte ausgiebig diskutiert und Vorschläge zumindest eingebracht werden. Dadurch konnte die Qualität und Praktikabilität dieser Regulierung erheblich verbessert werden. Allerdings blieben trotzdem diverse Kritikpunkte und Anpassungsvorschläge der Branche unberücksichtigt und ungelöst, da die Behörden jeweils mit dem Hinweis auf Anforderungen des Regulatory Consistency Assessment Programmes (RCAP) und dessen Budgetbeanspruchungen ihre Position bzw. Lesart des Basler Papiers durchsetzten. Weil diese RCAP-Anforderungen und -Anpassungsbudgets den Banken gegenüber nicht offengelegt wurden, bestand von Anbeginn weg eine signifikante Informationsasymmetrie zwischen den Behörden und den Branchenvertretern in der NAG. Diese Informationsasymmetrie begründete eine nicht zu unterschätzende Behinderung der gemeinsamen Lösungsfindung, was bedauerlicherweise auch den Nutzen der NAG relativiert.

### **1.3 Konformität mit Basler Ausschuss**

Die Kantonalbanken stufen den Nutzen der Umsetzung der finalen Basel III-Regulierung als äusserst gering ein. Hingegen sind die Kosten zu hoch. Die im Rahmen der Regulierungsfolgenabschätzung erstellte Kosten-Nutzen-Analyse kann aufgrund zahlreicher Mängel bzw. Einschränkungen nicht als Gradmesser für die Beurteilung der Wirtschaftlichkeit und der Erreichung der Regulierungsziele herangezogen werden (vgl. «1.4 Regulierungsfolgenabschätzung (RFA)»). Das Regulierungsziel, eine RCAP-Einstufung «largely compliant» zu erhalten, sehen die Kantonalbanken entsprechend kritisch. Die Einstufung «materially non-compliant», wie sie die EU vorsieht, genügt den meisten Inlandbanken, und es ist für sie aufgrund einer solchen Einstufung kein Nachteil ersichtlich. Die Kantonalbanken fordern, dass bei zukünftigen Regulierungsumsetzungen ernsthaft geprüft wird, ob die Anzahl betroffener Institute eingeschränkt werden könnte. Der bewährte Schweizer Regulierungsgrundsatz «so wenig Regulierung wie möglich und so viel wie nötig» muss wieder Einzug halten.

### **1.4 Regulierungsfolgenabschätzung (RFA)**

Während die Kantonalbanken bei grossen Projekten die Durchführung einer RFA grundsätzlich begrüssen und unterstützen, sehen sie die vorliegende Regulierungsfolgenabschätzung kritisch. So lassen schon die Schlussfolgerungen aufhorchen. Aus dem Gutachten zur RFA kann folgendes zitiert werden: «*Trotz umfangreicher quantitativer Betrachtungen kann die vorliegende RFA den Netto-Nutzen der vorgeschlagenen Regeln für das Primärziel «Stabilität des Bankensystems» letztendlich nur grob bzw. qualitativ beurteilen.*». Die Kantonalbanken sind sich hier mit dem Gutachter einig. Die Ermittlung des Nutzens kann bestenfalls als kritisch beurteilt werden. Auf der Kostenseite wird versucht, nur die wiederkehrenden Kosten ins Zentrum zu rücken. Aber sogar mit dieser Betrachtungsweise kommt man zum Schluss, dass eine Umsetzung aus einer Kosten-Nutzen-Perspektive nicht gerechtfertigt ist. Dies, obschon die RFA ein deutliches behördliches Bias aufweist. So wurden in der Redaktion der RFA zwar die Inputs der Behörden abgeholt, die Banken hingegen wurden nicht in ähnlicher Weise miteinbezogen. Dies resultierte letztlich darin, dass die Argumentationslinie der RFA diejenige der Behörden spiegelt und die Sichtweise der Branche in divergierenden Punkten keine Erwähnung findet.

Aussagen zu dem gemeinsamen partizipativen Prozess betreffend die Erarbeitung der Umsetzungsalternativen verschweigen den Fakt, dass dieser Prozess, wie bereits erwähnt, aufgrund der Informationsasymmetrie zwischen den Behörden und den Bankenvertretern in der NAG, stark eingeschränkt wurde. Diese Informationsasymmetrie und die damit verbundene Einschränkung in der konstruktiven Zusammenarbeit resultierten aus dem Umstand, dass sich die Behörden wiederholt auf RCAP-Anforderungen und -Budgets beriefen, welche sie jedoch den Banken gegenüber nie offenlegten. Mit dem Verweis auf diese, notabene intransparenten, Restriktionen aus dem RCAP-Universum begründeten die Behörden verschiedentlich ihr Nichteintreten auf Anliegen der Banken zu bestimmten Themen, Argumente von Bankenseite wurden entsprechend ignoriert.



Die RFA definiert den primären Nutzen, welchen die vorgeschlagenen Regeln generieren, als Reduktion von Wahrscheinlichkeit und Ausmass von künftigen Banken Krisen. Die Quantifizierung sowie die qualitativen Argumente, welche in der RFA zu einer positiven Beurteilung des Nutzens führen, gehen davon aus, dass dieser Nutzen gegeben ist, wobei auch hier die Herleitung dieser Aussage methodische Ungenauigkeiten aufweist. Dass die Reduktion von Ausmass und Eintretenswahrscheinlichkeit von Banken Krisen als gegeben angenommen werden kann, wird in der RFA damit begründet, dass die Regulierung die Risikosensitivität und die Resilienz der Banken erhöht. Die RFA geht implizit davon aus, dass eine granularere Gestaltung der Positionsklassen, verbunden mit Anpassungen der Bemessungsansätze für die Eigenmittelunterlegung, per se eine bessere Risikosensitivität begründet. Dabei wird der Fakt ausser Acht gelassen, dass die Kalibrierung dieser Bemessungsansätze anhand einer internationalen Stichprobe vorgenommen wurde, von welcher der Nachweis der Gültigkeit für die Schweiz nicht erbracht wurde. Eine für die Schweiz ungeeignete bzw. ungültige Risikokalibrierung könnte der angestrebten Verbesserung der Risikosensitivität aber zuwiderlaufen. Unabhängig davon gibt es im neuen Regulativ Elemente, welche nachweislich die Risikosensitivität zugunsten einer erhöhten Risikoaversion reduzieren. Die Behauptung, die nationale Umsetzung von B3F führe zu einer verbesserten Risikosensitivität, entspricht daher eher einer nicht gestützten Annahme als einem datenmässig und methodisch erhärteten Fakt.

Die Resilienz, in Form der vom Regulativ geforderten Eigenmittel, erfährt, wie dies das Experten-Gutachten ebenfalls einräumt, mit dem veränderten Regulativ a priori keine Veränderung. Aufgrund der angestrebten Kapitalneutralität sollten die erforderlichen Eigenmittel eigentlich keine relevante Erhöhung erfahren. Die Resilienz bleibt daher vorerst unverändert. Die Autoren des Gutachtens argumentieren, dass sich die Erhöhung der Resilienz erst im Laufe der Zeit ergeben wird, wenn aufgrund der erhöhten Risikosensitivität die Banken auf risikoreichere Engagements verzichten. Als Voraussetzung einer künftigen Erhöhung der Resilienz, muss somit zuerst die Verbesserung der Risikosensitivität belegt sein. Wie oben dargelegt, ist dies allerdings nicht gegeben, weshalb das Argument einer künftigen Stärkung der Resilienz nicht aufrechterhalten werden kann. Auch die Annahme einer künftigen Änderung des Marktverhaltens der Banken, welche den Verzicht auf bestimmte Engagements bzw. die Anpassung ihrer Portfoliostrukturen bedingt, kann nicht belegt werden. Die entsprechenden Anfragen an die Banken im Rahmen der zweiten QIS wurden negativ beantwortet. Selbst wenn sich Verhaltensveränderungen und Strukturanpassungen einstellen sollten, kann diese Dynamik völlig unterschiedliche Ausprägungen und unter anderem auch durchaus adverse Entwicklungen zeitigen. Die möglichen Szenarien und deren Eintretenswahrscheinlichkeiten wurden im Rahmen der RFA nicht untersucht. Angesichts dieser Umstände kann auch die Annahme einer aufgrund des Regulativs erhöhten Resilienz nicht als erhärtet akzeptiert werden.

Aus den dargelegten Gründen erachten die Kantonalbanken die Annahme eines positiven Nutzens der nationalen Umsetzung von B3F in Form einer Reduktion von Wahrscheinlichkeit und Ausmass einer Banken Krise als nicht belegt. Genauso gut könnte ein gegenüber der aktuell bestehenden Regulierung neutraler bzw. nicht vorhandener, oder gar ein negati-

ver Nutzen angenommen und verargumentiert werden. In beiden Fällen wäre der Netto-Nutzen negativ, ungeachtet der effektiven Implementierungskosten.

### **1.5 Inkrafttreten**

Die ERV, wie auch die FINMA-Verordnungen sollen in weniger als 2 Jahren, am 1. Juli 2024, in Kraft treten. Die Entwürfe der im Eckwertpapier genannten wichtigen Vergleichsplätze UK und USA stehen zurzeit noch aus. Der Umfang und die Komplexität der geplanten Änderungen sind erheblich. Die aktuelle Eigenmittelregulierung ist gut und aus einer risikobezogenen Beurteilung braucht es keine überhastete und raschmögliche Umsetzung. Deshalb ist die sehr kurze Umsetzungsfrist, die Umsetzung vor der EU sowie das Nicht-Abwarten der Entwürfe der Vergleichsplätze UK und USA, nicht nachvollziehbar. Die Kantonalbanken fordern, die Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2025 zu verschieben, was auch dem EU-Fahrplan entspricht. Zusätzlich beantragen sie eine zusätzliche Übergangsfrist von einem Jahr für die Umsetzung der neuen Anforderungen bezüglich der operationellen Risiken (vgl. «2.3.2 7. Abschnitt: Übergangsbestimmungen zur Änderung vom XX»).

### **1.6 NSFR – Negative Auswirkungen aufgrund der Änderung des «whole-loan-approach» (Anhang 5 E-LiqV)**

Die Bestimmungen zur «Net Stable Funding Ratio» (NSFR) basieren für die Berechnung des «Required Stable Funding» (RSF) von Hypotheken auf den Risikogewichten. Durch die Umstellung in der ERV auf den «whole-loan-approach» ergibt sich aus Sicht der Kantonalbanken eine nicht beabsichtigte Verschärfung der Bestimmungen zur NSFR. Die RSF-Kategorien gemäss Liquiditätsverordnung (LiqV) Anhang 5, Ziffern 5.1a und 6.1b, gemäss E-ERV, sehen eine Aufteilung der RSF-Unterlegung für Hypothekarforderungen mit einem Belehnungsgrad von über 60% und einem Risikogewicht von maximal 35% vor, so dass 85% des Betrags dieser Forderungen mit einem RSF von 65% zu unterlegen sind und die verbleibenden 15% der Forderung mit einem RSF von 85%. Gleichwohl führt dies zu einer Verschärfung für Hypothekarforderungen mit Risikogewichten von über 35%.

Die Kantonalbanken regen an, die Auswirkungen mittels einer «Quantitative Impact Study» (QIS) und einer RFA zu analysieren. Anschliessend könnten die Ergebnisse und Lösungen im Rahmen der NAG besprochen werden.

Alternativ empfehlen die Kantonalbanken die Neutralisierung dieser Verschärfung mittels Aufspaltung für alle Belehnungsgrade von über 60%, unabhängig vom Risikogewicht. Hierzu müsste die Liquiditätsverordnung (LiqV), Anhang 5, Ziffern 5.1a und 6.1b, gemäss E-ERV, wie folgt angepasst werden:

Ziffer 5.1a:

85% der lastenfreien Hypothekarforderungen für Wohnliegenschaften mit einem Belehnungsgrad von über 60% sowie mit einer Restlaufzeit von einem Jahr oder mehr ~~und einem Risikogewicht von maximal 35%~~ nach Anhang 3 Ziffer 3.1 ERV in Verbindung mit den Artikeln 66a und 72c Absatz 6 ERV

Ziffer 6.1b:

15% der lastenfreien Hypothekarforderungen für Wohnliegenschaften mit einem Belehnungsgrad von über 60% sowie mit einer Restlaufzeit von einem Jahr oder mehr ~~und einem Risikogewicht von maximal 35%~~ nach Anhang 3 Ziffer 3.1 ERV in Verbindung mit den Artikeln 66a und 72c Absatz 6 ERV

## **2. Verordnung über die Eigenmittel und Risikoverteilung der Banken und Wertpapierhäuser (E-ERV)**

### **2.1 3. Abschnitt: Positionsklassen und Risikogewichte nach dem SA-BIZ (Art. 63 ff. E-ERV)**

#### **2.1.1 Positionsklassen nach dem SA-BIZ ohne Verwendung externer Ratings und Risikogewichte (Anhang 3 E-ERV)**

Die Kantonalbanken begrüssen die unter der sogenannten «Option 3» gefundene Lösung, welche auf eine starre Tragbarkeitsberechnung verzichtet. Stattdessen sind Zuschläge zu den «Basel pur»-Risikogewichten vorgesehen. Hingegen erachten sie die für die Zuschläge verwendeten Annahmen, wonach durchschnittlich 11 Prozent der Kredite, die von den Behörden in der QIS abgefragte Tragbarkeitsregel nicht erfüllen, als zu konservativ (starker Fokus auf Neugeschäft, hoher Zuschlag auf Referenzzinssatz). Besonders bei den vermieteten Wohnliegenschaften mit Belehnungen zwischen 60% und 80% sind die Zuschläge viel zu hoch ausgefallen. Der relative «Schweizer Zuschlag» beträgt im Belehnungsband 60 – 80% satte 33% (45% + 15% = 60%). Bei den nächsthöheren Bändern allerdings nur noch 25%, 13% und 5%. Dies widerspricht dem Regulierungsziel einer risikosensitiveren Eigenmittelunterlegung und verteuert Kredite in einem relativ sicheren Bereich übermässig. Die Kantonalbanken fordern, den Zuschlag in diesem Belehnungsband auf höchstens 5% (absolut) zu begrenzen. Zudem regen sie an, die Zuschläge der Belehnungsbänder über 80% anzupassen und risikosensitiv auszugestalten.

Die Kantonalbanken fordern den Risikogewichtszuschlag für vermietete Wohnliegenschaften im Belehnungsband 60 – 80% auf 5% (statt 15%) zu beschränken und die Zuschläge der Belehnungsbänder >80% auf ihre Risikosensitivität zu überprüfen und anzupassen.

## **2.2 Direkt und indirekt grundpfandgesicherte Positionen (Art. 72 ff. E-ERV)**

### **2.2.1 Definitionen (Art. 72 Abs. 3 E-ERV)**

Die Kantonalbanken befürchten, dass die vorgesehene «Freieinheiten»-Regelung nicht praktikabel ist. So ist es den Banken nicht ohne weiteres möglich zu prüfen, ob zusätzliche Liegenschaften durch andere Banken finanziert werden. Entsprechend regen sie an, dass die zusätzliche «Freieinheit» nur beim Institut, welches das Hauptdomizil finanziert, angerechnet werden kann. Sie schlagen vor, dies im «Erläuternden Bericht» entsprechend zu vermerken und Art. 72 Abs. 3 E-ERV wie folgt anzupassen:

<sup>3</sup> Selbstgenutzte Wohnliegenschaften sind Wohnliegenschaften, die von der Kreditnehmerin oder dem Kreditnehmer überwiegend selbst bewohnt werden, sowie maximal eine vom gleichen Institut finanzierte weitere Wohneinheit, die überwiegend vermietet wird. Wohnliegenschaften im Besitz von gemeinnützigen Wohnbauträgern und Wohnliegenschaften mit einem staatlich kontrollierten Kostenmietmodell gelten als selbstgenutzte Wohnliegenschaften.

### **2.2.2 Anrechenbarkeit von Sicherheiten (Art. 72a E-ERV)**

Lebensversicherungspolice und verpfändete Vorsorgevermögen in Fonds und Wertschriften sollen sowohl als Sicherheit bei Krediten zur Finanzierung von selbstgenutzten Wohnliegenschaften als auch beim Belehnungswert (LTV) angerechnet werden können. Diese sinnvollen Instrumente zur Risiko-Mitigation haben sich bewährt. Für inlandorientierte Banken ist eine hohe Compliance zu den Basler Original-Texten unbedeutend, während eine hohe Mitigation von Risiken und eine Berücksichtigung von Schweizer Gegebenheiten als wichtig erachtet wird. Bei gemischt besicherten Krediten zur Finanzierung von selbstgenutzten Wohnliegenschaften (bspw. durch Grundpfand und Wertschriften) ist vorgenannter Punkt ebenso relevant, um zu einer ökonomisch sinnvollen Optik zu kommen.

Auch bei diesem Punkt ist einmal mehr die – aus Sicht der Kantonalbanken unnötige – hohe Treue zu den Original-Texten von Basel der vermutete Hintergrund dieser ökonomisch nicht sinnvollen Handhabung.

Die Kantonalbanken schlagen folgende Änderungen vor:

#### Art. 72a E-ERV

<sup>3</sup> Bei der Berechnung des Belehnungsgrades ~~werden keine können~~ risikomindernde Massnahmen ~~nach, welche gemäss Artikel 61 anrechenbar sind, berücksichtigt werden. Einzige Ausnahme sind verpfändete Kontoguthaben, die zum Netting nach Artikel 61 Absatz 1 Buchstabe a zugelassen sind und deren einziger Zweck die Rückzahlung des Kredits ist.~~

Art. 65 Abs. 1 E-KreV-FINMA

- h. bei Krediten zur Finanzierung von selbstgenutzten Wohnliegenschaften: verpfändete Vorsorgevermögen nach Artikel 72f Absatz 2 ERV in bar **oder in Form von Fonds oder Wertschriften** bei:
1. ~~der bankeigenen~~ Vorsorgestiftungen ~~oder-~~
  2. anderen Vorsorgeeinrichtungen, ~~die solche Barvermögen bei der kreditgebenden Bank als Einlagen halten,~~  
**sowie verpfändeten Lebensversicherungen.**

### 2.2.3 Belehnungswert und Niederstwertprinzip (Art. 72b E-ERV)

Das Niederstwertprinzip soll von heute 2 auf 7 Jahre ausgedehnt werden. Diese 7 Jahre sollen ebenfalls für den «ursprünglichen Belehnungswert» gelten. Mit dieser Ausdehnung sind die Kantonalbanken nicht einverstanden und lehnen diese aus mehreren Gründen ab. Die FINMA-regulierten Hypothekaranbieter würden durch diese Ausdehnung gegenüber den unregulierten Marktteilnehmern zusätzlich benachteiligt. Letztere wären in der Lage, jederzeit auf Basis des aktuellen Marktwerts ein neues Angebot zu unterbreiten, was Banken einem beträchtlichen Ablösungsrisiko aussetzt. Das Ablösungsrisiko steigt mit der Länge des Niederstwertprinzips, weshalb an der heutigen Fixierung auf 2 Jahre festzuhalten ist. Weiter führt die lange Fixierung zu unnötigen volkswirtschaftlichen Kosten, da es für Unternehmerinnen und Unternehmer schwieriger wird, für die Finanzierung ihrer KMU oder ihres Start-ups eine Hypothekarerhöhung, besichert durch selbstbewohntes Wohneigentum, zu erhalten. Auch Erhöhungen für (energetische) Sanierungen von Liegenschaften werden dadurch erschwert und behindern eine zeitnahe Erreichung der Klimaziele. Zudem ist die Ausdehnung auch ein unverhältnismässiger Eingriff in die Eigentumsrechte, weil die Kundinnen und Kunden von Wertsteigerungen ihrer Immobilien nur noch sehr beschränkt profitieren könnten. Demnach sprechen sich die Kantonalbanken dezidiert gegen die geplante Ausdehnung aus.

Die Kantonalbanken fordern, die Fixierung des Niederstwertprinzips und des «ursprünglichen Belehnungswerts» auf 2 Jahre zu beschränken.

### 2.2.4 Risikogewichtung (Art. 72c Abs. 6 E-ERV)

Die Basler Vorgaben sehen vor, dass bei nachrangigen Forderungen das anzuwendende Risikogewicht um den Faktor 1,25 erhöht wird. Hiermit sollen nachrangige Finanzierungen verteuert und unattraktiver gemacht werden, was grundsätzlich nachvollziehbar ist. Allerdings sind davon potenziell auch Sicherungspfandrechte wie z.B. Bauhandwerker- und Baurechtszinsenspfandrechte betroffen. Mangels einer klaren Definition von «vor-» und «nachrangig» könnten diese Sicherungspfandrechte dazu führen, dass Hypothekarforderungen unbeabsichtigt als nachrangig gelten und der Multiplikator zur Anwendung kommt. Die Kantonalbanken fordern hier eine Präzisierung mit dem Ziel, dass das gesetzliche Sicherungspfandrecht keinen Vorrang im Sinne der Basler Vorgaben begründet und auf die Anwendung des Multiplikators verzichtet werden kann.

Die Kantonalbanken schlagen folgende Formulierung vor:

Art 72c E-ERV

<sup>6</sup> Bei nachrangigen Forderungen muss das gemäss Belehnungsgrad resultierende Risikogewicht mit dem Faktor 1,25 multipliziert werden, ausser es entspricht dem nach Anhang 3 jeweils tiefsten Risikogewicht. Das resultierende Risikogewicht beträgt maximal das Risikogewicht nach Absatz 5. **Forderungen gelten nicht als nachrangig, wenn die Nachrangigkeit einzig durch das Vorliegen eines Sicherungspfandrechts begründet ist.**

## 2.3 5. Kapitel: Operationelle Risiken

### 2.3.1 Interner Verlustmultiplikator (Art. 92d E-ERV)

Die Kantonalbanken begrüssen den vorliegenden Regulierungsvorschlag bezüglich des internen Verlustmultiplikators (ILM). Die Erleichterung für kleinere Banken mit einem Geschäftsindikator von höchstens 1,25 Mrd. Franken, welche einen ILM = 1 vorsieht, reduziert die Komplexität und führt zu tieferen Initial- und Betriebskosten, was für die Kantonalbanken bedeutend ist. Eine proportionale Umsetzung ist insbesondere nötig, weil Basel III Final in der Schweiz für alle Banken angewendet werden soll. Als weiteren sehr relevanten Punkt erachten die Kantonalbanken aber auch die Möglichkeit, mit einer FINMA-Bewilligung den ILM  $\neq$  1 setzen zu können.

Die Kantonalbanken begrüssen auch die vorgesehene Regelung mit ILM  $\neq$  1 für Banken mit einem Geschäftsindikator grösser als 1,25 Mia. Franken, womit der beabsichtigten risikosensitiven Umsetzung entsprochen wird.

### 2.3.2 7. Abschnitt: Übergangsbestimmungen zur Änderung vom XX (Art. 148o ff. E-ERV)

Die Eigenmittelunterlegung für operationelle Risiken ist neu nach einem einzigen Standardansatz zu berechnen. Bisher standen dafür zwei Standardansätze und ein Modellansatz (institutsspezifischer Ansatz) zur Verfügung. Gerade für Banken<sup>1</sup>, die bis anhin die Eigenmittelunterlegung nicht mit einem institutsspezifischen Ansatz berechnen, bringt der neue Standardansatz erhöhte Anforderungen an die internen Verlustdaten (10 Jahre) mit sich. Unter anderem muss eine den Anforderungen entsprechende Verlustdatenbank aufgebaut werden, was Zeit erfordert und Investitionskosten nach sich zieht. Die Kantonalbanken sehen deshalb die Abwesenheit einer spezifischen Übergangsfrist für die Umsetzung kritisch und fordern eine einjährige Übergangszeit.

Die Kantonalbanken fordern eine einjährige Übergangsfrist nach Inkrafttreten für die Umsetzung des neuen «Standardised Measurement Approach» resp. für den Beginn einer Verlustkomponente ungleich eins.

<sup>1</sup> Gemäss [«Erläuternder Bericht zur Änderung der Eigenmittelverordnung»](#) vom 4. Juli 2022 handelt es sich dabei insb. um einzelne Banken aus den Kategorien 2 sowie 3.

### 3. FINMA-Verordnungen

#### 3.1 Verordnung der FINMA über die Höchstverschuldungsquote und die operativen Risiken (E-LROV-FINMA)

##### 3.1.1 3. Kapitel: Operationelle Risiken – Verlustkomponente (Art. 27 E-LROV-FINMA)

**Abs. 1, Bst. a.:** Im neuen Anhang 2 wird das Ereignis «Informationssicherheit, Cyber-Attacken» (Subkategorie Stufe 2) sowohl der Verlustereigniskategorie (Stufe 1) «Interner Betrug» als auch «Externer Betrug» zugewiesen. Aus Sicht der Kantonalbanken besteht hier Anpassungsbedarf. In der Praxis ist die Typisierung der Täterschaft bei festgestellten Cyber Attacken in der Regel bei unbekanntem Dritten zu verorten, also typischerweise unter «Externen Delikten» positioniert. Cyber Attacken zeichnen sich dadurch aus, dass diese von Extern erfolgen, den Perimeter überwinden und so in das interne Netzwerk eindringen. Dies kann auch unter Anwendung von «Vorleistungen», wie dem Überwinden physischer Perimeter, erfolgen. Dem steht in der Kategorie «interner Betrug» der «interne Hacker» oder «der Missbrauch durch privilegierte Berechtigte» gegenüber. Zwecks klarerer Zuweisung von Verlustereignissen würden es die Kantonalbanken begrüßen, wenn «interner Betrug» nicht mit Cyberrisiken vermischt wird.

Die Kantonalbanken schlagen vor, die Subkategorie «Cyber-Attacken» abschliessend dem «Externen Betrug» zuzuweisen sowie die Subkategorie 2 bei «Interner Betrug» gemäss folgendem Vorschlag anzupassen:

Verlustereigniskategorie (Stufe 1)	Definition	Subkategorien (Stufe 2)
Interner Betrug	Verluste auf Grund von Handlungen mit betrügerischer Absicht, Veruntreuung von Eigentum, Umgehung von Gesetzen, Vorschriften oder internen Bestimmungen unter Beteiligung mindestens einer internen Partei.	Unautorisierte Aktivität
		Diebstahl und Betrug
		Informationssicherheit, <b>Cyber-Attacken</b> , <b>Interner Hacker</b>

## **3.2 Verordnung der FINMA über die Kreditrisiken (E-KreV-FINMA)**

### **3.2.1 Definition anerkannte Gegenparteien (Art. 45 / Art. 78 E-KreV-FINMA)**

In Art. 45 E-KreV-FINMA sowie in den entsprechenden Passagen des Erläuterungstextes wird ersichtlich, welches konkret anerkannte Gegenparteien sind. Neben Regierungen, Banken und öffentlich-rechtlichen Körperschaften sind dies auch prudenziell regulierte Unternehmen des Finanzbereichs. Aus dem Erläuterungstext wird klar ersichtlich, dass auch Schweizer Versicherungen und Broker anerkannte Gegenparteien darstellen. Bei Wertpapierfinanzierungsgeschäften ist ebenfalls eine Differenzierung der Gegenparteien erforderlich, je nachdem, ob für diese prudenzielle Standards gelten. Stossend ist nun jedoch, dass in Art. 78 E-KreV-FINMA eine andere Definition Anwendung findet und Schweizer Versicherungen nicht aufgezählt werden resp. als Nicht-Banken faktisch zu «Schattenbanken» degradiert werden. Dies wird aus dem Erläuterungsbericht zu den FINMA-Verordnungen ersichtlich.

Die Differenzierung für Wertpapierfinanzierungsgeschäfte gemäss Art. 78 E-KreV-FINMA soll keine Unterschiede zu Differenzierung gemäss Art. 45 E-ERV machen. In Art. 78 E-KreV-FINMA resp. aus dem Erläuterungsbericht zu den FINMA-Verordnungen soll hervorgehen, dass auch Versicherungen wie Banken oder Broker anerkannte Gegenparteien darstellen.

### **3.2.2 Definition ausgefallene Forderungen (Art. 83 E-KreV-FINMA)**

Leider wurde der schon in der NAG vorgebrachte Vorschlag der Regional- und Kantonalbanken, wonach die Definition von ausgefallenen Forderungen derjenigen der Rechnungslegung entsprechen sollte, nicht zielführend umgesetzt. Mit Art. 83 E-KreV-FINMA wird diese Forderung in Absatz 1 zwar aufgenommen resp. umgesetzt, doch mit Abs. 2 werden explizit Abweichungen eingebracht, die aus Sicht der Kantonalbanken so nicht sein sollten. Der Unterschied liegt darin, dass einzelne Forderungen gegenüber einer einzelnen Gegenpartei durchaus nicht gleichsam gefährdet resp. gleichsam als ausgefallen gelten müssen. Während bei einem Hypothekarkredit und einem Blankokredit eines Firmenkunden die Hypothek aus der Optik der Rechnungslegungsverordnung (ReIV-FINMA) beispielsweise als nicht gefährdet beurteilt werden kann, weil Mieteinnahmen vorhanden sind und ein Verkaufserlös die Hypothekarschuld übersteigt, bestehen beim Kontokorrent-Kredit Zweifel, weil der Schuldner in finanziellen Schwierigkeiten steckt, der Kredit wertberichtigt werden muss und somit als gefährdete Forderung gilt.

Die Kantonalbanken beantragen die vollständige Streichung von Art. 83 Abs. 2 E-KreV-FINMA.



### **3.3 Verordnung der FINMA über die Marktrisiken (E-MarV-FINMA)**

#### **3.3.1 Mindesteigenmittel für spezifisches Aktienpreisrisiko (Art. 23 E-MarV-FINMA)**

Die Auflistung gemäss Anhang 4 E-KreV-FINMA umfasst im Kontext der Marktrisiken keine sinnvolle Auflistung von Hauptindizes. So fehlen diverse liquide Hauptindizes wie z.B. DAX, SMI/SLI/SMIM, CAC, FTSE 100, Euro Stoxx 50, Nikkei 225, TOPIX, DJI, KOSPI 200, S&P/ASX 200. Hingegen sind diverse ungebräuchliche und nicht handelbare Indizes aufgeführt. Die Kantonalbanken regen an, die Aufnahme in die Liste davon abhängig zu machen, ob für den Index handelbare Futures existieren.

### **3.4 Verordnung über die Offenlegung von Risiken und Eigenmitteln und der Grundsätze der Corporate Governance (E-OffV-FINMA)**

#### **3.4.1 Leverage Ratio – Tabelle LR2: Verwendung von Mittelwerten (Ziffer 71)**

Systemrelevante Banken sind in der Offenlegung der Leverage Ratio verpflichtet, Mittelwerte zu «Securities Financing Transactions» zu publizieren. Allerdings besteht laut den Bemerkungen zu den Zeilen 28-31a folgende Option: *«Mit Zustimmung der FINMA können **nicht international tätige systemrelevante Banken** den Mittelwert auf Basis von Werten anderer Periodizität berechnen.»*

Es bleibt nun unklar, wer von dieser Option Gebrauch machen könnte, denn die FINMA unterscheidet die Schweizer Banken wie folgt<sup>2</sup>:

- International tätige systemrelevante Banken (Credit Suisse, UBS)
- Inland-orientierte systemrelevante Banken (PostFinance, Raiffeisen, Zürcher Kantonalbank)

In Ziffer 71 E-OffV-Finma soll der Begriff «nicht international tätige systemrelevante Banken» durch «**inland-orientierte systemrelevante Banken**» ersetzt werden.

<sup>2</sup> <https://www.finma.ch/de/durchsetzung/resolution/too-big-to-fail-und-systemstabilitaet/systemrelevante-banken/>

**Stellungnahme der Kantonalbanken zur  
Umsetzung von «Basel III Final»**

Verband Schweizerischer Kantonalbanken

24. Oktober 2022

14/14

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung und Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Für allfällige Rückfragen und weitere Erläuterungen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess  
Direktor



Michele Vono  
Leiter Public Affairs

Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF)

Bernerhof  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA)

Herrn Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Per Mail zugestellt an:

Basel3@sif.admin.ch  
ba.Basel3@finma.ch

Zürich, 23. Oktober 2022

### **Stellungnahme zur nationalen Umsetzung Basel III final und Änderung Eigenmittelverordnung und neue FINMA-Verordnungen**

Sehr geehrte Damen und Herren

Die VAV dankt für die Einladung zur Stellungnahme zur geplanten nationalen Umsetzung von Basel III Final sowie der Änderung der Eigenmittelverordnung und neue FINMA-Verordnungen. Ebenso bedanken wir uns für den konstruktiven Dialog im Rahmen der Nationalen Arbeitsgruppe zur schweizerischen Umsetzung von Basel III Final unter der gemeinsamen Leitung von SIF und FINMA.

In unserer Eingabe beschränken wir uns auf grundsätzliche und für unsere Mitgliedsinstitute prioritäre Punkte. Gleichzeitig unterstützen wir die ausführliche Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) und verweisen auf deren detaillierten Erläuterungen. Wie üblich wirkten unsere Expertinnen und Experten bei deren Ausarbeitung mit.

#### «Geleitzugverfahren»

Für unsere exportorientierten Mitglieder ist es zentral, dass weltweit in den massgebenden Finanzmärkten weitgehend identische Wettbewerbsbedingungen herrschen. Für die USA und für das Vereinigte Königreich (UK) liegen jedoch noch keine Umsetzungsentwürfe vor. Diese Jurisdiktionen sind offensichtlich – neben der EU – von sehr hoher Relevanz. Weiter sind wir der Meinung, dass die EU im Gegensatz zu übrigen, als Referenzen wenig geeigneten Jurisdiktionen, für den angestellten Rechtsvergleich zu wenig gewichtet wird. Vor diesem Hintergrund fordern wir, dass

- grundlegende wettbewerbsrelevante Aspekte erneut beurteilt und erst endgültig festgelegt werden, wenn genügend Klarheit besteht, wie sie in den wichtigen Vergleichsjurisdiktionen umgesetzt werden sowie
- die Inkraftsetzung in der Schweiz nicht vor dem aktuell vorgesehenen Umsetzungszeitpunkt der EU erfolgt.

### Operationelle Risiken / «Internal Loss Multiplier»

Entsprechend dem in den Eckwerten festgelegten «Geleitzugverfahren» beantragen wir, dass die Behörden die vom Basler Ausschuss vorgesehene nationale Option, den Internal Loss Multiplier auf 1 festzulegen (BCBS OPE25.11), neu beurteilen, wenn genügend Klarheit besteht, und berücksichtigen, wie die wichtigen Konkurrenzfinanzplätze (EU, UK und USA) diese nationale Option ausüben.

Dieses Vorgehen ist für die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Finanzplatzes wesentlich, weil nur dadurch sichergestellt werden kann, dass die in der Säule 1 festgelegten Kapitalanforderungen international vergleichbar sind. Nach heutigem Kenntnisstand kann davon ausgegangen werden, dass in der EU die historischen Verluste neutralisiert werden (Internal Loss Multiplier (ILM) = 1) und dieser Entscheid wird wohl nicht mehr umgestossen werden. Eine analoge Lösung werden aus Wettbewerbsüberlegungen voraussichtlich sowohl die UK und auch die USA umsetzen.

Weiter gehen wir davon aus, dass die ausländischen Regulatoren die Kapitalanforderungen für operationelle Risiken aus einer Säule 1- und Säule 2-Perspektive beurteilen werden, um bankindividuelle Bedingungen einerseits und Kritikpunkte am Konzept des Internal Loss Multipliers andererseits (wie z.B. die fehlende Ausrichtung auf zukünftige Risiken) zu adressieren.

### Kreditrisiken

Betreffend die Anpassungen für das Hypothekengeschäft sind für uns folgende Punkte relevant und anzupassen (vgl. dazu detaillierten Anpassungs- und Formulierungsvorschläge in der Stellungnahme der SBVg):

#### a) Niederstwertprinzip

Das Niederstwertprinzip gilt heute bekanntlich für zwei Jahre ab Handänderung. Es soll nun auf sieben Jahre verlängert werden, was weit über die durchschnittliche Laufzeit einer Hypothek in der Schweiz hinausgeht. Wir beantragen, an den zwei Jahren gemäss den geltenden Regeln für das Niederstwertprinzip festzuhalten. Aus Kohärenzgründen haben die zwei Jahre auch für das Parallelkonzept des sogenannten «ursprünglichen Belehnungswerts» zu gelten.

#### b) Tragbarkeitsregulierung

Wir begrüssen den Vorschlag, auf eine starre Tragbarkeitsregulierung zu verzichten und stattdessen Zuschläge auf die Risikogewichte vorzusehen. Wir erachten jedoch die Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften von bis zu 15% als viel zu hoch. Wir beantragen, die Zuschläge für vermietete Wohnliegenschaften auf ein risikogerechtes Niveau zu senken. Insbesondere für Belehnungen zwischen 60% und 80% soll der Risikogewichtszuschlag 5% anstatt 15% betragen. Damit würde auch der Grundstein für eine überzeugende risikosensitive Zuschlagsfunktion gelegt.

#### c) Vorsorgevermögen als Sicherheiten

«Basel III Final» schränkt das Spektrum anrechenbarer Sicherheiten gegenüber dem Status quo ein. Davon betroffen sind u.a. verpfändete Vorsorgevermögen, welche im Hypothekengeschäft der Schweizer Banken eine bedeutende Rolle (z.B. bei der indirekten Amortisation) einnehmen. Gemäss E-ERV werden insbesondere Vorsorgeguthaben bei bankfremden Stiftungen und Lebensversicherungspolicen nicht mehr anrechenbar sein.

Die Art. 65 Abs. 1 Bst. h E-KreV-FINMA Art. 72a Abs. 3 E-ERV sind so anzupassen, dass die bisherige Behandlung von Vorsorgevermögen (bar oder in Form von Fonds oder Wertschriften) auch bei

Vorsorgeeinrichtungen von Drittinstituten analog der bisherigen Regelung beibehalten werden können (vgl. Anpassungsvorschläge zu den einzelnen Artikeln gem. Stellungnahme SBVg).

#### Leverage ratio / Zentralbankenguthaben

Die SBVg hat bereits in ihrem Schreiben an das SIF (mit Kopie an die FINMA) vom 23. Februar 2021 unser Anliegen eingebracht, dass Zentralbankguthaben nicht Bestandteil des Gesamtengagements für die Berechnung der Leverage Ratio bilden sollten. Die Behörden haben jedoch für eine Berücksichtigung im Rahmen von «Basel III Final» keine Hand geboten (Sitzung NAG vom 8. Juli 2021).

Während dem Höhepunkt der Corona-Krise wurden Zentralbankenguthaben in der Schweiz temporär von der Leverage Ratio Exposure ausgenommen, während dies bisweilen während der Ukraine-Krise nicht der Fall war. Obwohl Finanzmärkte in einem gewissen Masse ähnlich von den Krisen betroffen sind (sehr volatile Aktienmärkte, Deleveraging), haben die Banken momentan keine Gewissheit, wann Zentralbankenguthaben vom Leverage Ratio ausgenommen werden und wann nicht. Damit wird eine verlässliche Kapitalplanung beeinträchtigt.

Dies gilt insbesondere für Vermögensverwaltungsbanken, welche in solch turbulenten Märkten ihren Kunden die Möglichkeit geben, Guthaben befristet, sicher und liquide auf ihrer Bilanz zu platzieren. Solche kurzfristigen Guthaben müssen aus Bilanzstrukturüberlegungen bei Zentralbanken parkiert werden, und diese Banken werden in Form eines höheren Gesamtengagements bestraft. Eine grundsätzlich risikomindernde Massnahme wird damit zum regulatorischen Problem. Aus einer allgemeinen regulierungs-politischen Optik sind zudem die widersprüchlichen Anreize zwischen Eigenkapitalregulierung (Leverage Ratio) und Liquiditätsregulierung (Liquidity Coverage Ratio, LCR) stossend, indem Zentralbankguthaben im einen Fall «bestraft», im anderen jedoch «gefördert» werden.

Wir sind nach wie vor der Ansicht, dass hier Handlungsbedarf besteht, entweder im Hinblick auf die im Ausland (z.B. EU, UK, USA) gewählten Ansätze oder auf der Ebene der Basler Standards selbst. **Entsprechend fordern wir, dass dieser Punkt von den Behörden in einem separaten Prozess im Anschluss an diese Vernehmlassung aufgenommen wird.**

Für die Kenntnisnahme und wohlwollende Prüfung unserer Ausführungen bedanken wir uns und stehen für Fragen und eine Diskussion sehr gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Susanne Brandenberger



Vorsitzende VAV-Expertengruppe  
Risk Management

Simon Binder



Public Policy Director